



ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'APPUI À L'OPÉRATIONNALISATION DE LA RÉFORME DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

TACHES 6 & 7
LIVRABLE 6

ÉTAT DES LIEUX DU FINANCEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE & BENCHMARK

AXE 2 : FINANCEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Table des Matières

Liste des Tableaux.....	4
Liste des figures.....	5
Acronymes et significations.....	6
Préambule.....	7
Introduction.....	9
Chapitre 1 : Périmètres de la formation professionnelle et cadre du financement.....	11
1.1 De la formation initiale.....	11
1.2 Formation continue : quelques éléments de base.....	11
1.3 Les Opérateurs de formation.....	12
1.3.1 Opérateurs publics :.....	12
1.3.2 Opérateurs privés :.....	13
1.3.3 Autres intervenants et partenaires :.....	13
1.4 Cadre général du financement de la FP.....	14
Chapitre 2 : Sources de financement de la formation professionnelle initiale.....	16
2.1 Poids respectifs des sources de financement.....	16
2.2 Répartition analytique du Budget de financement de la FP.....	17
2.3 La taxe sur la formation professionnelle.....	18
2.4 Les dotations budgétaires sur ressources propres de l'Etat.....	22
2.4.1 Le budget du SEFP.....	23
2.4.2 Les départements formateurs.....	24
2.4.3 Appui au secteur privé et aux stagiaires.....	29
2.5 Les financements des bailleurs de fonds.....	30
2.6 La Contribution des ménages.....	31
Chapitre 3 : Analyse des emplois du financement.....	33
3.1 Acteurs publics.....	33
3.1.1 Les départements formateurs.....	33
3.1.2 L'OFPPT, principal opérateur public.....	39
3.1.3 Le SEFP, organe de tutelle de la FP.....	40
3.2 Acteurs privés.....	42
3.2.1 Missions.....	43
3.2.2 Emploi du financement du secteur privé.....	44
3.3 Emploi des fonds auprès des ONG.....	45
3.3.1 Les missions.....	45
3.3.2 Les formes d'emploi des financements.....	46
3.4 Les Entreprises.....	47

3.4.1 Les missions	47
3.4.2 Les formes d'emploi des financements mobilisés au profit de l'entreprise	48
3.5 Les stagiaires (ménages)	53
3.5.1 Stagiaires des établissements publics	53
3.5.2 Contribution de l'Etat au financement des internats	54
3.5.3 Stagiaires des établissements privés.....	55
Chapitre 4 : Enseignement des expériences internationales en matière de financement de la formation professionnelle	57
4.1 Lecture de l'expérience française.....	57
4.1.1 Fonds publics	57
4.1.2 Fonds privés	57
4.2 L'expérience Tunisienne	59
4.2.1 Le financement de la formation initiale	59
4.2.2 Le financement de la formation continue	59
4.2.3 Financement des Investissements dans les centres de formation du secteur privé.....	60
4.3 L'expérience Allemande.....	60
4.3.1 Le financement de la formation continue assurée par les individus.....	61
4.3.2 Le financement de la formation continue soutenue par les pouvoirs publics.....	61
4.3.3 Le financement de la formation continue et mesures de l'Office fédéral du travail	61
4.3.4 Mécanismes de financement de la formation professionnelle continue	64
4.4 L'Expérience du Québec	64
Chapitre 5 : Recommandations et capitalisation sur les expériences internationales	70
5.1 Les constats.....	70
5.2 Les recommandations issues de l'analyse et du Benchmark	71
Annexe 1 : Le circuit global de financement de la FP au Maroc	73
Annexe 2 : Le Tableau SWOT du Financement de la FP	75 74
Annexe 3 : Les contrats Spéciaux de Formation (CSF)	75

Liste des Tableaux

Tableau 1 : Synthèse et répartition des montants de financement de la FP (hors dons & prêts). 2016	16
Tableau 2 : Répartition du financement de la FP par rubrique	18
Tableau 3 : Répartition des Ressources de l'OFPPT en 2016	19
Tableau 4 : Evolution de la TFP 2011-16	20
Tableau 5 : Evolution de la contribution de l'Etat aux dépenses de l'OFPPT sur la période 2011-2016.....	22
Tableau 6 : Budget affecté au SEFP	23
Tableau 7 : Les établissements à Statut de SEGMA	25
Tableau 8 : Contribution du budget général de l'Etat dans la Loi de finances 2016.....	26
Tableau 9 : Contribution des bailleurs de fonds.....	31
Tableau 10 : Réalisations des instituts de formation travaillant dans le domaine de l'agriculture	34
Tableau 11: Réalisations des instituts et des centres de formation fonctionnant dans le domaine de la pêche maritime	35
Tableau 12 : Évaluation des réalisations de la formation permanente dans l'artisanale au cours de la période 2008-2015	36
Tableau 13 : Réalisations des instituts des arts traditionnels au titre de l'année 2014	36
Tableau 14 : Effectif des stagiaires formé et subventions accordées aux IAT au titre de l'année 2014	37
Tableau 15 : Évolution des lauréats par Région de 2010-2011 à 2015-2016	38
Tableau 16 : Les modes de formation dispensées par l'OFPPT	40
Tableau 17 : Evolution et répartition des ressources du SEFP incluant les transferts à l'OFPPT provenant du Budget de l'Etat (Millions Dhs courants).....	41
Tableau 18 : Evolution du ratio des paiements sur les crédits ouverts du SEFP, incluant les transferts à l'OFPPT, pour la période 2008 à 2012 (en Millions de DH)	42
Tableau 19 : Evolution de l'accréditation des établissements privés de formation professionnelle entre 2008 et 2012.....	44
Tableau 20 : Nombre de centres de formation et de formateur par type d'ONG pour l'année 2015/2016	45
Tableau 21 : Financement des actions de formation GIAC et CSF	49
Tableau 22 : Plafond du remboursement des entreprises privées payant moins de 3 MDHS de TFP.....	50
Tableau 23 : Taux de Remboursement pour les Formations Groupées.....	50
Tableau 24 : Taux de Remboursement pour les Grands Etablissements.....	50
Tableau 25 : Evolution de de l'aide financière de l'État aux stagiaires des écoles professionnelles maritimes en MDs entre 2015 et 2016	54
Tableau 26 : Allocation des frais d'internats relative aux centres de FP Enseignement technique agricole pour 2015- 2017	55
Tableau 27 : Evolution du nombre de stagiaires et des établissements privés accrédités concernés	56
Tableau 28 : Types du GIAC par le secteur/branches couverts	<u>7675</u>

Liste des figures

Figure 1 : Evolution des ressources globales de la Formation Professionnelle en % du PIB	15
Figure 2 : Graphe des sources de financement de la FP au Maroc (hors dons et prêts. 2016	17
Figure 3 : Logigramme du circuit de financement de l'OFPPT.....	19
Figure 4 : Evolution de la TFP entre 2001 et 2016	20
Figure 5 : Structure des ressources propres de l'OFPPT en 2016	21
Figure 6 : Evolution du coût par stagiaire à l'OFPPT	21
Figure 7 : Crédits ouverts du SEFP incluant les montants versés à l'OFPPT	24
Figure 8 : Evolution de la structure des recettes des SEGMA relevant du domaine de l'enseignement, de la formation professionnelle et de la formation des cadres en (MDH).....	25
Figure 9 : Répartition sectorielle du budget FP des départements formateurs	26
Figure 10 : Evolution de la part des ressources financière des instituts et centres de formation en hôtellerie et restauration dans le budget général du département du tourisme	27
Figure 11 : Allocation du financement des IAT relevant du département de l'artisanat	27
Figure 12 : Allocation du financement des ITHT relevant du département du tourisme	27
Figure 13 : Evolution de la part des ressources financière des IAT dans le budget général de l'artisanat ..	28
Figure 14 : Allocation du financement des IAT relevant du département de l'artisanat	28
Figure 15 : Evolution des allocations du financement des centres de qualification professionnelle maritime entre 2011 et 2015	29
Figure 16 : Contribution de l'Etat aux frais de formation des stagiaires des établissements privés	30
Figure 17 : La structure des ressources propres de l'OFPPT (2016, en MDH)	32
Figure 18 : Description du système marocain de la formation professionnelle	33
Figure 19 : Evolution de la contribution de l'Etat aux IAT en Mds, par région (2015-2017)	36
Figure 20 : Évolution des stagiaires inscrits au titre de l'année 2015/2016.....	38
Figure 21 : Evolution de la contribution de l'Etat aux centres et instituts de formation en hôtellerie et restauration en Mds, par région (2015-2017)	39
Figure 22 : Répartition des stagiaires par niveau de formation (prévu et réalisé)	40
Figure 23 : Répartition des lauréats par opérateur de formation	43
Figure 24 : Bénéficiaires des actions de post-alphabétisation réalisées par les ONG par genre et par milieu (2015/2016).....	46
Figure 25 : Schéma général des sources de financement de la FP par apprentissage au Maroc (hors les dons et legs des partenaires internationaux).....	48
Figure 26 : Entreprises affiliées à la CNSS et bénéficiant des CSF	51
Figure 27 : Nombre de salariés (PME, PMI, TPE) formés au titre de l'année 2013.....	51
Figure 28 : Evolution de l'aide financière de l'État aux stagiaires de la FP et de l'enseignement technique en agriculture en MDs entre 2011 et 2017	54
Figure 29 : Evolution des frais d'internats des centres de FP relevant du département de l'agriculture en Dhs (2011 à 2017)	55
Figure 30 : Contribution de l'Etat aux frais de formation des stagiaires des établissements privés	56
Figure 31 : Schéma des relations et interactions du modèle allemand	64
Figure 32 : Schéma du circuit de financement de la FP-	74
Figure 33 : Matrice SWOT-Financement de la FP	74

Acronymes et significations

ANAPEC	<i>Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (Maroc)</i>
CCI	<i>Chambre de commerce et d'industrie</i>
CF	<i>Chèque formation</i>
CG	<i>Comité de Gestion (OFPPT)</i>
CGEM	<i>Confédération Générale des Entreprises du Maroc</i>
CIDE	<i>Consortium International de Développement en Education</i>
CRCSF	<i>Comité Régional des Contrats Spéciaux de Formation</i>
CSF	<i>Contrats Spéciaux de Formation</i>
DFP	<i>Département de la Formation Professionnelle / Maroc</i>
FC	<i>Formation continue</i>
FCE	<i>Formation en Cours d'Emploi</i>
FP	<i>Formation Professionnelle</i>
FPP	<i>Formation Professionnelle Privée</i>
GIAC	<i>Groupement Interprofessionnel d'Aide au Conseil</i>
IGR	<i>Impôt Général sur le Revenu</i>
IR	<i>Impôt sur le Revenu</i>
IS	<i>Impôt sur les Sociétés</i>
ISG	<i>Inclusion Sociale et Genre</i>
MCA	<i>Millenium Challenge Account Morocco</i>
MCC	<i>Millenium Challenge Corporation</i>
MELS	<i>Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Québec</i>
MENFP	<i>Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle / Maroc (2013)</i>
MENFPESRS	<i>Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique / Maroc (2017)</i>
MEF	<i>Ministère de l'Economie et des Finances / Maroc</i>
OCF	<i>Organismes de Conseil et de Formation</i>
OFPPT	<i>Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail</i>
ONG	<i>Organisation non gouvernementale</i>
PIB	<i>Produit intérieur brut</i>
PPP	<i>Partenariat Public Privé</i>
SEFP	<i>Secrétariat d'Etat chargé de la Formation Professionnelle</i>
TFP	<i>Taxe de la formation professionnelle</i>
VAE	<i>Validation des Acquis de l'Expérience</i>
UG CSF	<i>Unité de Gestion des CSF</i>

Préambule

Le présent rapport cherche à répondre aux interrogations relatives au financement de la formation professionnelle. Il permet également d'évaluer la place respective des principaux agents de financement que ce soit l'Etat, les entreprises, les bailleurs de fonds ou même les ménages dans le circuit de financement de ladite formation.

Cette analyse des sources de financement est à même de tracer les évolutions récentes qui se sont produites et également de constituer un panorama exhaustif de l'offre de formation et de ses transformations en cours. Ainsi, ce rapport se projette dans une perspective visant à répondre à quelques questions fondamentales en lien avec le financement de la formation professionnelle à titre d'exemple : Qui finance la formation professionnelle au Maroc ? Quel est le poids des financeurs de la formation et quelles sont les tendances d'évolution significative ? Quelle est la relation entre les divers acteurs et partenaires du système de la formation professionnelle, en particulier l'Etat, les entreprises et les usagers (flux de transfert entre financeurs, producteurs et bénéficiaires...)?

De façon méthodologique, cette étude vise à montrer de quelle façon le mode de financement reflète la répartition des rôles entre les acteurs et comment il peut contribuer à promouvoir le développement de la formation pour rapprocher l'offre et la demande en compétences.

A cet égard, il est opportun d'évaluer l'efficacité de ce mode de financement du système de la formation professionnelle et d'examiner comment il est possible d'asseoir une stratégie de financement basée sur la performance et sur le renforcement de l'autonomie (totale ou partielle) des établissements de formation professionnelle (publics, privés et en PPP).

Pour arriver à réaliser ces objectifs, le rapport dresse un état des lieux du système et des pratiques de financement de la formation professionnelle au Maroc (résidentielle, alternée, apprentissage, qualifiante, continue, ...) en termes de fonctionnement, d'investissement ainsi que les tendances en la matière. Dans cette perspective, plusieurs aspects seront abordés, il s'agit notamment :

- D'identifier les différents intervenants dans le financement de la FP (opérateurs publics, privés, ONG, entreprises, ménages, ...), leurs responsabilités en matière de financement (sources de financement),
- D'analyser les circuits de financement,
- D'établir le lien entre l'affectation des ressources et les activités de formation,
- De préciser les formes de financement (dotation en nature, subvention d'équilibre, contributions),
- De préciser les atouts du système de financement actuel, ainsi que les opportunités offertes et faire ressortir les insuffisances, les limites, ainsi que les points de défaillance (voir la Matrice SWOT en Annexe 2).

Ainsi, dans un premier temps, un descriptif du financement du système de la FP est présenté, avec les différents intervenants dans le financement de la FP, tout en mettant en exergue leurs responsabilités dans ce domaine ainsi que leurs sources de financement.

Deuxièmement, une analyse de l'évolution du poids budgétaire de l'affectation des ressources de la FP permettra d'apprécier l'effort consenti par les différents intervenants pour la promotion de la FP.

Enfin, l'analyse des formes d'utilisation du financement de la FP sera utile pour estimer la capacité des différents centres et instituts dans la gestion de la formation en termes de capacité d'accueil, octroi des bourses, de gestion des internats, etc.

Un Benchmark sur les modèles de financement a été réalisé, qui permettra d'avoir une vue monographique de quelques systèmes qui peuvent servir comme modèle d'inspiration et ce, pour le design d'un mécanisme de financement de la FP basée sur l'efficacité et la performance.

Introduction

La complexité de la question du financement de la FP est liée en grande partie au caractère multidimensionnel de la formation professionnelle au Maroc. Au problème du nombre d'intervenants dans la FP, s'ajoute également l'absence d'une comptabilité désagrégée permettant de décrire l'allocation des ressources financières par objectifs et par bénéficiaires.

La bonne gouvernance de la formation professionnelle est conditionnée en grande partie par la disponibilité des ressources financières suffisantes et leur gestion transparente. De même, l'efficacité de la politique de formation professionnelle au Maroc exige une rationalisation des dépenses budgétaires et une modernisation dans les modes de gouvernance des différents organismes veillant au déploiement de ce type de formation.

Le financement de la formation professionnelle (FP) provient de plusieurs sources. Aux dotations budgétaires de l'Etat s'ajoutent le montant de la taxe de formation professionnelle (TFP), les dépenses des entreprises privées et la contribution des ménages. L'ensemble était évalué selon le conseil supérieur de l'enseignement, de la formation et de la recherche à environ 0,33% du PIB en 2013¹. A cela, il convient d'ajouter les prêts et les dons des bailleurs de fonds internationaux. La stratégie de la FP 2021 mentionne l'enveloppe globale de 5 Milliards de dhs², ce qui porte le taux par rapport au PIB à 0.5%. Nos propres recoupements pour l'année 2016, et qui sont détaillées dans ce rapport, se rapprochent beaucoup de cette dernière estimation.

Ces ressources restent notablement inférieures au niveau moyen observé dans les pays européens, notamment ceux qui ont fait partie de notre benchmark³, et ne permettent pas de répondre à l'ampleur de la demande et à l'étendue des besoins sociaux et économiques du pays.

Il n'existe pas à l'heure actuelle un cadre comptable spécifique à la FP qui permet d'identifier l'origine des ressources et leur affectation. Les dépenses des départements formateurs (Ministères) consacrées à la FP ne sont pas identifiées en tant que tels dans leur comptabilité budgétaire. Une vision consolidée du fonctionnement de la FP fait toujours défaut.

Toutefois les morasses budgétaires ministérielles indiquent les subventions destinées aux établissements de formation qui couvrent le fonctionnement sans les salaires et l'équipement. Les charges salariales sont incluses dans la masse salariale des ministères. Un travail de proximité avec les départements ministériels concernés a permis une estimation de la charge salariale globale par ministère comme l'agriculture, la pêche maritime, le tourisme et l'artisanat.

Ainsi, une mission auprès des différents ministères formateurs s'impose, afin de quantifier les budgets consacrés à la FP et précisément la formation initiale. Mais cela suppose au préalable que ces Ministères puissent, en interne, faire un travail de ventilation de leurs rubriques budgétaires pour préciser ce qui est réservé à la formation professionnelle dans leur département rubrique par rubrique. En effet dans certains cas, par exemple, un fonctionnaire d'un Ministère peut intervenir comme formateur vacataire au sein d'un EFP du même Ministère, mais son intervention n'est pas comptabilisée comme dépense de formation.

¹ Conseil Supérieur de l'Education, la Formation et de la Recherche Scientifique, ATLAS (2013).

² Stratégie Nationale de la Formation professionnelle. 2021. Année 2016

³ Le Budget de la Formation Continue en France est de 32 Milliards euros (voir Chapitre 4 sur le Benchmark).

Cependant, dans le cadre d'une gestion budgétaire axée sur les résultats, les budgets sont de plus en plus souvent négociés par les ministères sectoriels avec le ministère des finances sur la base de programmes et de plans arrêtés en concertation avec le département de la formation professionnelle (SEFP).

L'hétérogénéité des approches et des critères utilisés dans les différents départements concernés par la gestion budgétaire par objectifs appellerait certes, à terme, une planification intégrée de l'ensemble de l'offre publique sur la base de critères standardisés. Néanmoins, le système est déjà suffisamment souple pour avoir permis au SEFP le financement d'opérations d'urgence conduites en réponse aux priorités nationales liées aux secteurs en crise ou aux besoins d'exportation, comme celles lancées dans le contexte du Plan national pour l'urgence industrielle (PNEI)⁴.

Commenté [B1]: S'assurer que c'est le SEFP qui a assuré le financement et pas l'ANAPEC

Les dispositions de la SNFP 2021 en termes de contrats programmes signés avec les différents départements, opérateurs de formation et autres partenaires peuvent aussi aider à rendre le système de financement plus transparent et plus efficient, mais à condition que ces contrats programmes soient effectivement mis en œuvre et qu'un système efficace de suivi et de pilotage soit mis en place pour en vérifier la réalisation effective et en évaluer les résultats.

L'ensemble des données collectées a permis de structurer le rapport autour de chapitres distincts mais complémentaires.

Le premier chapitre met en exergue les notions de base relatives à la formation professionnelle en distinguant entre la formation initiale et celle continue en tant que périmètres d'opération de plusieurs acteurs. Les questions de financement sont intimement liées à l'identification des périmètres et des appellations qui y correspondent.

Le deuxième chapitre analyse la consolidation de l'ensemble du financement octroyé à la formation professionnelle dans l'affectation des ressources aussi bien au niveau national que sectoriel et ce, à travers les budgets accordés aux opérateurs de la FP. Cette analyse s'avère essentielle du fait qu'elle permet de relater l'effort consenti par le décideur public pour le développement de la FP, et partant, la valorisation de son capital humain.

Le troisième chapitre approfondit l'analyse des emplois du financement mobilisé au niveau de chaque secteur ou opérateur, en se focalisant sur les intervenants et les acteurs de la formation professionnelle. L'objectif est de détailler comment ces acteurs s'approprient les sources de financement nécessaires.

Le quatrième chapitre présente les résultats du Benchmark réalisé dans quatre pays : la France, la Tunisie, l'Allemagne et les Etats Unis. Cette analyse comparative présente les caractéristiques principales du système de financement de la FP dans chacun des pays et met en exergue les stratégies les plus porteuses et les bonnes pratiques par pays.

Le cinquième chapitre est consacré aux recommandations et à la présentation de la matrice SWOT qui décrit les forces, les faiblesses et les opportunités et menaces relatives au financement de la FP au Maroc. Il y est également fait état de la capitalisation sur les expériences internationales décrites auparavant.

⁴ Fondation Européenne pour la Formation, 2014 : « Cartographie de La Gouvernance de La Formation Professionnelle au Maroc ».

Chapitre 1 : Périmètres de la formation professionnelle et cadre du financement

La formation professionnelle est structurée en deux formes soit une formation initiale⁵ et une formation continue.

1.1 De la formation initiale

La formation initiale concerne les jeunes voulant acquérir une nouvelle compétence professionnelle et une qualification pour le marché de l'emploi. Elle est organisée autour de la formation résidentielle, altérée et par apprentissage. La formation initiale est composée, en plus du Certificat d'aptitude professionnelle (CAP), en quatre niveaux de qualifications à savoir : Spécialisation, Qualification, Technicien et Technicien Spécialisé.

Actuellement la FP initiale est constituée de 342 filières couvrant l'ensemble des secteurs de formation. La durée de la formation en ce qui concerne les techniciens et techniciens spécialisés est de 2 ans minimum. En revanche pour les niveaux de qualification et de spécialisation, cette durée est fixée par les autorités gouvernementales chargées de la FP, dépendamment des filières en question.

La formation initiale est articulée autour de trois modes de formations, à savoir :

- **Formation résidentielle** : c'est la forme de formation initiale dominante actuellement, et elle se déroule en grande partie dans les établissements de formation publics et privés avec une période de stage d'un à deux mois par an dans une entreprise.
- **Formation Professionnelle Alternée** : institué par la loi 36-96, ce mode de formation se déroule à part égales entre les entreprises et les centres de formation professionnelle.
- **Formation par apprentissage** : elle est régie par la loi 12.00 et est organisée à raison de 80% au moins de sa durée globale au sein de l'entreprise et de 10% au moins dans un centre de formation. Le centre assure une formation générale et technologique, la formation pratique se déroule en entreprise.

Ce mode de formation vise principalement les jeunes n'ayant pas nécessairement les conditions requises pour accéder au système de formation professionnelle (âge, niveau scolaire.), pour leur permette l'acquisition d'un savoir-faire nécessaire à l'exercice d'une activité professionnelle. Il contribue également à la sauvegarde des métiers de l'artisanat d'art et de service, et à assurer aux jeunes ruraux des formations adaptées aux spécificités de leur milieu. La relation de formation par apprentissage est régie par un contrat signé par l'apprenti ou son tuteur légal et l'entreprise. Durant sa formation en entreprise, l'apprenti est encadré par un maître d'apprentissage désigné par l'entreprise à cet effet.

1.2 Formation continue : quelques éléments de base

Nonobstant la confusion régnante au niveau des définitions, il est établi implicitement que la formation continue se compose :

⁵ Les jeunes de 15 ans et plus.

- *De la formation dispensée en dehors d'un cursus diplômant, scolaire, professionnel ou supérieur, à des personnes qui peuvent être salariées, autoentrepreneurs ou profession libérale, en situation d'emploi, de pré-emploi ou en absence d'emploi. Elle permet aux bénéficiaires le perfectionnement de leurs aptitudes, l'apprentissage de compétences additionnelles connexes ou la reconversion de métier.*
- *De la formation En Cours d'Emploi (FCE), destinée aux salariés des entreprises en poste, qu'elle soit financée par l'entreprise ou par le salarié lui-même. Elle permet :*
 - Aux salariés d'assurer le maintien de leur emploi par le développement de leurs compétences et leurs qualifications en adéquation aux évolutions du marché du travail (perfectionnement, enrichissement ou reconversion) et de bénéficier d'une promotion professionnelle ;
 - Aux entreprises d'améliorer leur productivité et leur compétitivité.

La Formation appelée en Cours d'Emploi est régie par le décret n° 2.73.633 portant création de la Taxe de Formation Professionnelle (TFP) tel que modifié et complété par les manuels de procédures des Contrats Spéciaux de Formation (CSF) et des Groupements Interprofessionnels d'Aide au Conseil (GIAC). Les actions de formation en cours d'emploi, financées sur une fraction de la TFP, comprennent :

- Les actions d'information et de sensibilisation à la formation en cours d'emploi au profit des organisations, des chambres professionnelles et des entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises ;
- Les études et le conseil pour la définition d'une stratégie de développement des entreprises et des branches professionnelles et des besoins en formation en cours d'emploi qui en découlent ;
- L'ingénierie des plans de formation en cours d'emploi, qui comprend le diagnostic des besoins en formation et l'élaboration des plans de formation qui en découlent ;
- Les actions de formation continue : réalisation des programmes de formation au profit des salariés.

La formation en cours d'emploi est fondée sur deux mécanismes complémentaires pour encourager les entreprises à intégrer la formation en cours d'emploi en tant qu'élément stratégique dans leur plan de développement :

- Les Groupements Interprofessionnels d'Aide au Conseil (GIAC) qui sont des associations constituées et gérées par les organisations et fédérations professionnelles des entreprises
- Le Système des Contrats Spéciaux de Formation (CSF) dont la gestion est tripartite (Etat, Entreprises, Salariés), qui sont expliqués dans l'Annexe 3.

1.3 Les Opérateurs de formation

1.3.1 Opérateurs publics :

L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT)

Créé en 1974, l'OFPPT est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il joue un rôle central dans la formation professionnelle initiale. Il est le principal outil

d'exécution de la politique de l'Etat dans ce domaine. Le champ d'intervention de l'OFPPT a été progressivement élargi à la grande majorité des secteurs de formation. Il dispose également d'un important réseau d'établissements à travers l'ensemble des régions du Royaume.

Les Ministères (Départements Formateurs):

Il s'agit de départements tels l'Agriculture et de la Pêche Maritime, l'Artisanat, le Tourisme, la Santé, l'Equipment et Transport, la Jeunesse et sports, l'Urbanisme, et l'Energie et Mines. Ces Départements formateurs développent des formations dans les secteurs relevant de leurs champs de compétences respectifs. Ils gèrent chacun sous sa tutelle technique, des établissements spécialisés dans leurs métiers respectifs qui sont répartis à travers le royaume. Souvent, ~~ses-ces~~ établissements ont statut de « Service géré de manière autonome » SEGMA.

Commenté [B2]: À définir ou renvoi vers définition plus loin dans le document

L'ANAPEC, L'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et Compétences

L'Agence, qui relève de la tutelle du Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle, contribue au dispositif National de Formation Professionnelle par la mise en œuvre de programmes de formation insertion. Ces programmes s'adressent exclusivement à la population à la recherche d'emploi. Ils mobilisent des fonds importants, qui sont principalement employés dans le remboursement des actions de formation réalisées par les opérateurs de formation.

Commenté [B3]: Pas clair, ce passage prête à confusion

1.3.2 Opérateurs privés :

Il s'agit des établissements de formation professionnelle privée (EFPP). Le secteur privé de formation professionnelle joue un rôle de partenaire de l'Etat dans ce domaine et assure une mission de service public. Il contribue ainsi, aux côtés de l'Etat, à l'organisation de la formation professionnelle. Son champ d'action englobe dans de nombreux cas la formation initiale autant que la formation en cours d'emploi. Il est également habilité à couvrir l'ensemble des niveaux de formation institués et à développer les différents modes de formation. Tous les EFPP sont soumis à une autorisation préalable de l'Administration pour leur ouverture et exploitation. Ils sont également soumis à des conditions et procédures de délivrance de diplômes et certificats. Deux catégories d'EFPP existent : Les EFPP accrédités et les EFPP non accrédités. Les EFPP accrédités sont autorisés à organiser des examens au profit de leurs stagiaires et à délivrer des diplômes reconnus par l'Etat. L'accréditation est accordée pour une durée n'excédant pas 5 ans.

1.3.3 Autres intervenants et partenaires :

En plus de ces acteurs, d'autres intervenants et organismes contribuent également à l'organisation de la formation professionnelle, tels que :

- La Fondation Mohammed V pour la Solidarité,
- La Fondation Mohammed VI pour la Réinsertion des Détenus,
- Les Entreprises,
- Les ONG,
- Les Chambres
- Les Associations Professionnelles.

Le schéma ci-dessous synthétise la présentation du système institutionnel et de financement de la formation professionnelle.

1.4 Cadre général du financement de la FP

Le budget de la formation professionnelle s'élève en 2016 à environ 5 milliards de DH, soit 0,5 % du PIB en 2016. Il augmente de 6 % par an (moyenne établie entre 2001 et 2016⁶). Ce montant est employé à 78 % dans des structures relevant de l'Etat, et à 22 % par le privé et les ménages.

Les dons de la coopération internationale représentent environ 5%. Ils sont récupérés en amont par l'Etat pour être servis comme dotations budgétaires.

Les ressources propres de l'Etat (Budget général) ne financent que la formation initiale (en partie). En revanche, la Taxe de Formation Professionnelle (TFP) finance autant la formation initiale que continue. En effet, en plus des ressources propres de l'Etat, la Taxe de la Formation Professionnelle (TFP) (1,6 % de la masse salariale des entreprises) est la principale source de financement. Bien que cette taxe soit payée par les entreprises, ces dernières n'en récupèrent qu'une faible partie pour financer la formation continue au sein des entreprises. La majeure partie est affectée aux frais d'investissement et de fonctionnement de structures publiques de formation appartenant à l'OFPPT. L'Etat prend en charge les investissements pour la construction des centres gérés par les Ministères et par les Associations et fédérations (Instituts à Gestion Délégées, notamment) et leurs frais de fonctionnement, dans le cadre du budget général. Quelques expériences ont été lancées de centres construits par des fonds publics, et à gestion privée. Ces centres reçoivent une quote-part de l'Etat au titre de leur budget de fonctionnement. Ces investissements représentent environ 20 % du budget global de la Formation professionnelle.

Quant au secteur privé, et pour l'encourager à se lancer dans les activités de formation, l'Etat a offert quelques avantages fiscaux (exonérations partielles d'impôt, exonération de droits de douane, etc.) pour les investissements des opérateurs privés. Ces avantages ont aujourd'hui tendance à diminuer.

Enfin, pour inciter les entrepreneurs à offrir de la formation professionnelle en entreprise, les incitations prévues sont les suivantes : outre le financement de la formation, (qui est de 3.500 dhs/stagiaire/an), l'apport budgétaire de l'Etat comprend également 250 DHS/apprenti/mois, réservée au secteur de l'artisanat, une exonération de la TFP, et une exonération des charges sociales⁷.

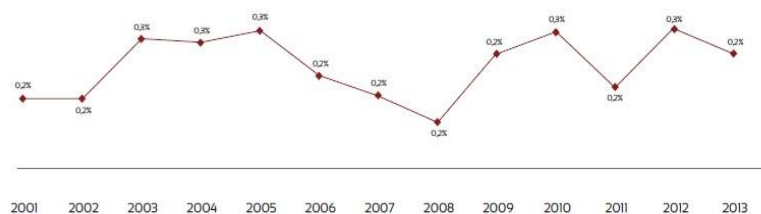
L'analyse de l'évolution des ressources globales⁸ de la FP dans le PIB entre 2001 et 2016 montre que l'effort en faveur de la Formation Professionnelle comparativement au PIB est en amélioration. En effet les ressources de la FP représentent en 2016 environ 0,5% du PIB, comme cité auparavant, le ratio en 2012 était de 0.3%.

⁶ Rapport d'activité de 2015 du SEFP

⁷ Site du SEFP. Quelles mesures d'encouragement de l'apprentissage.

⁸ Les ressources comprennent le budget alloué à la FP et les recettes annuelles de la TFP.

Figure 1 : Evolution des ressources globales de la Formation Professionnelle en % du PIB



Source : Conseil Supérieur de l'Education, la Formation et de la Recherche Scientifique, ATLAS (2013).

Nous verrons dans le Chapitre 4 que ce constat est le même sur le plan sectoriel, où le financement de la FP est resté plutôt stable pour l'ensemble des départements ministériels. Toutefois, la croissance de l'effort global de financement est expliquée par l'augmentation continue du volume de la TFP, l'amélioration des autres ressources propres de l'OFPPT et la contribution des ménages et des investisseurs privés.

Enfin, il est à noter que le cadre général du financement de la Formation Professionnelle au Maroc met en œuvre un ensemble d'acteurs, liés entre eux par des flux de financement et de prestations en contreparties. Il s'agit principalement des acteurs suivants :

- l'Etat, représenté par le Ministère de l'Economie et des Finances,
- l'organisme de tutelle et de régulation, représenté par le SEFP
- les 12 départements formateurs
- l'OFPPT
- les établissements en PPP (IGDs, établissements des ONG)
- les bailleurs de fonds internationaux
- les ménages (familles des stagiaires)
- les entreprises

C'est cette architecture que cherche à représenter le logigramme des flux de financement de la FP, que l'on trouve dans la figure 32, reproduite dans l'Annexe 1 de ce rapport.

Chapitre 2 : Sources de financement de la formation professionnelle initiale

Les quatre principales sources de financement de la formation professionnelle sont :

- ✓ Les produits de la TFP ;
- ✓ Les dotations budgétaires sur ressources propres de l'Etat ;
- ✓ Les concours des bailleurs de fonds ;
- ✓ Les ressources des ménages.

2.1 Poids respectifs des sources de financement

Selon l'orthodoxie de la Direction du Budget, l'Etat serait le premier apporteur de fonds pour la formation professionnelle en cumulant la TFP et les allocations des budgets ministériels, soit 68%. Cet effort monte à 78% de fonds publics si on y ajoute les ressources propres de l'OFPPT. Or, économiquement la TFP provient des entreprises, ce qui explique le point de vue des organisations représentatives des entreprises, et qui consiste à vouloir réserver la TFP à des actions directement destinées à l'entreprise et à sa demande, soit la Formation en cours d'emploi.

La contribution des ménages est de plus en plus visible aussi bien dans les recettes des instituts privés que chez l'OFPPT ;

Les prêts et dons de la coopération internationale sont estimés à 4,97 milliards Dhs, en cumul sur la période 1999 à 2017. Les prêts sont comptabilisés en amont comme contribution en appui au budget général de l'Etat.

Tableau 1 : Synthèse et répartition des montants de financement de la FP (hors dons & prêts). 2016

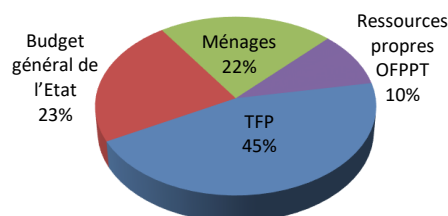
Source de financement	Opérateurs	Nature de formation	Montant en 2016 en Millions Dhs	Part relative
Taxe parafiscale de la FP (TFP) au service de la FI et FC	• OFPPT	• Initiale • FCE	2 239,10	45%
Autres ressources OFPPT au service de la FC	• OFPPT	• FC	492,00	10 %
Budget Général de l'Etat BGE	• Départements Formateurs • Budget SEFP • OFPPT (Bourses) TOTAL BGE	• Initiale	761,50 390,5 1 152,00	15,31% 7,85% 23%
Ménages	• Instituts privés	• Initiale	806,00	16,20%
Entreprises	• Frais scolarité OFPPT • Formation continue Dipl+ Qual		285,60 PM	5,74% -
Donateurs internationaux	• OFPPT • Départements Formateurs • ONG	• Initiale	3.934.14 *	
Total hors donations			4 973,10	100%
PIB National			1.015.500**	
En part du PIB			0.49%	

• * Cumul estimé de 1999 à 2017, à titre indicatif.

• ** Liste du FMI & BM au cours du USD à 10 MAD

Source : Compilation des données du présent rapport

Figure 2 : Graphe des sources de financement de la FP au Maroc (hors dons et prêts. 2016)



Source : Compilations des données de l'étude

Les chiffres présentés appellent les commentaires suivants :

- a- La plus grande contribution dans le financement de la FP au Maroc est représentée par la TFP, prélevée sur la richesse produite par les entreprises privées et publiques. La taxe parafiscale sur la FP, récupérée et opérationnalisée en totalité par l'OFPPT a atteint en 2016 la somme de 2 239.10 M DH.
- b- La deuxième contribution dans le financement de la FP au Maroc vient du budget général de l'Etat pour un montant total de 1 152.00 M DH, inscrit dans les dépenses de 2015 des départements ministériels chargés de la FP, de l'agriculture, de la pêche maritime, du tourisme, de l'artisanat et des transports.
- c- Les ménages interviennent pour un montant d'environ 1 091 M DH comme frais de scolarités versés aussi bien aux instituts privés qu'à l'OFPPT.
- d- En tant qu'intervenant pivot dans le financement de la FP, l'OFPPT a constitué à partir de la TFP des fonds, qu'il considère propres d'environ 492,00 M DH qu'il budgétise annuellement pour le soutien de la formation initiale.
- e- L'ANAPEC, établissement public, a engagé à fin 2016, un budget de 80 M DH pour la formation insertion de 8 900 candidats dans les secteurs de l'offshoring, de l'automobile, de l'aéronautique et de l'électronique.
- f- Les entreprises du secteur de l'énergie versent 1% de leur masse salariale dans un fond spécifique géré par le Département des mines. Ce fond date de 1960 créé avant la TFP.
- g- Des intervenants subsidiaires dans des formations spécifiques ont été relevés tels que l'INDH, L'Administration des centres d'incarcération, les Fondations pour la solidarité.

2.2 Répartition analytique du Budget de financement de la FP

Quant à l'utilisation de ce budget public de la FP par rubriques, il est comme l'illustre le tableau suivant :

Tableau 2 : Répartition du financement de la FP par rubrique

Rubriques	Montants (Millions dhs)	Part relative
Salaires	2 541	51%
Charges d'exploitation	1228	25%
Matériel et Equipement	966	19%
Bourses et restauration	238	5%
Total	4 973	100%

Source : compilation des données du rapport

L'exploitation des données financières des ministères formateurs et de l'OFPPPT démontre que la charge salariale absorbe plus de la moitié, 51% des ressources de financement de la FP au Maroc. La part des dépenses d'exploitation hors frais des formateurs s'établit à 25 % au moment où l'effort de l'équipement est de l'ordre de 19 %. La part allouée aux bourses et à la restauration est estimée à 5%.

2.3 La taxe sur la formation professionnelle

La TFP a été créée le 22 mai 1974 par le Décret # 2-73-633 du 29 rabii II 1394. Selon le Décret n° 2-73-633 portant création de la taxe de formation professionnelle « *La taxe de formation professionnelle est calculée sur l'ensemble de la rémunération brute mensuelle perçue par chaque salarié, y compris les indemnités, primes, gratifications et tous autres avantages en argent, les avantages en nature, ainsi que les sommes perçues directement ou par l'entremise d'un tiers à titre de pourboire* » (article 4).

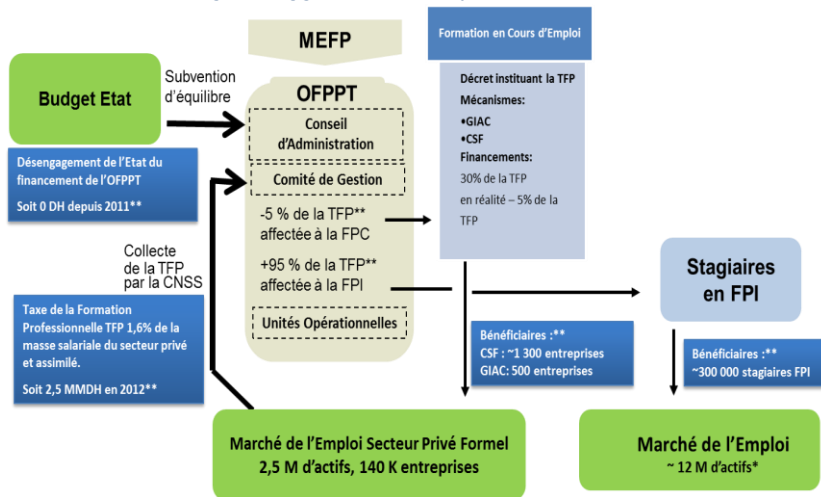
Elle est collectée par la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) à hauteur de 1,6% de la masse salariale des entreprises assujetties et reversée à l'OFPPPT. Elle est en principe destinée à financer la FPCE à hauteur de 30%, le reste allant à la FPI via l'OFPPPT, soit 70% de la TFP. L'arbitrage se fait dans le cadre d'une gestion tripartite au sein du Conseil d'Administration de l'OFPPPT, ce qui semble parfois lourd au plan administratif.

La TFP est perçue par la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) à hauteur de 1,6% de la masse salariale des entreprises assujetties et reversée à l'OFPPPT. Elle est en principe destinée à financer la FPCE à hauteur de 30%, le reste allant à la FPI via l'OFPPPT, soit 70% de la TFP. L'arbitrage se fait dans le cadre d'une gestion tripartite au sein du Conseil d'Administration de l'OFPPPT, source de fréquents désaccords.

Plus globalement, les ressources de l'OFPPPT proviennent :

- Des taxes parafiscales instituées au profit de l'office conformément à la législation en vigueur ;
- Des subventions de l'Etat, des établissements publics et des collectivités publiques ;
- Des dons et legs ;
- Du produit du placement des fonds de l'office dans des comptes à vue rémunérés. L'OFPPPT déclare toutefois ne pas être autorisé à effectuer des placements appropriés pour mieux gérer ses liquidités
- De toutes autres ressources qui lui sont attribuées par des dispositions législatives ou réglementaires.

Figure 3 : Logigramme du circuit de financement de l'OFPPT



*Source CNSS, **Source OFPPT

Source : compilation des données de l'OFPPT et de la CNSS

Les ressources financières de l'OFPPT sont devenues indépendantes du Budget général de l'Etat, bien que le SEFP a continué à budgéter des crédits pour l'établissement, qui ne les réclame plus depuis 2010. Les recettes sont majoritairement assurées par la Taxe parafiscale sur la FP, et en second lieu par les ressources propres de l'Office. Le Tableau ci-après décrit l'ensemble des ressources financières de cet établissement. La source de cette taxe étant les entreprises, ces dernières ne cessent de clamer qu'il s'agit donc d'un financement par le privé. Cependant, la TFP reste une taxe parafiscale collectée par l'Etat, et l'OFPPT reste un établissement public de prestation de formation.

Tableau 3 : Répartition des Ressources de l'OFPPT en 2016

Ressources	Réalisé 2015	2016		Var. 2016/2015	Tx réal. Budget 2016
		Budget	Réalisé		
TFP CNSS	1 802,8	1 808,4	1 941,7	7,7%	107%
TFP EPICS + Sociétés d'Etat	251,4	220,9	297,4	18,3%	135%
Produits de la TFP	2 054,2	2 029,3	2 239,2	9,0%	110%
Produits de la TFP nets de la quote part affecté aux CSF (1)	1 504,0	1 441,9	1 689,0	12,3%	117%
Subvention de fonctionnement	0,0	-	-	-	-
Subvention d'investissement	0,0	-	-	-	-
Subventions (2)	0,0	-	-	-	-
Contribution des stagiaires et frais de formation	218,9	229,4	285,6	30,5%	125%
Formation continue	99,7	69,9	129,7	30,1%	186%
Autres ressources	87,7	79,5	76,6	-12,6%	96%
Disponible net de trésorerie et redéploiement	1 066,2	979,3	858,3	-19,5%	88%
Ressources propres (3)	1 472,5	1 358,1	1 350,2	-8,3%	99%
Total Plan d'action OFPPT (1+2+3)	2 976,5	2 800,0	3 039,2	2,1%	109%

Source : Bilan des activités de l'OFPPT 2016

Les ressources du plan d'action de l'OFPPT, arrêtées au 31/12/2016, s'élèvent à 3 039,2 MDH, soit un taux de réalisation de 109% par rapport aux prévisions budgétaires 2016. Elles affichent une progression de 2,1% comparée aux réalisations de l'exercice précédent. Les produits de la TFP afférents

à l'exercice 2016 s'élèvent à 2 239,1 MDH et affichent un taux de réalisation de 110% par rapport au budget.

En 2016, la TFP collectée par la CNSS⁹ et gérée par l'OFPPPT s'élevait à plus de 2,24 milliards de dirhams. L'évolution de la TFP montre une croissance constante, puisqu'elle ne représentait que 0,72 Milliards Dhs en 2001, et qu'elle atteignait 1,48 Milliards Dhs en 2010¹⁰.

Comparées aux réalisations 2015, les recettes de la TFP marquent une évolution de +9 % (2 054,2 MDH). Depuis 2001, la progression est également constante, puisqu'elle passe de 719 Millions Dhs à 2,24 Milliards Dhs, comme le montre le graphe suivant :

Figure 4 : Evolution de la TFP entre 2001 et 2016



Source : Bilan des activités de l'OFPP, 2016

Sur le long terme, l'évolution de la TFP sur la période cible 2011-2016 marque une croissance de 7%/an ce qui confirme la durabilité de cette ressource.

Tableau 4 : Evolution de la TFP 2011-16

Années	Montant Millions DH	Variation %
2011	1 591	
2012	1 769	11.20
2013	1 858	5.03
2014	1 990	7.10
2015	2 054	3.2
2016	2 239	9.00
Moyenne		7.00

Source : Bilan OFPPT (2016)

Grâce à cette croissance continue, l'OFPPPT affiche son indépendance acquise vis-à-vis du budget de l'Etat, « en fonctionnement comme en investissement, car il arrive à assurer l'équilibre budgétaire de son plan d'action, et ce pour la sixième année consécutive ».¹¹

En dehors de la TFP et de ses disponibilités nettes de trésorerie, les ressources propres de l'OFPPPT atteignent 492 Millions de Dhs, alors qu'elles ne représentaient que 239 Millions de Dhs en 2010 et seulement 31 Millions Dhs en 2001. Elles se constituent en 2016 de trois rubriques :

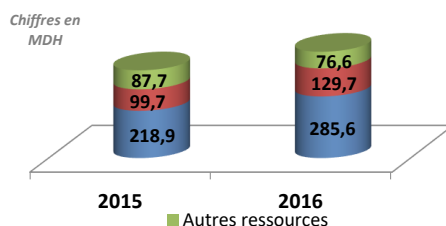
⁹ Selon l'article 6 du Décret n° 2-73-633 (29 rebia II 1394) portant création de la taxe de formation professionnelle, fixant le taux et les conditions de recouvrement de ladite taxe : « A titre transitoire, la taxe de formation professionnelle est recouvrée par la Caisse nationale de sécurité sociale pour le compte de l'Office ».

¹⁰ Bilan des activités de l'OFPPPT, Année 2016.

¹¹ Idem. P 91

- Les contributions des stagiaires aux frais de formation : 285,6 Millions Dhs
- La formation continue : 129,7 millions Dhs
- Les autres ressources : 76,6 Millions Dhs.

Figure 5 : Structure des ressources propres de l'OFPPT en 2016

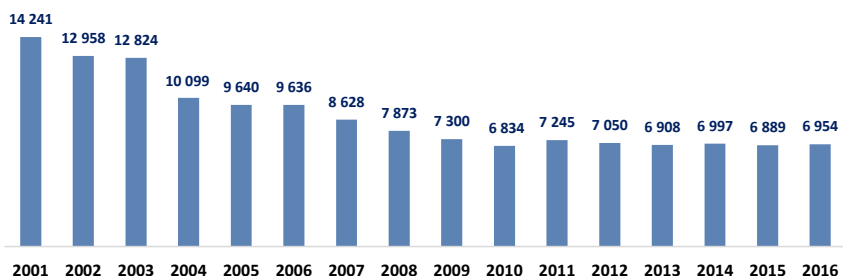


Source: Bilan des activités de l'OFPPT, 2016

Les ressources propres de l'Office représentent en 2016 une part de 17% de ses ressources totales, alors que la TFP en représente 83%.

Sur le plan des emplois, et pour réduire sa dépendance vis-à-vis de cette recette principale qu'est la TFP, l'OFPPT met en avant les efforts qu'il réalise en matière de réduction des dépenses. Selon les responsables de la Direction Financière et comptable, les dépenses moyennes par stagiaire OFPPT ont chuté de 52% dans la même période, grâce aux efforts drastiques de rationalisation budgétaire, obtenu suite à la création de l'unité de Contrôle de Gestion. La figure suivante montre la baisse des coûts d'exploitation par stagiaire.

Figure 6 : Evolution du coût par stagiaire à l'OFPPT



Source : Bilan des activités de l'OFPPT 2016.

Il existe maintenant de grandes disparités entre les dépenses par stagiaire selon les secteurs, de 6 954 dirhams au sein de l'OFPPT à 16.000 dirhams dans le département de l'agriculture. Toutefois, les chiffres de l'OFPPT restent à relativiser, dans la mesure où le ratio annoncé ne considère pas uniquement les stagiaires inscrits dans des formations diplômantes, comparables à celles des départements formateurs, mais aussi des stagiaires inscrits dans des cycles courts de formation. En outre, les financements s'orientent principalement vers les niveaux de technicien et de technicien spécialisé.

En conclusion, malgré la progression des ressources propres, c'est la progression des recettes de la TFP qui alimente le développement des activités de l'OFPPT.

Il reste toutefois une ambiguïté à lever, car les lois de finances des dernières années continuent à afficher des contributions du Budget Général de l'Etat aux dépenses de l'Office, tel que le montre le tableau suivant. Cette **participation** de l'Etat a connu des variations : La Contribution de l'Etat aux dépenses de l'OFPPT était de 350 millions de dirhams en 2011, puis de 100 millions de dirhams en 2014 pour diminuer en 2016 à 82,5 millions de dirhams.

Tableau 5 : Evolution de la contribution de l'Etat aux dépenses de l'OFPPT sur la période 2011-2016
En millions de DH

Contribution de l'Etat aux dépenses de l'OFPPT	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Variation par rapport à 2011
Participation aux dépenses de fonctionnement	250,0	250,0	150,0	90,0	72,5	72,5	-71%
Participation aux dépenses d'investissement	100,0	100,0	70,0	10,0	10,0	10,0	-90%
Total	350,0	350,0	22,0	100,0	82,5	82,5	-76%

Source: Compilation et traitement de données effectués à partir des lois de finances « dépenses du budget général » pour la période 2011-2016

Ces montants correspondent aux affectations budgétaires en faveur de l'Office dans la loi de finances, et l'OFPPT ne les réclame plus, ce qui explique que l'Office déclare sa totale indépendance du Budget de l'Etat depuis 2010.

Par ailleurs, outre ce mécanisme de financement, certains programmes financés par la communauté des bailleurs de fonds alimentent le budget de l'OFPPT tels que la Banque Européenne d'Investissement, l'Union Européenne –MEDA1 et MEDA2-et l'Agence Française de Développement.

Ces quelques données, indiquent clairement : (i) que les produits de la TFP sont principalement consacrés au financement du dispositif public de formation initiale, dans une logique budgétaire (financement des dépenses de fonctionnement et d'investissement) et non de rémunération de prestations de formation ; (ii) que le financement de la formation professionnelle obéit classiquement à cette même logique budgétaire (cf. la stabilité de la répartition investissement/ fonctionnement sur la période 2015/2018 et l'évolution régulière des budgets de l'OFPPT).

2.4 Les dotations budgétaires sur ressources propres de l'Etat

Les dépenses budgétaires totales au profit du SEFP ont augmenté de 4,7% par an en moyenne entre 2001 et 2007. Elles ont accusé une baisse à partir de 2013 pour se stabiliser à 400 millions de dirhams en 2016. Cette baisse s'explique par la suspension de la subvention d'équilibre qui était versée auparavant par le SEFP à l'OFPPT. Les dotations du SEFP comprennent les salaires du département, le Matériel et Dépenses diverses MDD, dont les frais d'appui et de pilotage aux activités de Formation Professionnelle, ainsi que le budget d'investissement.

Cet effort du budget Général de l'Etat est perçu aussi chez les autres départements formateurs. L'effort global provenant du Budget de l'Etat est estimé à 1 152 Millions dhs. Ce montant représente 23% du montant global du financement de la FP nationale.

La formation professionnelle dispensée dans les centres publics est gratuite dans le cas des départements formateurs et quasi-gratuite dans le cas des établissements de l'OFPPT. Ceci se traduit par un effet d'éviction au détriment du secteur privé (notamment dans les secteurs exigeant d'importants investissements).

Cependant, cette situation est contrebalancée par l'insuffisance de l'offre publique, laissant des opportunités à une offre privée dont le financement est quasi-intégralement à la charge des bénéficiaires (ménages), si ce n'est les bourses aux stagiaires des Centres des départements formateurs, quelques bourses aux stagiaires des EFPP accrédités, et très récemment à certains stagiaires de l'OFPPT.

Le SEFP attribue également, sur la base de critères sociaux, une subvention aux EFP privés accrédités, selon l'effectif des stagiaires éligibles, et ce, pour les formations de technicien supérieur, mais cette procédure longue et complexe demeure finalement assez limitée si on considère l'effectif des bénéficiaires et les montants décaissés.

Dans le cas des formations en apprentissage, le SEFP finance la formation à hauteur de 3.500 dirhams par stagiaire/an, auxquels il convient d'ajouter les contributions de l'organisme gestionnaire du centre de formation par apprentissage et de l'entreprise.

2.4.1 Le budget du SEFP

En 2016, le Budget du SEFP totalise un montant de 390,36 millions dhs, en progression de 1,75% sur 2015. Les financements du SEFP sont orientés vers :

- La mise en œuvre de partenariats public-privé qui fondent les instituts à gestion déléguée (IGD),
- Le développement de l'apprentissage par le biais des CFA, le soutien aux actions de formation dans le cadre des plans sectoriels de développement (PAI, ex-PNEI, artisanat, tourisme, etc....),
- Les études sectorielles pour la planification des formations et l'élaboration de préparation des répertoires des métiers et des référentiels dans le cadre de l'approche par compétences,
- Les opérations de qualification des experts des organismes de conseil et de formation intervenant auprès des entreprises dans le cadre des actions de la FPCE.

La répartition de ce budget est la suivante :

Tableau 6 : Budget affecté au SEFP

Dépenses	BGE 2016	BGE 2015	Evolution
Personnel	57,41	58,71	-2,2%
MDD*	179,41	177,00	+1,36%
Investissement	153,64	167,50	-9,00%
Total	390,36	403,21	+1,75%

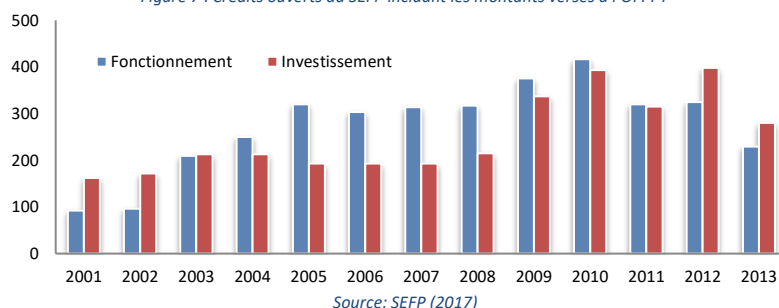
Source : Plan de performance du secteur de la FP. Site du Ministère des Finances

*MDD Matériel et dépenses diverses

Contrairement aux départements sectoriels, le budget de l'investissement du SEFP a représenté souvent la plus grande part du budget qui lui était attribué. En effet, ceci s'explique par l'effort étatique pour l'extension de l'offre de formation à travers la construction de nouveaux centres de formation¹².

¹² Selon le Bilan des activités de L'OFPPT 2016, ce dernier n'a pas fait appel à la subvention de l'Etat en fonctionnement comme en investissement, sauf pour des projets spécifiques, et arrive à assurer l'équilibre budgétaire en 2016 et durant les 4 dernières années.

Figure 7 : Crédits ouverts du SEFP incluant les montants versés à l'OFPPT



2.4.2 Les départements formateurs

Ressources budgétaires et Ressources propres

Le financement des établissements de la FP relevant des ministères provient essentiellement de deux sources : les subventions, qui représentent l'essentiel, et les ressources propres, qui sont minimales, et concernent les établissements à statut de SEGMA (Services de l'Etat Gérés de Manière Autonome).

Le financement du fonctionnement des établissements des départements formateurs est assuré par leurs ministères en charge exclusivement. Le secrétariat d'Etat Chargé de la formation professionnelle (SEFP) ne participe pas à leur financement.

Les subventions de l'Etat sont attribuées annuellement, celles-ci représentent la plus grande part de financement et elles sont structurées comme suit : une contribution pour les dépenses de fonctionnement qui représentent en 2016 environ 65% de l'ensemble des dépenses et une contribution pour les dépenses d'investissement qui représentent 35% de l'ensemble des dépenses engagées, pour les départements formateurs et pour le SEFP.

Contrairement aux départements sectoriels, à l'OFPPPT, c'est le budget d'investissement qui représente la plus grande part du budget. Ceci s'explique par l'effort étatique pour l'extension de l'offre de formation à travers la construction de nouveaux centres de formation¹³.

Une partie des établissements relevant des départements formateurs est érigée en SEGMA.

Les SEGMA sont tenus d'assurer des recettes propres de 30% de leurs budgets, sous peine de non renouvellement du budget. Les responsables du MEF déclarent que ces établissements n'y parviennent pas, et continuent à bénéficier d'un état de grâce.

Selon l'article 21 et 27 du projet de loi organique des finances de 2015 : « les ressources propres des services gérés de manière autonome (SEGMA) et des comptes d'affectation spéciale créés à partir de 2015 doivent représenter à compter de la 3ème année budgétaire suivant la date de leur création au moins 30% de leurs ressources globales, sous peine de suppression dans la loi de finances suivante ».

¹³ Selon le Bilan des activités de l'OFPPPT 2016, ce dernier n'a pas fait appel à la subvention de l'Etat, en fonctionnement comme en investissement, et arrive à assurer l'équilibre budgétaire en 2016 et durant les 4 dernières années.

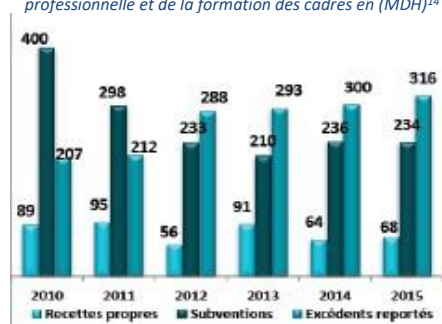
On en compte 36 établissements comme indiqué ci-dessous, et l'on constate qu'ils dominent dans le secteur du Tourisme.

Tableau 7 : Les établissements à Statut de SEGMA

Ministères	Etablissements statut SEGMA
Agriculture	7
Artisanat	6
Tourisme	15
Pêche maritime	5
Mines	2
Transports	1
Total	36

Source : rapport 2017 SEGMA Ministère des finances

Figure 8 : Evolution de la structure des recettes des SEGMA relevant du domaine de l'enseignement, de la formation professionnelle et de la formation des cadres en (MDH)¹⁴



Source : Ministère de l'Economie et des Finances : Rapport sur les SEGMA, (2017).

Comptes analytiques des principaux Départements

Outre le budget du SEFP, des ressources émanant du budget de l'Etat sont allouées en faveur des secteurs ministériels de formation. La répartition des allocations financières de la FP en budget d'investissement et de fonctionnement montre plusieurs variabilités liées probablement aux spécificités de chaque secteur départemental.

¹⁴ Comprend les instituts et centres de formation opérant dans le domaine de l'agriculture, la pêche maritime, l'artisanat et le tourisme et autres SEGMA relevant d'autres ministères.

Tableau 8 : Contribution du budget général de l'Etat dans la Loi de finances 2016

Ministères	Montants en MDH	Part relative
SE à la Formation Professionnelle	390	34%
Agriculture	300	26%
Tourisme	107	9%
Artisanat	105	9%
Pêche maritime	70	6%
Mines	40	3%
Transports	40	3%
Autres	100	9%
Total	1 152	100%

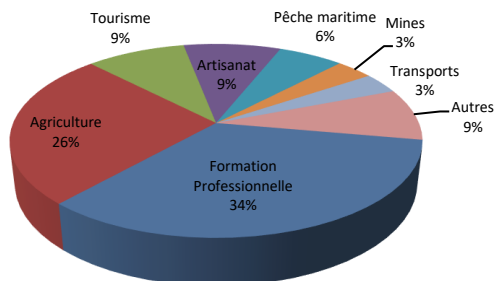
Source : Compilation des tableaux livrés par les Départements

Ministère	2011	2012	2013	2014	2015	2016
DFP	776.5	1 271.6	509.1	397.00	403.00	390.00
Agriculture	209.00	220.00	220.00	221.00	275.00	300.23
Artisanat	73.08	33.83	47.02	48.02	48.02	55.77
Tourisme	114.00	104.00	106.00	107.00	105.00	107.00
Pêche	17.00	26.4	26.4	26.4	27.68	27.68
Total	1189.58	1665.83	908.52	799.42	858.70	880.68

Faik NB : Les budget de l'artisanat et de la pêche ne comprennent pas les salaires.

Les chiffres par ministère intègrent les salaires des formateurs, les dotations du fonctionnement et d'équipement des établissements de formation.

Figure 9 : Répartition sectorielle du budget FP des départements formateurs

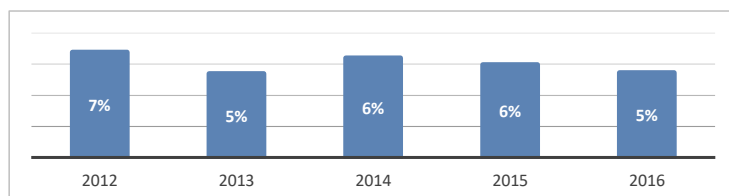


Source : Compilation des tableaux livrés par les Départements

Département du Tourisme

La part des ressources financière dédiées au financement des centres et instituts de restauration et d'hôtellerie est relativement plus élevée. En effet, celle-ci est estimée à 5% du budget général du département du tourisme en 2016. Cependant, la part allouée aux ITHT a connu une baisse durant la période 2012-2016, passant de 7% en 2012 à 6% en 2014 et ensuite à 5% en 2016.

Figure 10 : Evolution de la part des ressources financière des instituts et centres de formation en hôtellerie et restauration dans le budget général du département du tourisme

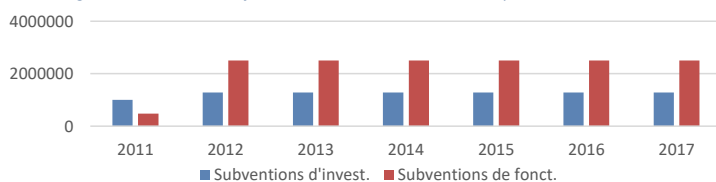


Source : Compilation et traitement de données effectués à partir des lois de finances « dépenses du budget général » pour la période 2012-2016

A la différence du secteur maritime, le financement accordé aux centres et instituts de formation relevant des départements de l'artisanat et du tourisme est majoritairement dédié aux dépenses de fonctionnement. Ces derniers représentent près de 70% du budget et concernent les dépenses de personnel et les dépenses de matériel et dépenses diverses. Par ailleurs, la part du financement dédié à l'investissement égale moins de 50% du budget général.

Dans les instituts du département de l'artisanat, les deux types de dépenses sont restés stables et n'ont connu aucune évolution depuis 2011 malgré l'augmentation des effectifs des stagiaires. Comme illustré dans le graphique ci-dessous, dans les instituts du département de l'artisanat, dépenses de fonctionnement ont connu une hausse majeure en 2012 et sont restées stables par la suite. Les dépenses d'investissement sont restées stables depuis 2011.

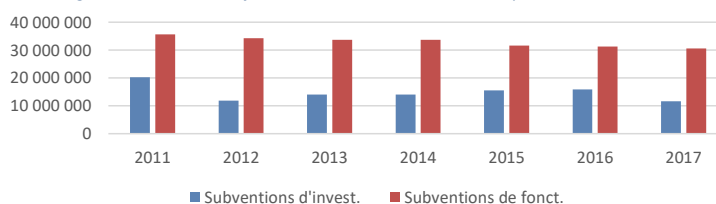
Figure 11 : Allocation du financement des IAT relevant du département de l'artisanat



Source : Compilation et traitement de données effectués à partir des lois de finances « dépenses du budget général » pour la période 2011-2015.

Par contre, dans les instituts de formation en hôtellerie et tourisme, le budget d'investissement connaît une baisse estimée à 9% en 2016 par rapport à 2011.

Figure 12 : Allocation du financement des IHT relevant du département du tourisme

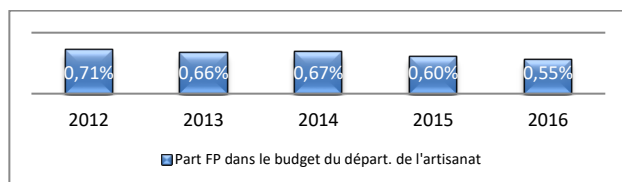


Source : Compilation et traitement de données effectués à partir des lois de finances « dépenses du budget général » pour la période 2011-2017

Département de l'Artisanat

Au niveau du département de l'artisanat, la part des ressources financières dédiées aux instituts d'art traditionnels dans le budget général est estimée à moins de 1% du budget général du département.

Figure 13 : Evolution de la part des ressources financière des IAT dans le budget général de l'artisanat

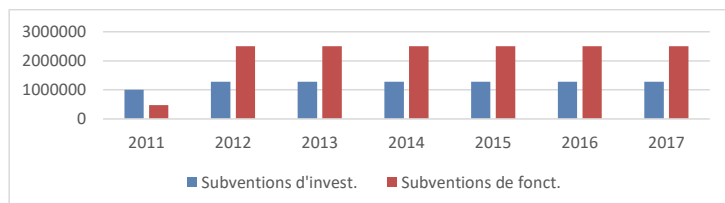


Source : Compilation et traitement de données effectués à partir des lois de finances « dépenses du budget général » pour la période 2012-2016

Contrairement à la formation dans le secteur maritime, le financement accordé aux centres et instituts de formation relevant des départements de l'artisanat et du tourisme est majoritairement dédié aux dépenses de fonctionnement. Ces derniers représentent près de 70% du budget et concernent les dépenses de personnel et les dépenses de matériel et dépenses diverses. Par ailleurs, la part du financement dédié à l'investissement représente moins de 50% du budget général.

Comme illustré dans le graphique ci-dessous, dans les IAT du département de l'artisanat, les dépenses de fonctionnement ont connu une hausse majeure en 2012 et sont restées stables par la suite. Les dépenses d'investissement sont restées stables depuis 2011.

Figure 14 : Allocation du financement des IAT relevant du département de l'artisanat



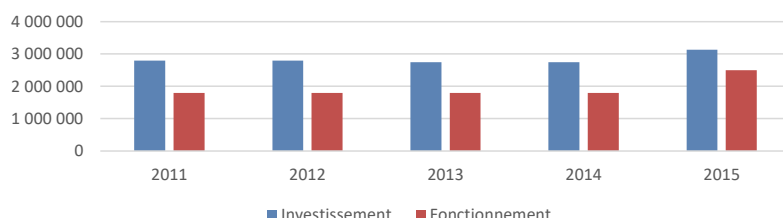
Source : Compilation et traitement de données effectués à partir des lois de finances « dépenses du budget général » pour la période 2011-2017

Sur un autre plan, la disparité régionale par centre de Formation au sein du département de l'Artisanat est assez remarquable. Alors que des centres ont une contribution moindre que les autres avec un effectif de stagiaires plus élevés, d'autres instituts bénéficient d'une contribution beaucoup plus élevée avec moins de stagiaires.

Département de la Pêche maritime

Pour le secteur de la pêche, c'est le budget d'investissement qui absorbe la plus grande part et ce, comme illustré dans le figure 4 ci-après.

Figure 15 : Evolution des allocations du financement des centres de qualification professionnelle maritime entre 2011 et 2015



Source: Compilation et traitement de données effectués à partir des lois de finances « dépenses du budget général » pour la période 2011-2015

La part importante du budget d'investissement dans le secteur de la pêche s'explique par plusieurs raisons. Le domaine de la formation maritime nécessite l'acquisition de navires écoles et de bien d'autres équipements qui assurent la formation pratique en mer et dont les frais financiers sont très importants.

En effet, la part importante du budget d'investissement dans le secteur de la pêche s'explique par plusieurs raisons. D'une part, le ministère a procédé à la construction de nouveaux centres de qualification notamment à Sidi Ifni et à Agadir ainsi qu'à l'aménagement de dortoirs pour filles. D'autre part, le domaine de la formation maritime nécessite l'acquisition de navires écoles et de bien d'autres équipements qui assurent la formation pratique en mer et dont les frais financiers sont très importants.

2.4.3 Appui au secteur privé et aux stagiaires

L'effort budgétaire de l'Etat marocain en faveur de la FPI concerne également la contribution de l'Etat aux frais de formation des stagiaires. Cette contribution est de deux formes :

1. Contribution aux frais de formation des stagiaires des établissements de formation privés : Celle-ci est rentrée en vigueur à partir de 2007 et elle concerne les EFP accrédités par l'Etat.
2. Bourse aux stagiaires des établissements publics : Cette nouvelle forme de contribution rentre en vigueur dès l'année scolaire 2017/2018 et concernera les stagiaires de l'OFPPT.

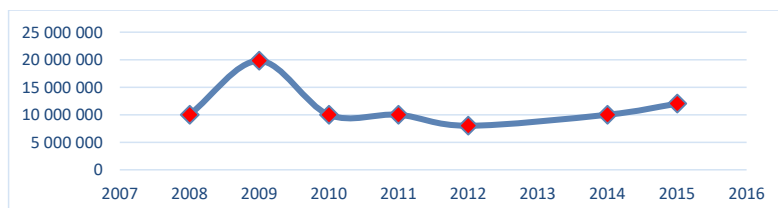
La contribution de l'Etat couvre le 1/3 des frais de formation, pratiqués par les établissements privés accrédités, sans dépasser 4 000 DH par stagiaire et par an¹⁵. Elle est versée directement à l'établissement de formation professionnelle privé accrédité choisi par le stagiaire sous conditions que le nombre de stagiaires bénéficiaires de cette contribution par établissement éligible est déterminé en fonction de la capacité d'accueil de la filière concernée et du nombre des demandes formulées dans la limite maximale de 50% de l'effectif des stagiaires inscrits, au cours de l'année précédente, dans les filières de formation retenues, sans dépasser 30 stagiaires par établissement et par promotion¹⁶.

¹⁵ En 2014/2015, 4075 stagiaires inscrits dans 209 EFPP accrédités ont bénéficié de cette contribution fixée à 4.000 DH/an par stagiaire, soit une enveloppe budgétaire globale de 15 620 261,90Dhs.

¹⁶ <http://SEFP.gov.ma/formation-professionnelle-privée/contribution-de-letat.html>

La contribution aux frais de formation des stagiaires des établissements privés de formation professionnelle a connu des variations. En effet, celle-ci est passée de 10 millions de Dirhams en 2008 à 19,8 millions en 2009 pour baisser à 12 millions en 2015 soit une baisse de 39% par rapport à 2008.

Figure 16 : Contribution de l'Etat aux frais de formation des stagiaires des établissements privés



Source : Compilation et traitement de données effectués à partir des lois de finances « dépenses du budget général » pour la période 2008-2015

2.5 Les financements des bailleurs de fonds

Les bailleurs de fonds sont très actifs au Maroc. Il existe plusieurs accords de partenariat et de coopération, essentiellement avec des pays occidentaux. Les financements accordés par ces partenaires sont directement intégrés dans les dotations budgétaires des établissements cibles.

Les organisations suivantes financent des programmes dans la formation professionnelle : GIZ (Allemagne), MCC (Millennium Challenge Coopération, Etats-Unis), ACDI (Canada), AFD (France), ETF (EU), UNESCO-UNEVOC. A partir de 2005/06 l'accord avec MCC (Millennium challenge corporation) prévoit un budget considérable pour la formation continue et la mise à niveau des artisans. Avec la coopération allemande, un projet pilote dans les secteurs du tourisme et du textile/habillage a créé un centre intra-entreprise.

D'autres sources de financements sont à considérer :

- Union européenne :
 - Programme MEDA 1 « appui à la mise à niveau de la formation professionnelle et des entreprises (1999-2004) » concerne une enveloppe budgétaire de 38 millions d'euros,
 - Programme MEDA 2 « appui au développement de la formation professionnelle dans les secteurs du tourisme, du textile et des NTIC » (2003-2007) avec une enveloppe de 50 millions d'euros en subventions. Un nouveau projet de l'UE est en cours de conclusion.
- Allemagne : formation en milieu du travail (formation continue, alternée, par apprentissage) 2003-2007, dont le budget est de 3,8 millions d'euros. Un nouveau projet d'appui à l'IFMEREE d'Oujda est en place.
- France :
 - Ministère des Affaires Etrangères : programme Accord de main-d'œuvre 2002 avec l'AFPA (expertise et formation) ;
 - Agence Française de Développement : un prêt de 15,24 millions d'euros pour la création de centres sectoriels.
- Belgique : mise à niveau du dispositif de formation et de développement de l'apprentissage (2003-2005) pour un montant de 2,5 millions d'euros.

- Canada : programme d'implantation de l'approche par compétences (2003-2007 1ère phase) : 10 millions de dollars canadiens ; deuxième phase (2012 -2019 : 10,4 millions de dollars canadiens).
- MCC II : 2016 – 2021 : 450 millions de dollars US, dont 220 réservés à l'éducation et à la FP.

Tableau 9 : Contribution des bailleurs de fonds

PAYS	MONTANTS
Union Européenne	60 Millions Euros
BID	8.8 Millions US\$
Allemagne	3 Millions Euros
Espagne	50 Millions Euros
Canada	10.5 Millions \$/an
Belgique	2.3 Millions Euros
US AID	7 Millions Euros
France	15,2 Millions Euros
USA (MCC)	220 Millions US\$

Source : rapport d'activité du DFP

2.6 La Contribution des ménages

La contribution des ménages se répartit entre le frais de scolarité payés dans les établissements privés et les frais d'inscription payés à l'OFPPPT. Ceci ne concerne que la Formation initiale, considérant que les ménages supportent également des frais de formation continue non remboursés par les mécanismes en place.

En ce qui concerne le secteur de la formation professionnelle privée, la charte Nationale d'Education et de Formation, ainsi que les textes fondateurs qui l'ont suivie, l'ont érigé en service public. Ce secteur, régi, depuis mai 2000, par la loi 13.00 portant statut de la formation professionnelle privée, a connu au cours de la dernière décennie un véritable tournant dans son évolution dans ses aspects d'orientation, de pilotage, de structuration, d'organisation et de développement. Il joue un rôle important dans le système de la formation professionnelle.

La contribution des ménages est une source importante de financement qu'il est difficile de chiffrer, du moins celle qui est dépensée pour la formation dans le privé. La plupart des formations dispensées par le secteur privé recourent à ce financement. La Fédération de la Formation professionnelle Privée l'estime à 1 milliard de dhs en 2016¹⁷. De plus, le mécanisme d'aide auprès des ménages assurant la solvabilité de cette demande privée reste limité comme il est détaillé dans la partie relative aux bourses.

Les écoles privées proposent des programmes, qui souvent coûtent très cher pour les apprentis. Les salaires dans ces secteurs restent bas et normalement ce sont les familles qui soutiennent (frais, subsistance) les jeunes pour suivre une formation dans une école privée.

Cette question est centrale au sens où le seul dispositif public ne peut répondre ni à la demande sociale ni aux demandes du secteur économique et que les conditions de l'émergence d'une offre privée de formation professionnelle de qualité supposent un cadre, une définition de droits et de devoirs pour ces acteurs.

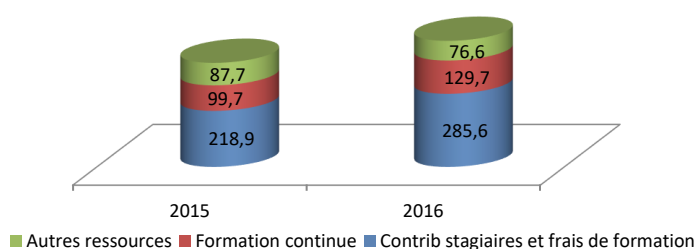
¹⁷ FMEP. Présentation au CSEFR. 19 Avril 2016.

Ce cadre existe actuellement par la mise en place d'une logique d'accréditation des centres privés de formation, mais il n'est pas suivi de mécanismes financiers adéquats permettant une structuration de ce secteur. La mise en place de tels mécanismes serait une des conditions permettant le renforcement qualitatif et quantitatif du secteur privé de la formation professionnelle.

Pour contrecarrer l'échec scolaire des citoyens pauvres et vulnérables, il a fallu augmenter la contribution de l'Etat dans les frais de la formation. En pratique, l'égalité des chances de recevoir une formation professionnelle de qualité pour le jeune citoyen marocain n'est plus avérée dans le cas d'une logique de la subvention aux ménages. En effet, ces derniers sont contraints de payer entre 8000 et 16000 MAD/an pour une formation allant jusqu'à deux ans. Il faut ajouter à cela que les établissements publics ne tiennent pas compte des revenus des ménages lors de la sélection des candidats, ce qui n'est pas le cas pour les établissements privés. Ceci peut être une forme de discrimination négative au regard du statut social.

En ce qui concerne les frais d'inscription à l'OFPPT, la contribution est moindre. Contrairement à la contribution des ménages pour la formation dans le secteur privé, leur contribution dans les établissements publics est identifiée. L'analyse des comptes de l'OFPPT démontre que l'effort fourni par les stagiaires dans le financement est important. Ainsi, les recettes afférentes aux contributions des stagiaires avoisinent les 285,6 MDH.

Figure 17 : La structure des ressources propres de l'OFPPT (2016, en MDH)



Source : Bilan d'activité de l'OFPPT (2016)

Le système de formation professionnelle privé est en sous-utilisation de capacité avec un taux d'usage de moins de 50%. Avec un mécanisme d'appui financier pour la solvabilisation de la demande, l'Etat aurait le pouvoir "d'acheter" de la Formation Professionnelle au secteur privé accrédité, et ce, dans le cadre d'une commande gouvernementale, à l'image de celle de 2011 émanant de l'Etat, pour former 750.000 lauréats à l'Horizon 2015.¹⁸

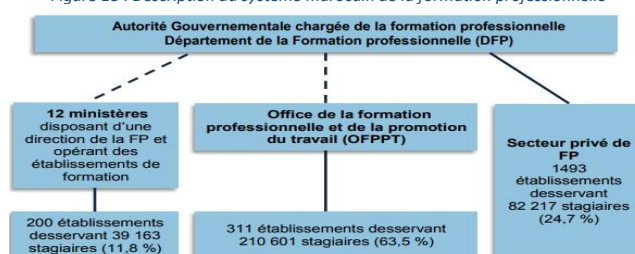
¹⁸ L'Economiste. Edition du 13 09 2011.

Chapitre 3 : Analyse des emplois du financement

L'analyse de l'emploi des financements mobilisés pour la Formation Professionnelle au Maroc nous conduit à traiter des acteurs de cette FP. Le panorama marocain de la formation professionnelle est constitué de plusieurs acteurs. Ces acteurs ont des statuts distincts qui leur confèrent des responsabilités différentes. Au Maroc, l'OFPPT est considéré comme l'acteur clé et à ses côtés douze opérateurs ministériels et un secteur privé important.

Les opérateurs publics sont en grande partie plus importants que les opérateurs privés. Ces opérateurs sont chapeautés par l'autorité gouvernementale responsable de la formation professionnelle, comme illustré ci-après :

Figure 18 : Description du système marocain de la formation professionnelle



Source: Secrétariat d'Etat en charge de la FP: « Gestion du système marocain de la formation professionnelle », (2016)

3.1 Acteurs publics

Les acteurs publics au Maroc sont les opérateurs Ministériels sectoriels et l'Office de la Formation Professionnelle de la Promotion du Travail (OFPPT). Les opérateurs sectoriels appartiennent aux divers ministères comme : le ministère de l'agriculture et de la pêche, le ministère du tourisme et le ministère de l'artisanat, etc.....

3.1.1 Les départements formateurs

Au niveau des opérateurs sectoriels, la formation professionnelle est actuellement portée principalement par quatre départements, en fait : agriculture, pêche, artisanat et tourisme. Ces départements tiennent l'exclusivité dans leurs formations, qui sont directement liées à un secteur économique.

Agriculture

En ce qui concerne le secteur de l'agriculture, il dispose de 45 établissements composés de : 8 instituts techniques agricoles qui sont spécialisés dans l'agriculture (ITSA), à 11 instituts techniques agricoles (ITA) et à 26 centres de qualification agricole (CQA).

En outre, la formation est organisée selon deux modes : alterné et par apprentissage. La formation professionnelle alternée vise une formation professionnelle d'appoint et donne droit à une diplomation comme : Technicien spécialisé, technicien et ouvrier qualifié. En outre, la formation par apprentissage vise à instituer une formation professionnelle de proximité et mène à une certification dans les 28 branches concernant : Production animale ; sylviculture ; commercialisation et traitement; production végétale et mécanique agricole, équipement rural et topographie.

Au titre de l'année 2015, les filières de formations assurées par les instituts concernés du ministère de l'agriculture apparaissent comme suit :

Tableau 10 : Réalisations des instituts de formation travaillant dans le domaine de l'agriculture

Etablissement	Action	Indicateur	Estimation	Réalisation
I.R.T.S.E Fouarat	Formation alternée (techniciens spécialisés et ouvriers qualifiés)	Nb des stagiaires	188	95%
		Nb de lauréats / an	73	90%
	Formation par apprentissage de 160 jeunes ruraux	Taux de réussite	95%	100%
		Effectif formé	146	92%
I.T.A Tiflet	Formation des techniciens et des ouvriers qualifiés en polyculture et élevage	Effectif formé	107	95%
		Nb de lauréat / an	54	100%
		Taux de réussite	100%	89,95%
	Formation par apprentissage de 100 jeunes ruraux	Taux d'insertion	64%	61,50%
		Effectif formé	104	104%
I.T.A Chaouia	Formation de techniciens en polyculture et élevage	Effectif évalué	92	92%
		Effectif des stagiaires	121	100%
		Nb de lauréats	57	100%
	Formation des techniciens et des ouvriers qualifiés en polyculture et élevage	Taux de réussite	95%	100%
		Taux d'insertion	60%	60%
I.T.A Sahel Boutaher	Formation des techniciens et des ouvriers qualifiés en polyculture et élevage	Effectif des stagiaires	97	95%
		Nb de lauréats	48	85%
		Taux de réussite	96%	100%
	Formation par apprentissage de 1050 jeunes ruraux	Taux d'insertion	73,25%	80%
		Effectif formé	1408	134%
E.A Témara	Formation des techniciens en horticulture et des ouvriers en polyculture et élevage	Effectif évalué	766	72,95%
		Effectif des stagiaires	90	95%
		Nb de lauréats	38	100%
	Formation des techniciens en horticulture et des ouvriers en polyculture et élevage	Taux de réussite	100%	100%
		Taux d'insertion	60%	90%
I.T.S.M.E.R Bouknadel	Formation des techniciens (électromécanique, gestion et maîtrise de l'eau, ...)	Effectif des stagiaires	132	100%
		Nb de lauréats	61	100%
		Taux de réussite	96,66%	100%

Source : Ministère de l'économie et finances, rapport/rapport aux services de l'état contrôlé d'une manière autonome (2017)

Département Pêche maritime

En outre, la formation professionnelle dans le domaine de la pêche maritime est assurée par 13 établissements de formation maritime lesquels sont répartis comme suit :

1. Cinq Instituts maritimes (ITPM) d'Al Hoceima, Larache, Safi, TanTan et Laayoune ;
2. Huit centres maritimes de qualification professionnelle (CQPM) à Nador, Tanger, Casablanca, Essaouira, Agadir, Sidi Ifni, Boujdour et Dakhla.

Pour soutenir les formations, le département a mis en service 9 unités mobiles, prévues pour s'assurer des actes d'éducation sur les emplacements éloignés ; 6 bateaux de formation en mer assurent la formation pratique, ainsi que plusieurs espaces de formation dans les emplacements de la pêche, en particulier, dans les ports, les villages de la pêche et au niveau des divers points du déchargement.

La formation dans le domaine de la pêche maritime est articulée autour de 3 modes:

3. Formation maritime initiale résidentielle ;
4. Formation professionnelle alternée (50% dans l'établissement et 50% à bord des bateaux de pêche) ;

5. Formation professionnelle par apprentissage (20% dans l'établissement et 80% à bord des bateaux de pêche).

Ces formations se rapportent à la spécialisation de niveaux (pêcheurs de mer), à la qualification (marins qualifiés pour la pêche) et aux techniciens (dirigeants pour la pêche côtière et hauturière). En plus de ces formations techniques, des activités d'alphabétisation fonctionnelle, de vulgarisation et de formation au commerce de poissons sont lancées au bénéfice des marins et des négociants en gros de poissons. Les réalisations de la totalité des ITPM pour les années scolaires 2014/2015 et 2015/2016 sont comme suit :

Tableau 11 : Réalisations des instituts et des centres de formation fonctionnant dans le domaine de la pêche maritime

SEGMA	Nature de formation	Effectifs 2014/2015	Effectifs 2015/2016
ITPM AL HOCEIMA	Formation résidentielle	106	96
	Formation par apprentissage	55	48
	Alphabétisation fonctionnelle	-	-
	Vulgarisation	-	-
ITPM SAFI	Formation résidentielle	114	96
	Formation par apprentissage	95	180
	Alphabétisation fonctionnelle	118	160
	Formation des mareyeurs	140	-
	Formation continue	-	100
ITPM TAN TAN	Formation résidentielle	47	-
	Formation par apprentissage	9	-
	Alphabétisation fonctionnelle	-	-
	Vulgarisation	140	-
	Formation continue	346	-
ITPM LARACHE	Initiation à la navigation	47	-
	Formation résidentielle	-	29 (en cours)
	Formation par apprentissage	-	-
	Alphabétisation fonctionnelle	76	139 (en cours)
	Vulgarisation	1980	811
	Formation continue	605	133 à ce jour
ITPM LAAYOUNE	Formation des mareyeurs	124	-
	Formation résidentielle	47	80
	Formation par apprentissage	29	50
	Alphabétisation fonctionnelle	-	-
	Vulgarisation	1890	651
	Formation des mareyeurs	85	65

Source : Ministère de l'économie et finances, rapport/rapport aux services de l'état gérés d'une manière autonome (2017)

Département de l'Artisanat et de l'Economie Sociale

Dans le secteur de l'artisanat, la formation est dispensée par plusieurs centres, établissements et instituts. Le dispositif de formation professionnelle dans le secteur de l'artisanat, offre:

1. Une formation initiale au profit des jeunes âgés de 15 à 30 ans, et selon deux modes :
 - a. Mode résidentiel dispensé au sein de 30 établissements et instituts (6 Instituts des arts traditionnels (IAT), et 24 Centres de Qualification Professionnelle dans les Arts Traditionnels (CQPAT)) ;
 - b. Mode par apprentissage dispensé au sein de 28 Centres de Formation par Apprentissage (CFA), en plus des 6 IATs et des 24 CQPATs cités ci-dessus ;
2. Une formation continue au profit des artisans en exercice, dans les établissements et instituts de formation dans le milieu urbain et via des Unités Mobiles de Formation dans le milieu rural ;
3. Des programmes d'alphabétisation fonctionnelle, dédiés aux artisans en exercice.

En plus de ces activités de formation, le département assure des actions d'alphabétisation fonctionnelle au bénéfice des artisans. En outre, des sessions de formation continue, par les unités mobiles de la formation, sont effectuées dans les métiers : tissage/tapis, poterie/céramique et bijouterie, au bénéfice des artisans ruraux. L'évaluation des réalisations de la formation permanente pour les industries artisanales au cours de la période 2008-2015 est représentée comme suit :

Tableau 12 : Évaluation des réalisations de la formation permanente dans l'artisanale au cours de la période 2008-2015

Formation Permanente	Total	Nombre des femmes	% des femmes	H/J/F
Dans l'ÉFP (environnement urbain)	16.890	4.101	24%	66.429
Par les unités mobiles de la formation (environnement rural)	4.201	2.772	66%	12.603
Total	21.091	6.873	33%	79.032

Source : Département en charge de l'artisanat

En plus des 24 CQPAT et 28 CFA précités, le département dispense la formation à travers 6 instituts des arts traditionnels (IAT) dans les villes de Marrakech, d'Ouarzazate, d'Inzegane, de Meknès, de Rabat et de Fès. Les réalisations de ces instituts au titre de l'année 2014 sont comme suit :

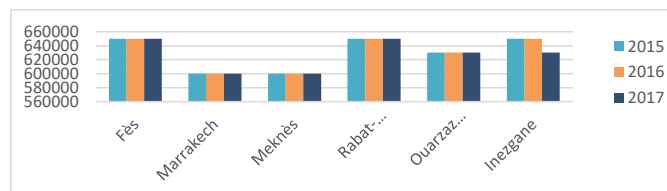
Tableau 13 : Réalisations des instituts des arts traditionnels au titre de l'année 2014

Actions considérées	Instituts	Indicateurs de suivi	Réalisations	Taux de réalisation
Formation initiale des jeunes	IAT de Marrakech	Nombre des stagiaires enregistrés	Formation de 101 stagiaires par la formation résidentielle	104%
	IAT d'Ouarzazate		Formation des 335 jeunes comprenant 226 par formation par apprentissage et 109 par formation résidentielle	98%
	IAT d'Inzegane		Formation des 286 jeunes comprenant 236 par formation résidentielle et 50 par formation par apprentissage	104%
	IAT de Meknès		Formation des 221 jeunes comprenant 173 par formation résidentielle et 48 par formation par apprentissage	89%
	IAT de réduction		Formation de 72 stagiaires par formation résidentielle	73%
	IAT de Fès		Formation de 152 jeunes comprenant 120 par formation par apprentissage et 32 par formation résidentielle	51%

Source 412 : Ministère de l'économie et finances, rapport/rapport aux services de l'état gérés d'une manière autonome (2015)

Sur un autre plan, la disparité par centre de Formation au sein du département de l'Artisanat est assez remarquable. Alors que des centres ont une contribution moindre que les autres avec un effectif de stagiaires plus élevés, d'autres instituts bénéficient d'une contribution beaucoup plus élevée avec moins de stagiaires.

Figure 19 : Evolution de la contribution de l'Etat aux IAT en Mds, par région (2015-2017)



Source : Compilation et traitement de données effectués à partir des lois de finances « dépenses du budget général » pour la période 2015-2017

En se basant sur les réalisations par centre de formation au titre de l'année 2014, il est à constater par exemple que 72 stagiaires ont été formés dans le centre de Rabat-Takaddoum qui reçoit une contribution étatique annuelle de 650.000 Dhs. Par contre, le centre d'Ouarzazate a formé 335 stagiaires au titre de la même année avec une subvention de 630.000 Dhs. Seules des analyses plus approfondies tenant compte de la formation continue des artisans pourraient permettre de comprendre si ces disparités sont justifiées.

Tableau 14 : Effectif des stagiaires formé et subventions accordées aux IAT au titre de l'année 2014

Instituts	Réalisations	Subvention de l'Etat aux Centres en DHS	Coût par stagiaire
IAT de Marrakech	Formation de 101 stagiaires	600 000,00	5 941
IAT d'Ouarzazate	Formation de 335 jeunes	630 000,00	1 881
IAT d'Inzegane	Formation de 276 jeunes	630 000,00	2 283
IAT de Meknès	Formation de 201 jeunes	600 000,00	2 985
IAT de Rabat	Formation de 72 stagiaires	650 000,00	9 028
IAT de Fès	Formation de 89 jeunes	650 000,00	7 303

Source: Ministère de l'Economie et des Finances, Rapport sur les Services de l'Etat Gérés de Manière Autonome (2016) et lois de finances de 2011 à 2017.

Enfin, en ce qui concerne la formation continue, le département a organisé au titre de l'année 2015 des cycles de formation pour les artisans et les artisanes dans les métiers de l'artisanat, de production et du service. Ces actions dont le taux d'accomplissement était de 100% ont été offerts à 3485 artisans et artisanes.

Département du Tourisme

Pour ce qui concerne le secteur du tourisme, la formation dans le domaine du tourisme et hôtellerie est donnée par plus de 150 établissements de formation qui concernent respectivement le ministère du tourisme, l'OFPPT et les établissements privés.

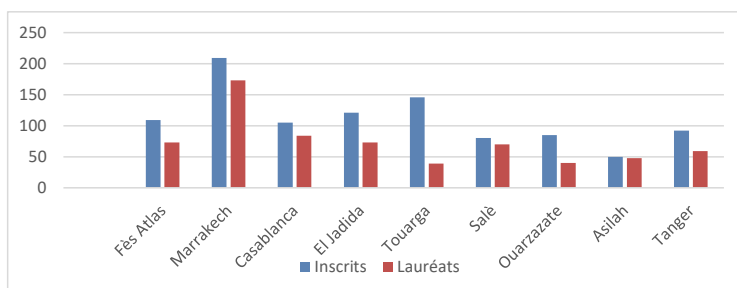
La formation professionnelle qui concerne le ministère du tourisme est dispensée par 15 établissements de formation dans le tourisme et l'hôtellerie répartis comme suit :

6. Onze instituts dont : 4 Instituts Spécialisés de Technologie appliquée en Hôtellerie et Tourisme (ISTAHT) à Marrakech, à Mohammedia, à Agadir, à Ouarzazate et 7 instituts techniques d'hôtellerie et de tourisme (ITHT) à Salé, Saidia, Fès Anas, EL Jadida, Tanger, Arfoud, Fès Atlas.
7. Quatre centres de qualification professionnelle en hôtellerie et tourisme (CQPHT) à Asilah, Benslimane, Casablanca, Touarga (Rabat).

Pour soutenir la formation par apprentissage, le département du tourisme a créé un centre de formation et un système de gestion, de suivi et d'évaluation de la formation par apprentissage et a mis en application 4 nouveaux programmes de formation.

Les réalisations des centres de formation par apprentissage au titre de l'année scolaire 2015/2016 sont comme suit :

Figure 20 : Évolution des stagiaires inscrits au titre de l'année 2015/2016



Source: Données du département du tourisme.

L'évolution des lauréats des centres de formation en tourisme et hôtellerie, classés par région est la suivante :

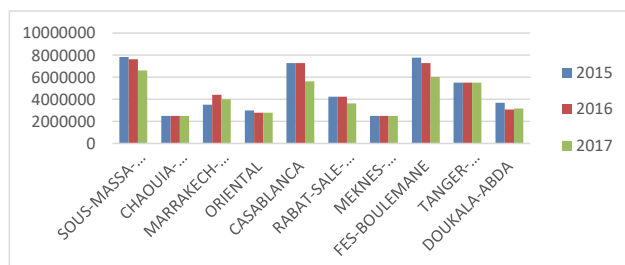
Tableau 15 : Évolution des lauréats par Région de 2010-2011 à 2015-2016

Centres et instituts de formation par région	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Zaër -Zemmour	154	191	173	159	168	143
Doukkala-Abda	145	146	140	115	129	118
Casablanca	214	208	206	212	192	191
Chaouia Ouardigha	204	191	176	185	203	220
Souss-Massa-Darâa	350	299	313	252	272	278
Al Haouz Tansift	248	268	145	144	200	169
Fez	231	221	189	210	215	190
Meknes Tafilalat	110	95	86	82	107	111
Oriental	125	137	98	86	74	121
Tanger-Tétouan	243	233	212	194	180	168
TOTAL	2084	2059	1717	1595	1772	1819

Source 623 : Données du département du tourisme.

Dans le cas du Tourisme, la disparité régionale de financement est également constatée. La subvention étatique aux centres et instituts de formation en hôtellerie et en tourisme -malgré sa baisse continue- est caractérisée par une variabilité selon la région du centre et ce, comme le montre le graphique ci-dessous. La subvention de l'état pour ces centres semble tenir en compte, dans une certaine mesure, de l'évolution de l'effectif des stagiaires. Les centres implémentés dans la région de Souss-Massa-Darâa, forment le plus grand nombre de stagiaires et bénéficient de la plus grande dotation, par contre, la région de Chaouia Ouardigha (centre de Benslimane) qui forme moins de stagiaires bénéficie de moins de ressources financières.

Figure 21 : Evolution de la contribution de l'Etat aux centres et instituts de formation en hôtellerie et restauration en Mds, par région (2015-2017)



Source : Compilation et traitement de données effectués à partir des lois de finances « dépenses du budget général » pour la période 2015-2017

3.1.2 L'OFPPT, principal opérateur public

Les ressources de l'OFPPT sont employées dans deux types de prestations, la Formation initiale des stagiaires et la Formation en Cours d'emploi au profit des entreprises, où l'Office joue le double rôle de prestataires et d'organe de gestion des remboursements aux autres prestataires (Opérateurs privés et entreprises elles-mêmes). Dans ce chapitre relatif aux emplois des financements mobilisés pour la FP, l'OFPPT est concerné par la formation initiale seulement. Considérant que la FCE est un emploi auprès des entreprises, nous retrouverons le détail y afférant dans la section Entreprises.

La Formation Initiale

L'OFPPT est considéré comme l'opérateur pivot de la formation professionnelle initiale et continue au Maroc. Il assure près de 70% de l'activité de Formation Professionnelle au Maroc, le reste étant assuré par les départements formateurs précités et par le secteur privé. Cet établissement créé par l'Etat en 1974, est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière et est placé sous tutelle du SEFP. Il est chargé, en vertu des stipulations de l'article 2 du dahir portant loi n° 1-72-183 en date du 28 Rabi' i II 1394 instituant l'office « de la promotion du travail, du développement et de l'adaptation de la formation professionnelle dispensée par le ministère chargé du travail... de l'organisation et du contrôle de l'apprentissage ».

Il est administré par un conseil d'administration comprenant vingt-huit membres dont quatorze représentants de l'Etat, sept représentants des travailleurs et sept représentants des employeurs. Les représentants de l'Etat sont principalement les départements ministériels intéressés par la formation professionnelle.

L'OFPPT affecte le budget ainsi que les ressources humaines de chaque établissement de formation, gère les programmes de formation initiale et les programmes de formation continue des salariés. Il assure aussi le perfectionnement des formateurs et également la construction et les équipements des établissements.

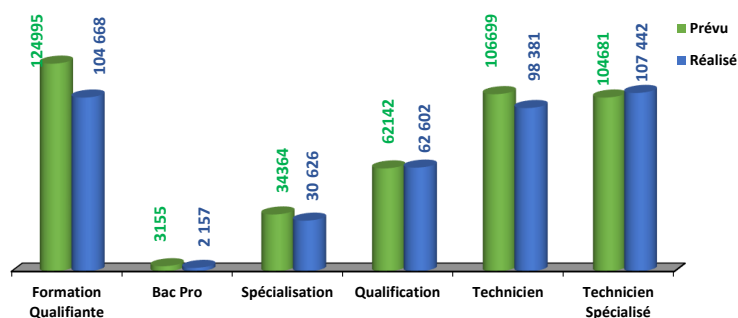
Au titre de l'année 2014/2015, le réseau des établissements de formation professionnelle de l'OFPPT est de 337 établissements à travers le royaume. La FP y est dispensée selon différents mode, en l'occurrence :

Tableau 16 : Les modes de formation dispensées par l'OFPPT

Type de formation	Modes de formation
Formation résidentielle	Elle se déroule entièrement au sein de l'établissement de formation, et elle est complétée par des stages en entreprises.
Formation professionnelle alternée	C'est une formation initiale au cours de laquelle, 50% de la formation se déroule au sein de l'établissement et 50% en entreprise.
Formation par apprentissage	La majorité de la durée de la formation (80%) est consacrée aux aspects pratiques en entreprise et le restant de la durée totale est dédié à la formation générale et technologique dans un centre de formation.
Formation qualifiante	La durée de cette formation varie entre 3 et 9 mois à laquelle s'ajoute un stage de deux mois en entreprise. Ce mode de formation est destiné aux personnes à la recherche d'un emploi.
Formation en cours du soir	Organisés au sein des établissements de formation au profit des salariés et primo-demandeurs d'emploi pour les aider à améliorer leur qualification professionnelle.
Formation par unités mobiles	Cette formation se déroule dans des espaces mobiles aménagés sous forme d'ateliers. Les cycles de formation sont de courte durée et sont destinée aux jeunes ruraux.

L'effectif des stagiaires fréquentant les établissements de l'OFPPT sont au nombre de 405 876 en 2015-16. Ils sont répartis par niveau comme l'indique le tableau suivant :

Figure 22 : Répartition des stagiaires par niveau de formation (prévu et réalisé)



Source : Bilan d'activités de l'OFPPT 2016.

3.1.3 Le SEFP, organe de tutelle de la FP

Selon les chiffres du SEFP, la présence étatique dans le financement du secteur de la Formation Professionnelle se concrétise via l'importance du budget du SEFP et les emplois qui en sont faits, y compris des montants transférés à l'OFPPT, bien que les ressources de ce dernier proviennent aujourd'hui principalement de la Taxe parafiscale sur la Formation professionnelle (TFP). Ces montants ont certes diminué jusqu'à extinction en 2010. L'évolution des crédits ouverts du SEFP montre que le budget de ce dernier a connu plusieurs variations durant les dernières années.

En effet, celui-ci était de :

- 507 M de DH en 2007, incluant une allocation de 335 M de DH à l'OFPPT ;
- 810 M de DH en 2010, incluant une allocation de 484 M de DH à l'OFPPT ;
- 390 M de DH en 2016, incluant une allocation de 82 M de DH à l'OFPPT.

Les proportions du budget d'investissement et du budget de fonctionnement connaissent des évolutions erratiques entre 2001 et 2016, en fonction de la politique adoptée.

Le budget d'investissement progresse régulièrement depuis 2001 jusqu'en 2012, ce qui s'explique par l'effort étatique pour l'extension de l'offre de formation à travers la construction de nouveaux centres de formation. Ceci se poursuit jusqu'au moment où l'Office augmente l'utilisation des recettes de la TFP pour la construction des centres et leur équipement, ce qui marque l'enclenchement de la baisse des allocations de l'Etat, tendance qui se confirme et s'accroît jusqu'à nos jours.

Le budget de fonctionnement est en augmentation erratique, mais globalement constante jusqu'en 2010, puis l'on constate la même baisse, presque corollaire avec celle du budget d'investissement, pour les mêmes raisons.

Tableau 17 : Evolution et répartition des ressources du SEFP incluant les transferts à l'OFPPT provenant du Budget de l'Etat (Millions Dhs courants)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Personnel	31,19	34,57	36,77	40,32	45,78	39,9	40,69	43,7	45,2	47,1	47,7	50,8	55,1
Matériel Dépenses Div.	61	61,84	172,83	209,42	274,42	263,23	273,2	273,2	330,1	369,2	272,5	273,7	174
Total Fonctionnement	92,19	96,41	209,6	249,74	320,2	303,13	313,89	316,9	375,3	416,3	320,2	324,5	229,1
	—	+5%	+117%	+19%	+28%	-5%	+4%	+1%	+18%	+11%	-23%	+1%	-29%
Total Investissement	161,82	171,49	212,92	212,92	192,85	192,85	192,85	214,7	336,7	393,2	315,4	397,8	280
	—	+6%	+24%	0%	-9%	0%	0%	+11%	+57%	+17%	-20%	+26%	-30%
Budget alloué à la FP	254,01	267,9	422,52	462,66	513,05	495,98	506,74	531,6	712	809,5	635,6	722,3	509,1
Variation Annuelle du budget alloué	—	+5%	+58%	+10%	+11%	-3%	+2%	+5%	+34%	+14%	-21%	+14%	-30%

Source : SEFP, 2017

Enfin, on constate qu'à la différence des opérateurs sectoriels, les dépenses de fonctionnement et d'investissement du SEFP sont souvent quasi égales. Ceci s'explique par l'effort consenti pour l'extension de l'offre de formation à travers la construction de nouveaux centres de formation.

Mais nous avons déjà soulevé les différences d'interprétation des chiffres d'une source à l'autre. En effet, les chiffres publiés par l'OFPPT lui-même dans ses rapports montrent une disparition des subventions de l'Etat à compter de l'année 2010, dans la mesure où l'Etablissement est devenu autonome grâce à la TFP qui lui est versée et dont 70% sont employées dans le financement de la Formation Initiale (Investissement et fonctionnement), et grâce aux ressources propres, comme détaillé en section 3.1.2. Plus haut. En outre, le reliquat des 30% réservés au remboursement des dépenses de Formation Continue est également employé pour financer les besoins de l'Office. En 2016, la TFP gérée par l'OFPPT s'élevait à plus de 2,24 milliards de dirhams. En dehors de la TFP, les ressources propres de l'OFPPT atteignent 492 Millions de Dhs.

Enfin, il a été soulevé par certains intervenants interviewés que les ressources réellement affectées à la formation professionnelle peuvent être inférieures aux crédits ouverts des divers départements. Pour le total de la période 2008-2014, un ratio Paiements/Crédits ouverts a été calculé à partir des données transmises par le SEFP¹⁹ et rassemblées dans le tableau suivant. Il en résulte que :

- Les crédits pour le personnel ont été dépensés à 100% ;

¹⁹ Les données reçues des autres départements ne permettent pas de faire le même exercice.

- Les crédits pour le matériel et les dépenses diverses ont été dépensés à près de 90% jusqu'en 2010, et ont été nettement sous-utilisés pour les 4 années suivantes, en lien direct avec la réduction des transferts encaissés par l'OFPPT ;
- Les crédits pour les investissements ont été dépensés à 66 % en moyenne pendant cette même période, mais pas uniquement à cause de la réduction des montants encaissés par l'OFPPT.

Tableau 18 : Evolution du ratio des paiements sur les crédits ouverts du SEFP, incluant les transferts à l'OFPPT, pour la période 2008 à 2012 (en Millions de DH)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Période
Personnel								
• Crédits (a)	43,7	45,2	47,1	47,7	50,8	55,1	57,0	346,6
• Paiements(b)	42,6	44,0	46,5	47,7	56,4	56,1	56,9	350,2
• Ratio (b/a)	0,98	0,97	0,99	1,00	1,11	1,02	1,00	1,01
Dépenses diverses								
• Crédits (a)	316,9	375,3	16,3	320,2	324,5	229,1	234,0	2 216,3
• Paiements(b)	273,2	330,1	369,2	22,3	23,2	43,8	98,0	1 159,8
• Ratio (b/a)	0,86	0,88	0,89	0,07	0,07	0,19	0,42	0,52
Investissements								
• Crédits (a)	214,8	336,7	393,2	315,4	397,8	280,0	163,0	2 100,9
• Paiements(b)	206,2	286,3	187,5	191,1	204,1	167,4	147,6	1 390,2
• Ratio (b/a)	0,96	0,85	0,48	0,61	0,51	0,60	0,91	0,66

Source : Données provenant du SEFP, présentation du CIDE

Il faut cependant accueillir ce ratio comme un indicateur des faits en longue période et non comme un écart comptable, car les données reçues diffèrent parfois d'une source à l'autre. De même, les virements et les transferts entre postes budgétaires au cours d'une même année, ainsi que des reports vers une autre année, pourraient également expliquer une partie des écarts constatés. Toutefois, il en demeure que si les paiements sont toujours inférieurs aux crédits en longue période, cela signifie que des montants sont périmés.

3.2 Acteurs privés

Les opérateurs privés jouent un rôle important dans le système de formation professionnelle et le développement du partenariat public-privé est l'une des recommandations de la Charte Nationale de l'Éducation et de la Formation et du Plan d'urgence, suivis par la place que la stratégie de FP 2021 leur a accordée.

Les établissements de formation professionnelle privée (EFPP) sont institués et gérés conformément au cadre juridique instituant et organisant la Formation Professionnelle privée. Selon la loi n° 13-00 portant statut de la formation professionnelle privée : « La formation professionnelle privée désigne toute activité de formation professionnelle, initiale ou en cours d'emploi, dans tous ses niveaux et modes, diplômante ou qualifiante, dispensée dans des établissements créés par des personnes physiques ou morales autres que l'Etat » (article 1).

En date de 2014, le nombre d'Opérateurs privés était de 1.417 établissements, regroupant 82.304 stagiaires, sans inclure l'effectif en apprentissage. Selon la FMEP, ce chiffre représente 22% du dispositif global de la FP. Le secteur emploie 11.875 formateurs, dont 4.794 permanents.²⁰

²⁰ Audition de la FMEP du 19 Avril 2016. Conseil Supérieur de l'Éducation, Formation et Recherche.

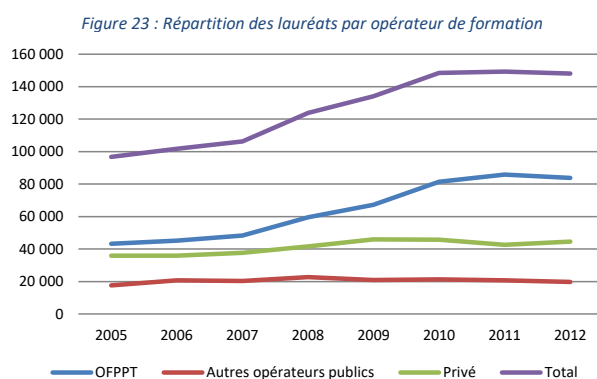
3.2.1 Missions

Les autorisations d'ouverture et d'exploitation des établissements de formation professionnelle privée sont régies par le décret n° 2-00-1020 du 21 juin 2001. Tout comme les opérateurs publics de la FP, les EFPP peuvent dispenser différents modes de formation :

- La formation professionnelle initiale dans les 4 niveaux ; technicien, technicien spécialisé qualification et spécialisation. Elle peut être de type résidentielle, alternée, par apprentissage et à distance ;
- La formation en cours d'emploi : destinée à développer la qualification et les compétences des salariés ;
- La formation qualifiante : destinée en particulier à des demandeurs d'emploi.

Au titre de l'année 2013, le secteur privé comptait 1 493 EFPP qui ont assuré la formation au profit de 82 217 stagiaires (Secrétariat d'Etat chargé de la Formation Professionnelle, 2016).

Cependant, en raison de son coût plus élevé pour les stagiaires, l'offre de formation privée demeure moins représentative que celle de l'OFPPT, et ce comme le montre le graphique de l'évolution des lauréats par opérateur de formation ci-dessous :



Par ailleurs, si les établissements privés sont autorisés par l'Etat, peu d'entre eux sont en capacité de délivrer des diplômes d'Etat. Selon la loi 13.00 portant statut de la FPP, peuvent bénéficier de l'accréditation, les établissements de formation professionnelle privée qui sont dans une situation régulière, qui ont obtenu la qualification de l'ensemble des filières dispensées effectivement depuis 3 ans au moins, et qui se conforment aux règles d'organisation et de gestion des examens fixés par l'administration.

L'accréditation des EFPP signifie le fait d'autoriser ces établissements à organiser des examens et à délivrer des diplômes visés par l'Administration. Le visa représente leur reconnaissance par l'Etat, accordée pour un délai n'excédant pas 5 ans renouvelable. En 2013, 403 établissements du secteur privé étaient accrédités par le SEFP.

Tableau 19 : Evolution de l'accréditation des établissements privés de formation professionnelle entre 2008 et 2012

Années	Nombre d'EFPP		Taux d'accréditation (%)
	Candidats	Accrédités	
2012	254	244	96
2011	114	99	87
2010	134	119	89
2009	125	117	93
2008	87	75	86

Source: AMEP « Répertoire des Etablissements de Formation Professionnelle Privée Accrédités Par région », 2013 et Ministère de l'Economie et des Finances, Projet de Performance « DFP », (2017).

3.2.2 Emploi du financement du secteur privé

Dans la mesure où les EFPP peuvent être créés par toute personne morale ou physique, le financement de leurs investissements et fonds de roulement provient essentiellement des fonds propres des fondateurs.

Le décret du 21 juin 2001²¹ précise que le dossier de demande d'autorisation d'ouverture et d'exploitation d'un EFPP doit comprendre entre autres, l'étude de faisabilité financière, outre le projet de formation.

D'une part, l'étude de faisabilité est supposée donner des indications sur les caractéristiques économiques et sociales de la zone géographique, sur les prévisions des effectifs des stagiaires et des débouchés, la nature et le volume de l'offre et de la demande en formation. D'autre part, le projet de formation doit contenir, en plus d'un descriptif de la formation, le plan d'investissement et le compte d'exploitation prévisionnels.

Le financement de la Formation dans le secteur privé revient presque exclusivement aux ménages. La Fédération Marocaine de la Formation Professionnelle Privée avait estimé le montant de ce financement en 2011 à 806 Millions de Dhs, sur la base des frais de scolarité payés par les stagiaires dans les établissements privés. Ce chiffre a été actualisé dans une note de la FMEP de 2016, qui avance le chiffre d'un milliard de Dhs²². Selon la Fédération, ce montant représente autant d'économie budgétaire pour l'Etat, ce qui légitime la réclamation d'encourager le secteur privé pour générer davantage d'économies sur le Budget de l'Etat.²³ Nous préférons retenir, dans cette étude le chiffre de 806 millions Dhs, compte tenu de la très faible croissance des effectifs entre 2011 et 2016

Toutefois, en vue d'encourager le développement des EFPP, le décideur public a prévu certaines incitations fiscales particulières au profit des EFPP pour leurs opérations d'acquisition de biens d'équipement et de biens immeubles nécessaires à l'exercice de leurs missions.

Selon l'article 39 de la loi n° 13-00 portant statut de la formation professionnelle privée « Ces incitations sont accordées dans le cadre d'une convention entre l'administration et les établissements bénéficiaires qui se soumettent à une évaluation périodique portant sur leur rendement interne et externe et leur gestion administrative et financière ».

²¹ Décret approuvant le cahier des charges fixant les conditions et la procédure d'attribution des autorisations d'ouverture et d'exploitation des établissements de formation professionnelle privée.

²² Audition de la FMEP du 19 Avril 2016. Conseil Supérieur de l'Education, Formation et Recherche.

²³ Livre Blanc de la Formation Professionnelle Privée. FMEP. 2011

Actuellement, nous pouvons classer ces emplois en trois catégories :

1. Financement des frais de scolarité directement par les ménages (qui financent aussi une partie des frais de formation dans le secteur public de l'OFPPT par le versement de droits d'inscriptions). Il s'agit des 806 millions de dhs, qui ont vraisemblablement atteint les 1 milliard Dhs, comme expliqué précédemment.
2. Financement de l'investissement et du premier du fonds de roulement par les opérateurs de formation eux-mêmes. Ces montants sont impossibles à identifier, bien que les opérateurs livrent au SEFP une étude de faisabilité financière dévoilant ces montants. Mais l'information n'est pas agrégée, ni exploitée actuellement.
3. Financement partiel du fonds de roulement des établissements par l'Etat, à travers les bourses accordées aux stagiaires éligibles des établissements accrédités, et qui sont versés sur le Budget du SEFP directement aux établissements concernés. Cette aide au secteur se monte à 80 millions dhs.

3.3 Emploi des fonds auprès des ONG

3.3.1 Les missions

Les organisations non gouvernementales (ONG) jouent un rôle important dans la formation professionnelle au Maroc, en raison de leur proximité des populations vulnérables et aussi en raison de leur déplacement parfois dans des zones enclavées.

Au Maroc, les ONG effectuant des actions de formation professionnelle de post-alphabétisation passent soit à travers l'Agence Nationale de Lutte contre l'Analphabétisme (ANLCA) ou agissent à titre indépendant. La plupart de ces actions sont des actions de formation professionnelle, destinée à octroyer des compétences préparant au travail.

Ainsi, les ONG qui passent à travers l'agence sont appelées des ONG conventionnées. Pour ceci, l'agence lance des appels à projets dans lesquels les ONG devraient donner la priorité au milieu rural, à la population défavorisée, aux jeunes, etc. Les ONG sont également chargées d'attirer cette population pour suivre les actions de formation. Par ailleurs, le nombre des ONG conventionnées dépasse celui des non conventionnées, en termes de nombre de centres de formation et de formateurs, comme le montre le tableau suivant :

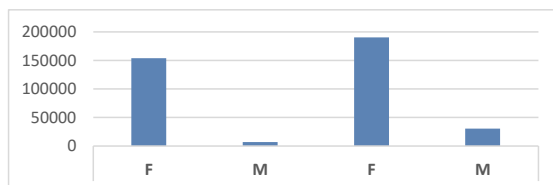
Tableau 20 : Nombre de centres de formation et de formateur par type d'ONG pour l'année 2015/2016

	ONG conventionnées	ONG non conventionnées
Nombre centres	10 447	225
Nombre formateurs	10 845	256

Source : Agence Nationale de Lutte contre l'Analphabétisme

En termes de politique du Genre, les ONG accordent une grande importance à la formation de la population féminine issue du milieu rural. Ceci est visible dans le graphique suivant montrant le nombre de bénéficiaires des actions de post-alphabétisation réalisées par les ONG par milieu au titre de l'année 2015/2016.

Figure 24 : Bénéficiaires des actions de post-alphabétisation réalisées par les ONG par genre et par milieu (2015/2016)



Source : Agence Nationale de Lutte contre l'Analphabétisme

Le suivi et l'évaluation des actions de formation menées par les ONG conventionnées avec l'ANLCA sont confiés à des bureaux d'étude qui sont chargés d'effectuer des visites pédagogiques et organisationnelles des classes, de contrôler si les classes de formation existent réellement, de comparer le nombre de bénéficiaires déclaré avec ceux effectivement présents et d'effectuer des tests en fonction des heures de formation dispensées, etc.

3.3.2 Les formes d'emploi des financements

Les sources de financement des ONG œuvrant dans le domaine de la formation proviennent essentiellement :

- des adhésions, mais qui restent minimes ;
- des subventions de l'Etat et des collectivités Locales ;
- des dons des bailleurs de fonds internationaux.

Mais les données agrégées sur le montant de financement provenant des donateurs internationaux ne semblent pas disponibles, principalement en raison du manque de coordination entre les donateurs et de l'absence d'une instance réceptacle des donations.

En ce qui concerne les ONG opérant avec l'ANLCA, cette dernière a une ligne budgétaire pour le paiement des organisations non gouvernementales (ONG) qui œuvrent dans les actions de post alphabétisation aussi bien dans le milieu rural que dans celui urbain. Ces actions d'alphabétisation, lorsqu'elles sont du type alphabétisation fonctionnelle, destinées aux personnes occupant un emploi et visant l'amélioration de leur prestation, s'inscrivent dans la formation professionnelle continue, au sens large.

Les données recueillies par le système d'information de l'ANLCA montrent que plus de 734.000 personnes ont profité des cours d'éradication de l'analphabétisme, alors que plus de 169.000 personnes se sont inscrites durant la saison 2016-2017. Le nombre des associations partenaires est passé de 1.300 associations en 2015-2016 à 2.400 en 2016-2017.

En effet, l'ANLCA dispose d'un système d'information dénommé SYMPA (système de management des programmes d'alphabétisation), sur lequel les ONG sont appelées à saisir les données sur les bénéficiaires des programmes de formation. Le décompte financier des ONG est tributaire des données saisies.

Le coût de la formation de post-alphabétisation est estimé à 500 Dhs / bénéficiaire, qui sont versés par l'agence aux ONG opératrices de formation. Sur la base de 169.000 inscrits de la saison 2016-17, le budget estimatif de cette action atteindrait 84,5 Millions dhs. Mais il ne nous est pas possible de déterminer la part d'actions d'alphabétisation fonctionnelle dans les prestations des ONG partenaires de l'ANLCA.

3.4 Les Entreprises

La prise de conscience des autorités marocaines de l'intérêt de la formation en cours d'emploi est concrétisée par la législation sur la formation, à travers la loi 65-99 relative au code du travail, promulguée en 2004, et également à travers la Charte Nationale de l'Education et de la Formation.

Malgré les confusions de terminologie, le discours sur la Formation Continue au Maroc concerne principalement la Formation en Cours d'Emploi, et implique donc directement l'entreprise, soit en tant que bénéficiaire de la formation en seconde instance (à travers ses salariés inscrits en formation), soit en tant que prestataire et bénéficiaire, si c'est elle qui organise (et finance ou pas) la formation en cours d'emploi.

3.4.1 Les missions

Les entreprises sont concernées par deux modes de formation professionnelle :

- **La Formation en Cours d'Emploi**, qui est en partie financée par le mécanisme de remboursement des actions à travers les CSF, et en partie à leur charge, voire intégralement si elles ne recourent pas au système du remboursement, et elles demeurent nombreuses dans ce cas.
- **L'apprentissage**, qui est un mode de formation par immersion quasi-intégrale (80 à 90%) en entreprise, et qui implique un effort de financement de la part de l'Etat et de l'entreprise.

La formation En Cours d'Emploi

Concernant la Formation continue, et précisément la formation en Cours d'emploi, l'article 23 du code du travail stipule que « *Les salariés ont le droit de bénéficier des programmes de lutte contre l'analphabétisme et de formation continue. Les conditions et les modalités du bénéfice de ces formations sont fixées par voie réglementaire. ... La carte (de travail) ... doit être renouvelée en cas de changement de la qualification professionnelle du salarié ou du montant du salaire²⁴* ».

FCE est instituée par le Décret n° 2.02.5 du 25 mars 2002, portant création de la taxe de formation professionnelle et déterminant les conditions relatives à la conclusion des contrats pour la réalisation de programmes spéciaux de formation professionnelle.

Dans ce sens, les entreprises désirant faire bénéficier leurs salariés de la FCE se lient soit directement avec l'OFPPT, à travers la conclusion de contrats spéciaux de formation (CSF), ou à travers les Groupements Interprofessionnels d'Aide au Conseil (GIAC). Ces mécanismes sont traités plus en détails dans la section 1.4 relative aux entreprises.

Ainsi, la formation apparaît à la fois comme une obligation pour l'employeur afin de survivre à la concurrence nationale et internationale et comme un droit pour tout employé, pour son épanouissement professionnel et, partant, pour le développement de l'entreprise.

Les entreprises marocaines devraient s'investir davantage dans cette dynamique comme signalée également par la Charte Nationale de l'Education et Formation, qui stipule que « ... Considérant les progrès réalisés dans ce domaine ces dernières années, il convient de renforcer la dynamique d'investissement dans les ressources humaines au sein des entreprises, et de sensibiliser les individus à leurs droits et leurs devoirs en matière de formation continue ».

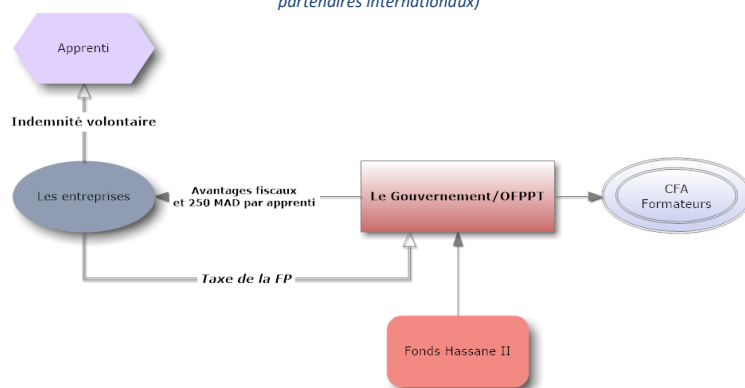
²⁴ Mais à date, les textes d'application de cette loi n'ont toujours pas été émis.

L'apprentissage

Concernant l'apprentissage, ce système a pour but d'intégrer les jeunes de tout âge dans le système de la formation professionnelle dans tous les modes de formation et dans toutes les filières économiques : industrielles, agricoles, artisanales et de services. L'intégration des apprentis dans un stage en entreprise à la fin de leur formation a eu un impact remarquable sur leur insertion professionnelle. Selon une étude (GTZ, Juin 2010), les jeunes trouvent un emploi à hauteur de 70% à 80% dans l'entreprise où ils ont suivi la formation. Le reste de la fraction des jeunes sont généralement recrutés dans une autre entreprise du secteur.

En parallèle aux incitations financières qui visent à promouvoir les actions de formation, l'Etat a mis en œuvre des centres de formation par apprentissage²⁵ comme une source d'encouragements qui s'adressent aussi bien à l'entreprise qu'aux apprentis. Rappelons que les apprentis sont exonérés de l'impôt général sur le revenu au titre de l'allocation d'apprentissage qu'ils perçoivent. De plus, ils bénéficient d'une assurance pendant la durée de l'apprentissage contre les accidents du travail et les maladies professionnelles. Outre le financement de la formation, (qui est de 3.500 dhs/stagiaire/an), l'apport budgétaire de l'Etat comprend également 250 DHS/apprenti/mois, réservée au secteur de l'artisanat, une exonération de la TFP, et une exonération des charges sociales²⁶. Pour les entreprises et organismes accueillant les apprentis, celles-ci sont exonérées du paiement de la taxe de formation professionnelle d'une part et d'autre part la formation pédagogique des maîtres d'apprentissage est prise en charge par l'Etat.

Figure 25 : Schéma général des sources de financement de la FP par apprentissage au Maroc (hors les dons et legs des partenaires internationaux)



3.4.2 Les formes d'emploi des financements mobilisés au profit de l'entreprise

Il s'agit, ici de l'emploi de la partie de la TFP dédiée à la Formation Continue, par le biais des CSF, et qui est théoriquement de 30% du montant global de la TFP, soit 690 Millions dhs. Toutefois, comme il sera signalé, seule une partie de ce budget alloué est utilisée. Elle est estimée en 2015 à près de 21% du montant du budget alloué, soit 6,22% de la TFP collectée.

²⁵ Les CFA visent l'acquisition d'un savoir-faire par l'exercice d'une activité professionnelle et permettant aux apprentis ayant abandonnés leurs études académiques d'acquérir une qualification qui favorisera leur insertion dans la vie active.

²⁶ Site du SEFP. Quelles mesures d'encouragement de l'apprentissage.

La formation continue ou « perfectionnement » est principalement financée par les entreprises. En outre, l'Etat marocain a mis en place un système de remboursement des dépenses de formation dans le but d'inciter les entreprises à former leurs employés. En réalité, et selon les chiffres communiqués par les opérateurs de formation, de très nombreuses entreprises financent elles-mêmes leurs formations, sans recours au mécanisme d'incitation des Contrats Spéciaux de Formation (CSF), jugé lourd et compliqué, surtout pour les PME/TPE.

Cependant, le mécanisme des CSF est en place, et les employeurs qui organisent une FCE au profit de leurs salariés, peuvent conclure avec l'OFPPPT des contrats pour la réalisation de programmes spéciaux de formation professionnelle. Selon l'article 7 du décret susvisé, les actions de FCE concernent :

- 1 - Les actions d'information et de sensibilisation à la formation en cours d'emploi au profit des organisations, des chambres professionnelles et des entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises ;
- 2 - Les études et le conseil pour la définition d'une stratégie de développement des entreprises et des branches professionnelles et des besoins en formation en cours d'emploi qui en découlent ;
- 3 - L'ingénierie de la formation en cours d'emploi, qui comprend le diagnostic des besoins en formation et l'élaboration des plans de formation qui en découlent ;
- 4 - les actions de formation continue (réalisation des programmes de formation au profit des salariés).

Pour encourager la FCE, plusieurs dispositifs ont été mis en place par l'Etat : i) La conclusion de contrats spéciaux de formation (CSF) entre l'employeur et l'OFPPPT ; ii) La création des Groupements Interprofessionnels d'Aide au Conseil (GIAC) et iii) la création des Centres de Formation par Apprentissage.

En Annexe 3 du présent rapport, nous proposons tout de même un rappel descriptif de ce mécanisme.

3.4.2.1 Financement et remboursement des actes de formation en Cours d'Emploi :

Le financement de la formation continue FCE est différent selon si l'action est organisée directement par l'employeur ou à travers le groupement des professions (GIAC).

Tableau 21 : Financement des actions de formation GIAC et CSF

GIAC		CSF	
Action	Taux financé	Action	Taux financé
L'information et sensibilisation	100%	Actions de formation planifiées (FP)	Individuel 70% Groupé 90%
Étude pour la définition d'une stratégie de développement	70%	Actions de formation non planifiées (FNP)	40%
Ingénierie de formation	70%	Les Actions d'Alphabétisation Fonctionnelle (Alpha)	80%

Il existe cependant un plafond du remboursement qui peut varier selon que l'action de formation est individuelle ou est groupée et selon la valeur de la taxe de formation professionnelle TFP versée par l'entreprise.

Les Tableaux suivants présentent le plafond du remboursement selon les montants de TFP payés par l'entreprise et selon les modalités d'organisation de la formation.

Tableau 22 : Plafond du remboursement des entreprises privées payant moins de 3 MDHS de TFP

Si la TFP Déclarée est...	... le Plafond de Remboursement est égal à...
0 DHS < TFP Déclarée < 20 000 DHS	10 fois la TFP Déclarée (15 fois la TFP Déclarée s'il y a une Etude de Diagnostic Stratégique approuvée)
20 000 DHS ≤ TFP Déclarée < 200 000 DHS	200 000 DHS (300 000 DHS s'il y a une Etude de Diagnostic Stratégique approuvée)
200 000 DHS ≤ TFP Déclarée < 3 MDHS	Au montant de TFP Déclarée

Source : Secrétariat d'Etat Chargé de la Formation Professionnelle « manuel de procédures relatif aux contrats pour la réalisation des programmes spéciaux de formation », (2006)

Tableau 23 : Taux de Remboursement pour les Formations Groupées

Type d'action	Taux de remboursement
Actions du Plan de Formation Groupée	<ul style="list-style-type: none"> 90% HT à l'organisme ayant réalisé l'action de Formation Groupée 10% HT à l'association des actions réalisées et justifiées (GIAC)

Source : Secrétariat d'Etat Chargé de la Formation Professionnelle « manuel de procédures relatif aux contrats pour la réalisation des programmes spéciaux de formation », (2006)

Les plafonds sont fixés dans le cadre du budget alloué au groupement d'entreprises ou à la zone industrielle par le Comité Central des Contrats Spéciaux de Formation (CCCSF). Ce dernier est le responsable sur toutes les actions en relation avec les formations, incluant la sensibilisation aux CSF, l'arrêt et la répartition d'un budget annuel des plans de la formation groupée, l'approbation des plans de la formation groupée, jusqu'au contrôle des actions de formation.

Par contre, les grandes entreprises²⁷ dont la TFP est supérieure à trois millions de dirhams font objet d'un autre seuil dont le taux de remboursement est représenté par le tableau suivant :

Tableau 24 : Taux de Remboursement pour les Grands Etablissements

Type d'action	Taux de remboursement
Action d'Ingénierie de Formation réalisée en externe	40 % du Coût Retenu Pour les Etablissements Publics et Sociétés d'Etat, les frais de déplacement sont remboursés dans un plafond de 200 DHS/personne/jour
Actions de Formations Planifiées	
Actions de Formations Non Planifiées	
Actions d'Alphabétisation Fonctionnelle	80 % du Coût Retenu qui est plafonné à 3 000 DHS par personne alphabétisée
Formation Longue Durée	40% du coût retenu qui est plafonné à 50 000 DHS par personne et par formation

Source : Secrétariat d'Etat Chargé de la Formation Professionnelle « manuel de procédures relatif aux contrats pour la réalisation des programmes spéciaux de formation », (2006).

En présence de ce lourd dispositif d'incitation, quel est l'état des lieux du financement de la formation en cours d'emploi ? Une étude réalisée par un cabinet de Conseil et de Formation de la place²⁸ estimait le montant du marché de la formation continue en 2008 à 670 millions de DH, dont 122 millions relevaient des CSF, soit 18%. Cependant, il convient de signaler que ce montant inclut des formations de type Mastères, et qui ne relèvent pas de la Formation Professionnelle. Selon cette étude, l'entreprise marocaine, y compris les administrations publiques, financerait à concurrence de 82% sa

²⁷ Les grands établissements sont les organismes financiers, banques et assurances dont l'effectif est supérieur à 100 personnes et les sociétés dont la TFP payée est supérieure à 3 MDH.

²⁸ Etude sur les dépenses de Formation Continue des entreprises. ABWAB Consultants, réalisée avec le concours de l'Association des Bureaux de Conseil et Formation ABCF.

formation continue. En effet, depuis le déclenchement de la crise, le nombre d'entreprises bénéficiant des CSF a régressé à moins de 1.000 et le taux des salariés qui en profitent a régressé à 5%.

En 2014, le ministère annonçait un montant de 550 millions de DH qui sera, par la force de la loi, réservé aux CSF, représentant 30% de la taxe de Formation professionnelle collectée auprès des entreprises en 2013²⁹. Aujourd'hui que le montant alloué dépasse les 680 Millions dhs, le projet de loi sur la FCE qui est en préparation prévoit d'institutionnaliser ce quota de 30% dans le texte lui-même. Concrètement, il est à noter que seulement environ 0,05% des entreprises affiliées à la CNSS bénéficient des contrats spéciaux de formation en 2014. Egalement, au titre de l'année 2014, uniquement 123 630 travailleurs ont bénéficié de la formation continue, soit à peine 5% des salariés déclarés à la CNSS la même année.

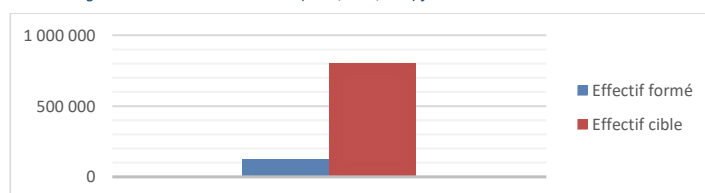
Selon l'enquête emploi réalisée en 2016 par le Haut-Commissariat au Plan (HCP) une proportion de 98,2 % des salariés n'a bénéficié d'aucune formation prise en charge par l'employeur au cours des 12 derniers mois. Ce taux est de 97,7% en milieu urbain. Ceci reste relativement très faible par rapport aux salariés français, dont 45 % a accédé à une formation continue par cours et stages, et 14 % à une formation en situation de travail en 2010³⁰.

Figure 26 : Entreprises affiliées à la CNSS et bénéficiant des CSF



Source : Ministère de l'Economie et des Finances, Projet de Performance « DFP », (2015)

Figure 27 : Nombre de salariés (PME, PMI, TPE) formés au titre de l'année 2013



Source : Ministère de l'Economie et des Finances, Projet de Performance « DFP », (2015).

Face à cette position des entreprises vis-à-vis des actions de la formation continue, le Secrétariat d'Etat chargé de la Formation Professionnelle (SEFP) a entamé la réforme globale de la formation continue à travers l'adoption des mesures de simplification et de dynamisation des CSF d'une part, et la mise dans

²⁹ Mais les déboursments sont bien moindres puisqu'en 2014, le montant engagé par les GIAC n'était que de 26,25 millions de Dhs et la participation accordée aux entreprises au titre des CSF n'était que de 114, 24 millions de Dhs

³⁰ Centre d'Etudes et de Recherches sur les Qualifications

le circuit d'un projet de loi relatif à la formation continue d'autre part. Cette réforme vise, entre autre, à:

- Développer et faciliter l'accès des entreprises à la formation continue, en particulier les PME/PMI ;
- Elargir le champ de la formation continue à d'autres catégories d'employeurs et de population active notamment à ceux en cours de changement d'emploi, de reconversion ou de perte d'emploi ;
- Etendre la formation continue aux travailleurs non-salariés (artisans, agriculteurs, pêcheurs).

L'objectif étant d'augmenter l'effectif de salariés bénéficiaires des actions de la formation continue, d'une manière progressive pour atteindre 20% annuellement et ce à partir de 2021.

Utilisation de la TFP

En 2016, les revenus de la taxe (2,24 Milliards Dhs) ont été affectés avant tout au budget interne de l'OFPPT (la TFP a représenté 73% de son budget de fonctionnement) et au financement des CSF et des GIAC (21 % de la taxe, soit 175 millions de dirhams d'engagements en 2015 et 125 millions Dhs de remboursements, selon le Bilan d'activités de l'OFPPT).

L'utilisation des ressources de la TFP pour la FCE s'organise à travers les contrats spéciaux de formation attribués aux entreprises en réponse à leurs demandes de remboursement de frais de formation engagés, ainsi qu'aux études préalables d'ingénierie de formation conduites avec le soutien des GIAC dans chacun des grands secteurs de l'économie, y compris au plan financier.

Les dossiers de demande de remboursement sont préparés avec le soutien des GIAC. Le système s'est développé fortement depuis la mise en place des GIAC et des CS rénovés en 1996. Le nombre d'entreprises bénéficiant des remboursements par la TFP des actions de FPCE qu'elles avaient engagées est passé ainsi de moins de 600 en 1996 à 1.900 en 2000. Mais le système semble s'être grippé. En 2006, ce chiffre se situait à moins de 1.000. Il est remonté après une nouvelle formalisation des procédures des contrats spéciaux de formation en 2006, mais il n'atteignait en 2014 que 852 entreprises et environ 0,5% des salariés déclarés à la CNSS.

Il semble que la lourdeur des procédures et la longueur des délais de remboursement, jusqu'à quatre ans, soit dissuasive pour nombre d'entreprises, surtout les PME/TPE. Par ailleurs ce système ne touche pas tous les secteurs : l'artisanat, la pêche et l'agriculture en sont exclus, car les entreprises de ces secteurs ne sont pas assujetties à la TFP. Quant aux études d'ingénierie de formation des GIAC, après une forte expansion initiale, elles ont connu depuis 2007-08 la même désaffectation et ne concernaient pas plus de 395 entreprises en 2014.

3.4.2.2 Financement de la Formation par apprentissage :

La formation par apprentissage a créé une mobilisation de fonds publics importante. Ces fonds ne couvrent pas tous les coûts d'apprentissage supportés par les entrepreneurs (ressources humaines, les matières, les outils, etc.). Mais les entrepreneurs ne prennent pas en compte les gains générés par les stagiaires.

Il y a un nombre élevé de décrochage des jeunes qui quittent l'apprentissage, ce taux est estimé à 40% en 2010 par la GTZ. Ici, il faut améliorer les incitations aux apprentis en leur permettant de bénéficier d'avantages monétaires et non-monétaires.

Par ailleurs, quelques entrepreneurs abusent du système pour réaliser des économies de charges du personnel plus que pour la transmission du savoir-faire. Cet état de fait aurait été à l'origine de l'abandon de la formation par apprentissage par un grand opérateur qui est l'OFPPT. Un système de contrôle est nécessaire pour que les entreprises qui obtiennent les fonds d'apprentissage respectent leur responsabilité sociale, notamment la sécurité au travail, respect de la protection des mineurs, et l'assurance-accidents, etc.

A ce jour, plus de 14 000 entreprises ont contribué à l'accueil des apprentis. Cependant, malgré l'instauration de l'ensemble des dispositifs de remboursement précités, le recours à la formation continue au profit des salariés demeure peu sollicité par les employeurs.

Selon l'étude d'ETF, le nombre d'apprentis a connu une croissance annuelle de 9% entre 2001 et 2010 (31.724) mais a chuté de 12% entre 2011/2012 et 2012/2013 (de 34.302 à 30.518), alors que, dans la même période, le total des effectifs de la FP s'était accru de 1%²⁹. Avec seulement 9% des effectifs et 12% des lauréats de la FP, l'apprentissage devra se redynamiser, en coopération avec les entreprises, pour réaliser son potentiel en matière d'employabilité et d'inclusion. Les domaines les plus favorables à l'apprentissage en termes d'effectifs sont l'artisanat, l'agriculture, l'Entraide Nationale, les associations, la pêche et le tourisme. En 2012/2013 le niveau prédominant (55%) est celui dit de la « spécialisation », suivi par le Certificat d'aptitude professionnelle (30%). Le niveau de technicien est en revanche très minoritaire (123 apprentis).³¹

3.5 Les stagiaires (ménages)

Dans cette section dédiée aux ménages, ces derniers sont considérés comme bénéficiaires d'une ressource allouée par l'Etat à l'encouragement de la FP.

Les sources de financement de la FP payante, que ce soit dans le secteur privé ou dans les établissements de l'OFPPT, sont de deux ordres, les revenus des ménages et la contribution de l'Etat aux frais de formation des stagiaires des établissements publics et privés. Les ressources financières des ménages constituent la principale source de financement de la plupart des formations dispensées par les opérateurs privés, étant donné que cette offre est plus urbanisée et très coûteuse (AFD, 2005).

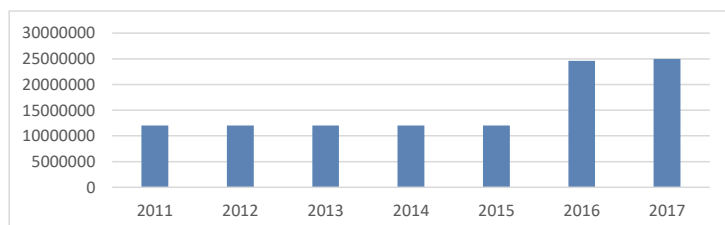
3.5.1 Stagiaires des établissements publics

Des bourses sont octroyées aux stagiaires des établissements de formation relevant des départements de l'agriculture et de la pêche.

Au niveau du département de l'agriculture, l'effort déployé pour soutenir les dépenses des ménages dans la FP et aussi pour améliorer la rétention scolaire des stagiaires est bien visible. En effet, comme le montre le graphique ci-dessous, l'aide financière de l'Etat aux stagiaires a connu une augmentation de 108% en 2016 par rapport à 2015.

³¹ Rapport d'ETF. Processus de Turin, Maroc. 2015

Figure 28 : Evolution de l'aide financière de l'État aux stagiaires de la FP et de l'enseignement technique en agriculture en MDs entre 2011 et 2017



Source : Compilation et traitement de données effectués à partir des lois de finances « dépenses du budget général » pour la période 2011-2017

Au niveau du Département de la Pêche maritime, des bourses pour assister les élèves des écoles professionnelles maritimes ont été octroyées ces dernières années et qui connaissent également une évolution considérable.

Tableau 25 : Evolution de l'aide financière de l'État aux stagiaires des écoles professionnelles maritimes en MDs entre 2015 et 2016

Bourses aux élèves des écoles professionnelles maritimes	2014	2015	2016	Variation en %
	-	12.000.000	24.600.000	105%

Source : Compilation et traitement de données effectués à partir des lois de finances « dépenses du budget général » pour la période 2011-2017.

A partir de 2018, se rajouteront à ceux-là les stagiaires éligibles de niveau Technicien Supérieur de l'OFPPPT, auxquels l'Etat versera, via le SEFP des bourses d'études équivalant 6.300 dhs par an pour les non-résidents de la ville lieu de formation et 3.150 dhs par an pour les résidents. Le montant individuel des bourses serait de 6.334 dhs pour les 10 mois de scolarité. Les bourses couvriraient dans une première étape 80.000 stagiaires.³² Sur la base de ces données, le budget annuel serait donc de 506 Millions dhs. Ces fonds seront supportés par le BGE, et les versements seront gérés par l'OFPPPT. Toutefois, selon les informations récentes recueillies auprès du ministère de l'Économie et des Finances, le nombre de bénéficiaires est surévalué et il est trop tôt pour réserver un tel montant sur les ressources propres de l'État. Il est également possible que l'OFPPPT soit appelé à contribuer au financement de ces bourses avec ses propres revenus.

3.5.2 Contribution de l'Etat au financement des internats

Le financement de la FP inclue également les frais d'internat pour le logement des stagiaires. Outre les dépenses d'investissement, qui couvrent la construction et l'équipement des résidences, les frais d'internat comprennent plusieurs aspects dont : les charges d'entretien et réparation du matériel d'internat, l'alimentation humaine, frais de lingerie, achat de mobilier et de matériel d'internat, etc. En se basant sur les données disponibles, l'analyse porte sur l'étude de l'évolution des frais d'internat relatifs aux instituts relevant du département de l'agriculture et de la pêche maritime. Ces derniers

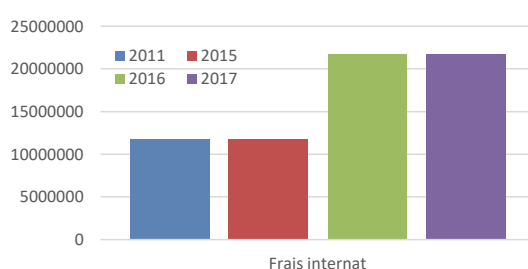
³² Décret 2.17.408 du 4 Août 2017

ont connu une évolution considérable entre 2011 et 2017, soit une augmentation de 85% sur cette même période, et ce comme visible sur le graphique ci-dessous.

Ceci s'explique d'une part, par l'augmentation des effectifs des stagiaires et d'une autre, par la caractéristique de la formation agricole qui est souvent effectuée dans des exploitations en dehors des métropoles et qui nécessite l'extension de l'offre des internats pour une meilleure rétention des stagiaires.

Le tableau suivant illustre l'évolution des frais d'internat pour le Département de l'Agriculture.

Figure 29 : Evolution des frais d'internats des centres de FP relevant du département de l'agriculture en Dhs (2011 à 2017)



Source : Compilation et traitement de données effectués à partir des lois de finances « dépenses du budget général » pour la période 2011-2017

Par ailleurs, comme illustré dans le Tableau ci-dessous, la majorité des frais d'internat sont dédiés aux charges de l'alimentation qui représentent plus de 90% de l'ensemble des frais.

Si l'on prend comme exemple la FP dans le secteur agricole, la période 2011-2017, les frais d'alimentation ont presque doublé alors que la valeur des autres charges n'a pas changé. Ceci, comme précisé auparavant, est dû à l'augmentation des effectifs des stagiaires internes.

Tableau 26 : Allocation des frais d'internats relative aux centres de FP Enseignement technique agricole pour 2015- 2017

Frais internats	2015		2017	
	Valeur en Mds	Part en %	Valeur en Mds	Part en %
Entretien et réparation du matériel d'internat	40000	0,34%	40000	0,18%
Alimentation humaine	11.000.000	93,78%	21.000.000	96,65%
Achat de combustibles	592.000	5,05%	592.000	2,72%
Achat de produits de nettoyage	74.000	0,63%	74.000	0,34%
Frais de lingerie	23.000	0,20%	23.000	0,11%
Total frais internat	11.729.000	100%	21.729.000	100%

Source : Ministère de l'Economie et des Finances : Projet de budget sectoriel (morasse budgétaire) de 2011 à 2017

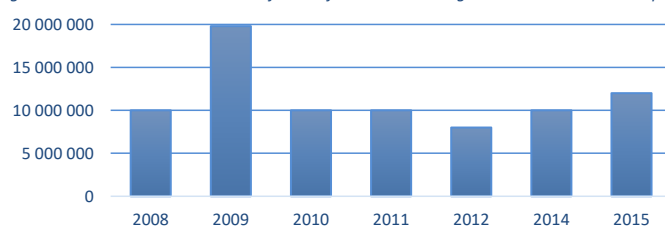
3.5.3 Stagiaires des établissements privés

C'est dans ce sens, pour couvrir une partie des frais de formation professionnelle initiale supportée par les ménages, l'Etat a dédié depuis 2007 des contributions aux frais de formation des stagiaires des EFP privés accrédités, dans les filières de formation de niveau technicien spécialisé. Mais ces fonds, comme expliqué précédemment reviennent aux établissements, et tiennent lieu de subvention de fonctionnement. La contribution de l'Etat couvre le 1/3 des frais de formation, pratiqués par les établissements, sans dépasser 4 000 DH par stagiaire et par an. Elle est versée directement à

l'établissement de formation professionnelle privé accrédité choisi par le stagiaire sous les conditions suivantes :

« Le nombre de stagiaires bénéficiaires de cette contribution par établissement éligible est déterminé en fonction de la capacité d'accueil de la filière concernée et du nombre des demandes formulées dans la limite maximale de 50% de l'effectif des stagiaires inscrits, au cours de l'année précédente, dans les filières de formation retenues, sans dépasser 30 stagiaires par établissement et par promotion »³³.

Figure 30 : Contribution de l'Etat aux frais de formation des stagiaires des établissements privés



Source : Compilation et traitement de données effectués à partir des lois de finances « dépenses du budget général » pour la période 2008-2015

La contribution aux frais de formation des stagiaires des établissements privés de FP a connu des variations. En effet, celle-ci est passée de 10 millions Dhs en 2008 à 19,8 millions en 2009 pour baisser à 8 Millions en 2012, puis atteindre à nouveau 12 millions en 2015 soit une baisse de 39% par rapport à 2008. Par ailleurs, malgré cette baisse, l'effectif des stagiaires bénéficiaires de la contribution et des EFPP concernés a connu une nette amélioration, comme illustré dans le Tableau suivant :

Tableau 27 : Evolution du nombre de stagiaires et des établissements privés accrédités concernés

Années	EFPP accrédités concernés	Effectif des bénéficiaires de la contribution
2007/2008	72	769
2008/2009	83	1.460
2009/2010	112	1.711
2010/2011	133	2.165
2011/2012	186	2.598

Source : Secrétariat d'Etat chargé de la Formation Professionnelle

Le taux des bénéficiaires de la contribution de l'Etat aux frais de formation pour les populations éligibles des EFPP privés accrédités en 2014 est estimé à 10,2%. Dans son projet de performance de 2017, le Secrétariat d'Etat chargé de la Formation Professionnelle vise à augmenter ce taux à 12%.

³³<http://SEFP.gov.ma/formation-professionnelle-privée/contribution-de-letat.html>

Chapitre 4 : Enseignement des expériences internationales en matière de financement de la formation professionnelle

Dans ce chapitre, nous proposons quatre expériences : France, Allemagne, Québec, qui sont convenus dans notre rapport méthodologique, et la Tunisie, qui n'est pas convenue, et qui a été rajoutée en remplacement du Mexique, pour lequel il n'y a que très peu de données pertinentes. Dans ces pays, le mode de financement de la formation professionnelle peut constituer une source d'inspiration pour le Maroc. Les enseignements de ces expériences vont permettre de formuler les recommandations dans le dernier chapitre.

4.1 Lecture de l'expérience française

En 2012, la dépense nationale pour la formation professionnelle et l'apprentissage en France s'est élevée à 32 milliards d'euros. Elle est proche de celle de l'année précédente (-0,1 %) après avoir augmenté de 0,9 % en 2011. Rapporté au PIB, l'effort de formation est en revanche toujours en léger repli (1,52 % après 1,54 % en 2011). Les entreprises demeurent le principal financeur (43 % de la dépense globale) mais leur dépense augmente moins qu'en 2011 (+0,8 % contre +2,9 %). Les régions sont, comme entre 2007 et 2009, le deuxième financeur, avec 14 % de la dépense totale, malgré une dépense qui stagne. L'État, dont la dépense recule (-8,8 %), totalise un montant proche de celui des régions (14 %). La dépense destinée aux jeunes est en baisse (-4,3 %) alors que celle en faveur des demandeurs d'emploi et des actifs occupés du secteur privé progresse (respectivement +2,3 % et +0,7 %).³⁴. Il est réparti entre les fonds publics et les fonds privés.

4.1.1 Fonds publics

- L'État, pour la formation de certains publics prioritaires (immigrés, détenus, soutien à de nouvelles filières d'ingénieurs...);
- Les régions, suivant leurs objectifs territoriaux ;
- Le régime d'assurance chômage, pour les salariés indemnisés ayant perdu leur emploi, via les ARE (allocations de retour à l'emploi) ;
- L'AGEFIPH (Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées) et le FIPHP (Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) ;
- Les employeurs publics, pour la formation des fonctionnaires et agents des trois fonctions publiques ;
- Le fonds social européen, pour certains programmes spécifiques.

4.1.2 Fonds privés

En formation continue, la source principale de financement provient des taxes prélevées sur les entreprises. Les entreprises ont en effet l'obligation légale de contribuer au développement de la formation par un prélèvement obligatoire, variable selon la taille de l'entreprise, chiffré en pourcentage de leur masse salariale brute. Le droit individuel à la formation (DIF), créé en 2004, est ainsi indirectement financé par les employeurs. Les entreprises ayant recours à des contrats à durée déterminée (CDD) abondent également un fonds spécifique pour financer les congés individuels de formation des employés concernés (CIF-CDD), à hauteur de 1% de la masse salariale brute que ces

³⁴Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Formation Professionnelle. Rapport de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques. Février 2015. N° 014

derniers représentent. L'allocation des montants cotisés dépend du nombre d'employés de l'entreprise (de 0,55 à 1,6% de la masse salariale).

- Les entreprises via les OPCA (Organismes paritaires collecteurs agréés), gérés par les partenaires sociaux, qui mutualisent les financements obligatoires des entreprises. L'obligation légale de financement est aujourd'hui de 1,6% de la masse salariale pour les entreprises ayant au moins 20 salariés ; 1,05% de 10 à 19 salariés ; 0,55% pour les entreprises de moins de 10 salariés. S'y ajoutent les fonds investis au-delà de cette obligation ;
- Les contributions des ménages.

Collecte et administration de la taxe

La Taxe sur la masse salariale collectée par les Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA), structures associatives à gestion paritaire qui collectent les contributions financières des entreprises qui relèvent de son champ d'application dans le cadre du financement de la formation professionnelle continue des salariés des entreprises de droit privé.

Les entreprises sont soumises à :

- Taxe d'Apprentissage (TA) : 0,68 % de la masse salariale de l'année précédente, c'est-à-dire le montant total des rémunérations soumises aux cotisations et des avantages en nature versés par l'entreprise
- Contribution à Formation continue : 0,55% de la masse salariale pour les entreprises de moins de 10 salariés et 1% pour celles de plus de 10 salariés et plus. Pour les entreprises de 250 salariés et plus, la taxe d'apprentissage est complétée par la Contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA).

Chaque entreprise verse sa cotisation directement à l'OPCA qui la représente (21 OPCA).

La déclaration des rémunérations se fait au moyen de la Déclaration annuelle des données sociales. Pour le versement, les entreprises doivent obligatoirement se rapprocher d'un OPCA avant le 1er mars de l'année suivant celle du versement des salaires à raison desquels la taxe est due. Les OPCA mettent à disposition des bordereaux de versement de la taxe et, pour certaines, un outil en ligne permettant de calculer et de procéder au versement de la taxe.

Gouvernance

Les OPCA sont des associations à but non lucratif, agréées par l'État pour gérer les contributions des entreprises au titre de la Formation professionnelle continue (FPC) et de la Taxe d'Apprentissage (TA). Elles sont créées par voie d'accord conclu entre organisations syndicales d'employeurs et de salariés. Chaque accord définit son champ d'application (géographique, professionnel ou interprofessionnel), la composition paritaire du conseil d'administration et les règles de fonctionnement de l'OPCA (conditions de prise en charge des formations...).

Pour collecter et gérer les contributions des entreprises, les organismes collecteurs doivent impérativement obtenir un agrément de l'État, délivré après vérification des capacités et du mode d'organisation de l'organisme demandeur. Exemple de modèles :

OPCA pour le Développement de l'Emploi et de la Formation dans l'Industrie (OPCA DEFI) : Le conseil d'administration paritaire de l'OPCA est composé à parts égales d'un collège salarié et d'un collège employeur. Il est composé de 40 membres titulaires et 20 membres suppléants, désignés pour un mandat d'une durée de 2 ans renouvelable. Le conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus

étendus pour accomplir et autoriser tous actes conformes aux missions de l'OPCA, aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles (arrête les orientations stratégiques de l'OPCA, valide les propositions des sections professionnelles, etc.).

Les OPCA ne sont pas opérateurs de formation. Ils gèrent et financent des actions de formation et de conseil (instruit et suit les demandes de prises en charge des dossiers de formation des salariés et des demandeurs d'emploi, participe au financement des actions de formation des salariés et des demandeurs d'emploi dans les conditions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur, etc.).

4.2 L'expérience Tunisienne

Il existe trois modes de financement de la formation :

14. Financement de la formation initiale,
15. Financement de la formation continue,
16. Financement des projets d'investissement dans le secteur de la formation.

4.2.1 Le financement de la formation initiale

S'agissant du premier point, le budget alloué au secteur sous tutelle du MEF a dépassé les 152 millions de DT en 2008. Ce montant provient d'une part des ressources budgétaires de l'État, qui sont affectées au budget des centres de formation, et d'autre part de la TFP, à travers le reliquat de la taxe non retournée aux entreprises (qui est versée à un fonds de promotion de la formation et de l'apprentissage, créé en 2000).

Rappelons que cette taxe est alimentée à raison de 1 % de la masse salariale pour les activités industrielles, et de 2 % pour les services et autres activités. La TFP représente près de 90 millions de DT, et est utilisée à hauteur d'environ 60 % pour financer les actions de formation continue. Le reste alimente un complément de budget pour l'ATFP et d'autres structures. Outre ces deux sources de financement, l'État a recours à des ressources externes sous forme de dons et de crédits de bailleurs de fonds internationaux comme la Banque mondiale, l'Union européenne, l'AFD, l'Agence de coopération technique allemande pour le développement, la *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit* (GTZ), devenue aujourd'hui GIZ, etc.

4.2.2 Le financement de la formation continue

En ce qui concerne la formation continue, de nouvelles mesures ont été prises pour modifier les mécanismes de financement. Elles s'insèrent dans le cadre d'une loi relative à l'initiative économique, qui a introduit de nouveaux instruments :

- Le crédit d'impôt (CI), qui consiste en une avance sur la TFP (à hauteur maximum de 60%) destinée à financer les dépenses de formation initiale (couvrant l'apprentissage, la formation en alternance et les stages pratiques), et la formation continue en Tunisie ou à l'étranger. Cette avance est également utilisable pour financer les études et les consultations en formation, ainsi que le traitement et salaire du responsable formation au sein de l'entreprise;
- Le droit de tirage, deuxième mécanisme de financement, qui s'adresse essentiellement aux entreprises non soumises à la TFP, à celles bénéficiant d'une exonération, à celles qui ont épuisé l'utilisation de l'avance sur la TFP, ou encore aux artisans et petits métiers. Il finance les activités de formation continue en Tunisie dans un cadre individuel ou collectif, les études et les consultations en formation, les actions collectives réalisées dans le cadre du partenariat avec les organisations professionnelles, ainsi que les actions de validation des acquis d'expérience. Cependant, les bénéficiaires doivent employer des jeunes sous le régime de

- l'apprentissage pour pouvoir bénéficier de cet outil;
- **Le chèque formation (CF)**, qui introduit le principe de la prise en charge par l'État des dépenses de formation initiale dans le secteur privé. L'un des objectifs était de permettre aux jeunes de choisir leur organisme de formation de leur choix, public ou privé. Cette piste devait fournir une solution au financement de la formation privée. Néanmoins, à ce jour, l'utilisation de cet outil demeure faible.

Cette nouvelle réforme n'a pas toujours été bien perçue par les entreprises qui considèrent qu'en pratique, elles ne pourront utiliser que 60 % de leur TFP, le reliquat allant au budget de l'État.

Signalons qu'un autre mécanisme de financement existe, bien qu'il soit rarement utilisé. Il concerne les dispositions de l'article 39 du Code d'incitation aux investissements, stipulant le financement des programmes de formation du personnel des entreprises réalisant un investissement technologique en vue de la maîtrise des nouvelles technologies, de l'amélioration de la productivité et de l'augmentation du taux d'intégration locale. Le montant maximum de la prise en charge par l'État est fixé à 125 000 DT et peut doubler pour des investissements d'une importance particulière.

Enfin, le troisième axe de financement, relatif à l'investissement privé dans le domaine de la formation, est traité dans le code d'incitation aux investissements, qui permet d'attribuer jusqu'à 25 % de subvention aux projets privés engagés dans ce domaine. Le coût de la formation dans les centres privés est supporté par les ménages.

Cependant, dans une optique d'augmentation du flux annuel des individus bénéficiant d'une formation professionnelle, le gouvernement tunisien intervient et soutient financièrement les centres de formation professionnelle principalement au niveau de l'investissement initial.

4.2.3 Financement des Investissements dans les centres de formation du secteur privé

Le code d'incitation aux investissements permet aux organismes privés de bénéficier des fonds d'aide à l'investissement. En plus des avantages communs prévus par le code d'incitation aux investissements (dégrèvement fiscal au profit des promoteurs dans la limite de 35 % des bénéfices ou des revenus nets soumis à l'impôt, exonération des droits de douane et des taxes d'effet équivalent et paiement de la TVA de 10% pour les équipements importés, suspension de la TVA pour les équipements fabriqués localement), les promoteurs d'établissements de formation bénéficient des avantages spécifiques suivants :

- Une prime d'investissement pouvant atteindre 25 % du coût du projet ;
- La prise en charge par l'état d'une part des salaires payés aux formateurs tunisiens recrutés d'une manière permanente sans dépasser 25% et pour une période ne dépassant pas dix années ;
- La prise en charge par l'État de la contribution patronale au régime légal de sécurité sociale au titre des salaires payés aux formateurs tunisiens recrutés d'une manière permanente pendant cinq années avec la possibilité de renouvellement une seule fois pour une même période ;
- La mise à la disposition des investisseurs de terrains dans le cadre d'un contrat de concession conformément à la législation en vigueur.

4.3 L'expérience Allemande

En Allemagne comme pour tout autre pays la formation n'est pas simplement une dépense (pour les entreprises et/ou les individus qui en bénéficient) mais aussi un investissement à court et à moyen terme. En effet, dans un très grand nombre de cas, celui qui « paye » (pour une action de formation) peut, sous certaines conditions, bénéficier d'un « refinancement » direct ou indirect des coûts

entraînés par la formation.

On distingue deux niveaux d'analyse de la formation continue :

- Le « financement » de la formation professionnelle continue (que cette formation soit assurée dans une entreprise pour ses travailleurs, qu'elle soit à l'initiative d'individus ou qu'elle relève de programmes soutenus par les pouvoirs publics) ;
- Le « refinancement » des dépenses de formation professionnelle continue, c'est-à-dire les différentes options à la disposition du « payeur » pour réduire le montant de ses engagements financiers dans le domaine de la formation professionnelle continue.

Au niveau des entreprises, les actions de formation professionnelle continue lancées à l'initiative des employeurs pour leurs salariés sont mises en œuvre et financées par les entreprises elles-mêmes. Ce sont elles qui, dans le cadre des dispositions légales existantes, décident de l'opportunité d'une action de formation, en définissent le contenu et les modalités.

Le financement de ces actions « internes » de formation peut être assuré directement par l'entreprise ou sous une forme « conjointe », par exemple en coopération avec les pouvoirs publics et/ou dans le cadre des actions soutenues par le Fonds social européen. La contribution financière directe de l'entreprise concernée se traduit par l'utilisation, à des fins de formation d'une partie des profits réalisés lors de l'exercice financier précédent.

4.3.1 Le financement de la formation continue assurée par les individus

En règle générale, le préfinancement de ce type de formation est assuré par l'individu lui-même qui utilise ses propres ressources à cet effet. Comme dans le cas précédent, le financement individuel de la formation continue peut être combiné avec d'autres sources, par exemple dans le cas où des entreprises publiques ou privées ou encore le Fonds social européen peuvent également contribuer financièrement à ces actions de formation. Cela est particulièrement vrai avec des prestataires publics de formation quand le coût de la formation est diminué grâce à des cofinancements institutionnels provenant de l'État.

4.3.2 Le financement de la formation continue soutenue par les pouvoirs publics

L'État, et plus généralement les pouvoirs publics, interviennent dans le financement de la formation continue à un double titre : premièrement, ils financent la formation continue de leurs propres employés en tant qu'employeurs ; deuxièmement, les pouvoirs publics apportent leur soutien financier à des prestataires de formation pour des actions de formation dont le coût n'est pas totalement couvert par les droits d'inscription. Ces mêmes pouvoirs publics peuvent également apporter leur soutien financier à des individus ou à des entreprises pour des actions de formation considérées comme nécessaires dans l'intérêt général, là où les participants ne sont pas en mesure de couvrir eux-mêmes les coûts de la formation.

Le financement public de l'éducation et de la formation continue intervient le plus fréquemment sous la forme d'un financement « conjoint ». Cette situation résulte du fait que les fonds et les subventions ne proviennent pas seulement du budget d'une seule entité administrative, mais font intervenir simultanément plusieurs entités administratives. C'est le cas, par exemple, lors des interventions du Fonds social européen.

4.3.3 Le financement de la formation continue et mesures de l'Office fédéral du travail

Comme indiqué précédemment, l'Office fédéral du travail (BA) soutient des actions de formation

continue, non seulement pour ses propres employés mais aussi pour les chômeurs et pour les personnes qui risquent de perdre leur emploi. Ces programmes spécifiques comportent une indemnité, des mesures de requalification et de recyclage. Dans certains cas, l'Office fédéral apporte une aide financière à des prestataires de formation.

Plusieurs situations peuvent se présenter :

- Soutien individuel pour des participations à des programmes d'éducation et de formation continue ;
- Pour autant que les programmes de formation soient reconnus par l'Office fédéral du travail, des indemnités sont allouées par celui-ci à des travailleurs à la condition que ces formations soient préalables au commencement d'une activité (article 77-96 du Code du travail) ;
- Soutien à des prestataires de formation.

Le Code du travail (article 248) prévoit également que l'Office fédéral du travail peut apporter un soutien financier à des prestataires de formation pour des actions de formation initiale et continue. Ce soutien concerne la construction, l'expansion et l'équipement de lieux de formation pour des actions de formation devant contribuer à un retour sur le marché du travail. Les interventions de l'Office fédéral du travail obéissent, dans le domaine de l'éducation et de la formation continue s'inscrivant très précisément dans la mise en œuvre d'une politique active de promotion de l'emploi, à des règles très précises. En tant qu'organisme autonome statutairement dans le cadre de la sécurité sociale, l'Office fédéral du travail est essentiellement financé par les contributions au titre du chômage, soit 6,5 % du revenu salarial brut, versés à part égale par l'employeur et le travailleur. Des subventions du Gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation continue peuvent être accordées à titre exceptionnel quand, dans le cas où l'Office présente un déficit, les obligations sociales du Gouvernement doivent être remplies.

Le système fiscal allemand est ainsi fait qu'il est possible pour les entreprises de considérer leurs dépenses d'éducation et de formation continue comme des dépenses opérationnelles (de fonctionnement) ; la prise en compte de ces dépenses permet de diminuer le montant du revenu imposable des entreprises concernées. Les personnes peuvent, pour leur part, déduire de leur revenu imposable les dépenses d'éducation et de formation qu'elles ont engagées, pour autant que ces dépenses aient directement à voir avec leur activité professionnelle.

En revanche, les dépenses liées aux activités d'éducation et de formation continue qui ne sont pas orientées vers la profession exercée peuvent bénéficier également d'une prise en compte, mais seulement dans la limite d'un plafond de coût par an.

Financement public	<p>Le financement des <u>centres de formation professionnelle public</u> provient principalement du budget public :</p> <p>Des provinces (Länder) qui financent les couts reliés à la masse salariale des enseignants (traitements; avantages sociaux; couts de convention). La contribution des Länder s'élève en moyenne à 80% des couts de fonctionnement des centres.</p> <p>Des municipalités (pour les centres membres du système dual uniquement) qui financent le matériel (mobilier et immobilier) ainsi que les investissements en matériel.</p> <p>Des <u>centres de formation privés</u> existent également, ces derniers nécessitent un agrément de la part des pouvoirs publics (article 7 de la Loi fondamentale) mais fonctionne selon des ressources propres. Des aides financières sont disponibles de la part des pouvoirs publics, mais exclusivement à destination des élèves de ces établissements.</p> <p>Le financement de la <u>formation en entreprise</u> au sein du système dual est financé entièrement par les entreprises qui couvrent :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le cout de formation en entreprise- Le salaire du stagiaire équivalent à approximativement 1/3 du salaire d'un technicien spécialisé et augmentant chaque année de formation. Les salaires sont réglementés au sein des conventions collectives. <p>Les <u>centres de formation inter-firmes (ÜBS)</u> sont opérés par des organismes publics (municipalités) ou des organismes privés sans but lucratif (chambres de commerce). Ils sont financés par des subventions de l'agence fédérale de l'emploi (BA), du ministère fédéral de l'Éducation et de la recherche (BMBF) et des Länder. Les <u>structures de formation (Ausbildungsverbünde)</u> sont généralement financées directement par les entreprises qui bénéficient de leur appui.</p> <p>Le gouvernement fédéral finance des programmes particuliers d'appui et de promotion de la formation professionnelle.</p> <p>(Voir diagrammes plus bas)</p>																														
	<table><tr><th>Organe de financement (fédération, länder, régions)</th><th>2010</th><th>2012</th><th>2014</th><th>2015</th></tr><tr><td>Centres de formation professionnelle (système dual)</td><td>3.1</td><td>3.0</td><td>2.8</td><td>2.8</td></tr><tr><td>Centres de formation professionnel à temps plein</td><td>2.4</td><td>2.3</td><td>2.1</td><td>2.1</td></tr><tr><td>Autres types de FP</td><td>1.9</td><td>2.0</td><td>2.0</td><td>2.1</td></tr><tr><td>ÜBS</td><td>0.04</td><td>0.04</td><td>0.04</td><td>0.04</td></tr><tr><td>Agence fédérale de l'emploi (BA)</td><td>1.8</td><td>1.4</td><td>1.1</td><td>1.0</td></tr></table>	Organe de financement (fédération, länder, régions)	2010	2012	2014	2015	Centres de formation professionnelle (système dual)	3.1	3.0	2.8	2.8	Centres de formation professionnel à temps plein	2.4	2.3	2.1	2.1	Autres types de FP	1.9	2.0	2.0	2.1	ÜBS	0.04	0.04	0.04	0.04	Agence fédérale de l'emploi (BA)	1.8	1.4	1.1	1.0
	Organe de financement (fédération, länder, régions)	2010	2012	2014	2015																										
	Centres de formation professionnelle (système dual)	3.1	3.0	2.8	2.8																										
	Centres de formation professionnel à temps plein	2.4	2.3	2.1	2.1																										
Autres types de FP	1.9	2.0	2.0	2.1																											
ÜBS	0.04	0.04	0.04	0.04																											
Agence fédérale de l'emploi (BA)	1.8	1.4	1.1	1.0																											
Aide financière aux études	<p>L'ensemble des élèves aux niveaux secondaires, postsecondaires et supérieurs ont accès à un système de prêts et bourses pour financer leurs études et frais de subsistance au cours de leurs études (Bundesausbildungsförderungsgesetz ou BAföG). Le système est ouvert aux étudiants dans l'ensemble des établissements publics ou privés. En 2012, 24% de tous les élèves recevaient de l'aide financière.</p> <p>Des programmes spécifiques appuient les étudiants en formation professionnelle telle que le Aufstiegsfortbildungsförderungsgesetz (AFBG). Cette aide financière est couverte par les gouvernements provinciaux et fédéraux.</p>																														
Financement privé	<p>Le cofinancement <i>des établissements publics par des fonds privés</i> est minime en Allemagne et provient des droits d'inscription versés par les élèves.</p>																														

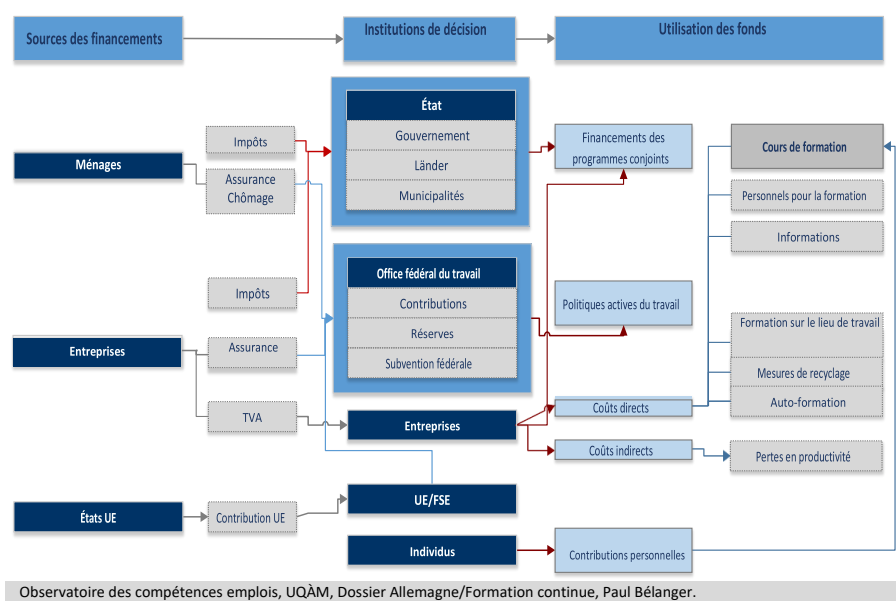
4.3.4 Mécanismes de financement de la formation professionnelle continue

Un ensemble d'acteurs et d'instances participent à la réalisation de la formation continue en entreprise, tant au niveau fédéral que des Länder. Il s'agit principalement :

- Des ménages
- Des entreprises
- Des Etats de l'UE.

Le schéma suivant illustre les relations et interactions du modèle allemand.

Figure 31 : Schéma des relations et interactions du modèle allemand



4.4 L'Expérience du Québec

Le benchmark de l'expérience du Québec traite des formations suivantes :

- Formation professionnelle (niveau secondaire, à partir de 16 ans) offerte par les commissions scolaires (gouvernement local qui gère l'enseignement et la formation) et les écoles de formation privée ;
- Formation technique (niveau postsecondaire, après un diplôme d'études secondaires) offerte par les Collèges d'enseignement général et professionnel (cégep).

En matière de planification

Le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) définit les critères d'analyse des demandes d'ouverture/de modification de programmes de formation. Les établissements (publics et privés) doivent faire autoriser tout programme offert. Les programmes de formation peuvent être autorisés avec ou sans offre de financement selon leur capacité à répondre à la demande de main-

d'œuvre. La planification du MELS se base sur les projections d'Emploi-Québec, l'agence nationale d'emploi responsable de l'estimation des besoins de main-d'œuvre et vise à rapprocher l'offre de la demande de main d'œuvre.

En matière de financement public

Au niveau secondaire

Les commissions scolaires ont accès à 4 principales sources de financement. La distribution du budget de la Commission Scolaire de Montréal (regroupant 13 501 élèves en FP et 10 centres de formation professionnelle) est présentée en exemple³⁵ :

Allocation du MEES (représente près de 70 % du budget tous niveaux confondus)

Le MEES octroie des subventions qui couvrent les opérations courantes (activités éducatives, organisation des services, transport scolaire, service de la dette) comme les investissements (ajouts d'espace, mobilier, appareillage et outillage, Améliorations et transformations majeures). Les subventions sont octroyées selon deux mécanismes :

➤ Allocations de base :

- Couvrent les ressources humaines (couts du personnel enseignant), les ressources de soutien (couts du personnel non enseignant, excluant la direction des centres), les ressources matérielles (matériel didactique et les autres couts)
- Incluent :
 - Allocation pour les cours dispensés (plus importante allocation) : fonction du montant par programme défini par le MEES, d'un facteur d'ajustement propre à la commission scolaire en lien avec la rémunération moyenne de son personnel enseignant et du nombre d'élèves par groupe, du nombre d'élèves en temps plein et d'un facteur d'abandon ;
 - Autres services de formation : budget pour la reconnaissance des acquis extrascolaires, la reconnaissance des acquis scolaires (examens seulement), assistance aux autodidactes, formations à distance.
- Comprennent des ajustements pour financer des programmes provinciaux : mesures de sensibilisation à l'entrepreneuriat, alternance travail-études ;
- Indépendantes des dépenses constatées.

➤ Allocations supplémentaires :

- Couvrent les frais supplémentaires relatifs aux mesures définies par le MEES (soutien au développement pédagogique, soutien aux activités de formation découlant de la politique sur la formation continue, défi de l'entrepreneuriat jeunesse, accès à la formation professionnelle pour les élèves de moins de 20 ans, soutien à la formation de petits groupes en formation professionnelle, formation à temps partiel en formation professionnelle ;
- Allouées sur demandes ou sur déclaration d'effectifs ;
- Sont indépendantes des dépenses constatées ;
- Exemple : Allocation pour services de garde

³⁵CSDM. (2015-2016). Budget. Disponible : <http://csdm.ca/csdlm/la-csdlm-en-chiffres/budget/>

➤ Allocation pour les investissements

- Couvrent les coûts de mobilier, appareillage et outillage ainsi que l'amélioration et transformation des bâtiments (AMT) ;
- Pour les ajouts d'espace, il s'agit d'allocations spécifiques par projet et le financement ne peut être supérieur au coût total du projet.

Revenus autonomes (représente plus de 20 % du budget de la Commission Scolaire de Montréal)

Taxe scolaire versée par les résidents du territoire desservi (taux unique défini par la commission scolaire pour tous les contribuables de son territoire et établi selon les valeurs des propriétés résidentielles et non résidentielles au niveau municipal).

Autres sources (moins de 10% du budget de la Commission Scolaire de Montréal)

- Autres ministères ;
- Formation sur mesure à l'entreprise ;
- Autres types de formation ;
- Revenus propres des centres de formation.

Au niveau postsecondaire

Les cégeps sont principalement financés par le MEES (représente en moyenne 80% des budgets des Cégeps³⁶) :

Allocations de fonctionnement

- Les allocations accordées sont financées à même les crédits annuels votés par l'Assemblée nationale ;
- Elles dépendent principalement du nombre d'étudiants inscrits ;
- Modèle de financement AT = FABES ou l'allocation totale (AT) est égale à la somme de :
 - *Les allocations fixes (F)* visent à garantir un financement minimal à chaque cégep, quelle que soit sa taille. Des allocations fixes particulières sont aussi accordées à plusieurs cégeps opérant dans un contexte particulier ;
 - *Les allocations liées aux activités pédagogiques (A)* assurent le financement des dépenses de l'enseignement (excluant la masse salariale du personnel enseignant); les services à l'enseignement (ressources didactiques, bibliothèques, etc.); les services à l'étudiant; la gestion des ressources humaines; la gestion de l'enseignement; la gestion des ressources financières; la gestion de l'approvisionnement et de la reprographie; la direction générale ;
 - *Les allocations de fonctionnement liées aux bâtiments (B)* subventionnent de manière normalisée les ressources nécessaires pour la gestion des terrains et immeubles, l'entretien ménager, l'énergie, la sécurité et la protection, les assurances sur les biens, l'entretien des surfaces gazonnées, la coordination ;
 - *Les allocations liées au personnel enseignant (E)* financent les coûts reliés à la masse salariale des enseignants (traitements, avantages sociaux, coûts de convention).

³⁶ Réseau collégial du Québec. *Les allocations de fonctionnement*. Disponible : http://lescegeps.com/fichiers/pdf/20090519_les_allocations_de_fonctionnement_chapitre_5.pdf

- *Les allocations spécifiques (S)* sont associées principalement au financement de projets sur la recherche et le développement technologique, la recherche pédagogique, la gestion des programmes, l'entrepreneuriat et autres projets particuliers ;
- *Les Cégeps peuvent affecter librement les sommes allouées au fonctionnement par le ministère de l'Éducation à toute dépense compatible avec la mission qui lui est confiée par la Loi ;*
- *Les subventions FABES sont distribuées en trois temps : à l'allocation initiale : en mai de l'année précédente; en certifications de crédit : tout au cours de l'année; en financement ou récupération : à l'analyse du rapport financier annuel.*

Allocations d'investissement

Couvre le maintien des actifs du parc immobilier et mobilier, le développement informatique (systèmes informatiques) ainsi que le développement immobilier (parachèvements, nouvelles initiatives réserve pour imprévus, plan d'accélération)

Autres sources de revenus

De façon générale, un cégep ne peut réclamer à l'étudiant résident du Québec qui fréquente l'établissement à temps plein le paiement de droits de scolarité pour l'enseignement qu'il dispense pour un programme conduisant à l'obtention d'un diplôme d'études collégiales (DEC). Des frais afférents peuvent cependant être facturés selon la réglementation en vigueur.

➤ En matière d'aide Financière aux études

Le programme d'aide financière aux études du gouvernement du Québec offre des prêts et bourses à l'ensemble des élèves (du secondaire au supérieur) fréquentant un établissement d'enseignement reconnu (public ou privé). En 2016, le Québec y a consacré 745 millions de dollars canadiens.

➤ En matière de financement de la Formation Continue

Taxe sur la masse salariale (cotisation au Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre ou FDRCMO) définie par la Loi sur les compétences, et payée par toutes les entreprises :

- Ayant une masse salariale dépassant 2 millions de dollars
- Ayant consacré une somme de moins de 1 % de celle-ci à des dépenses de formation admissibles

Les dépenses admissibles sont faites par l'employeur au bénéfice de son personnel; elles peuvent être effectuées sous forme de soutien à leur formation.

La cotisation est collectée par Revenu Québec (agence de perception des impôts) et remise au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale égale à la différence entre 1 % de la masse salariale et des dépenses de formation admissibles.

➤ En matière de financement privé de la formation initiale

Les formations offertes aux niveaux secondaire et postsecondaire dans des établissements publics sont gratuites pour les élèves à temps plein. Cependant, certains frais afférents peuvent être demandés à tous les élèves.

Au niveau postsecondaire:

- Droits d'admission plafonnés à 30 \$ (en 2015)
- Droits d'inscription : Les cégeps peuvent exiger des droits pour des actes administratifs relatifs à la consignation des informations concernant un étudiant et son cheminement scolaire. Droits plafonnés à 5 \$ par cours, ou 20 \$ par session, par étudiant.
- Autres droits afférents aux services d'enseignement : Les cégeps peuvent exiger des étudiants des droits pour des activités qui se rapportent au service d'enseignement, mais qui ne sont pas liées à l'admission ou à l'inscription (ex. : services d'orientation). Droits plafonnés à 6 \$ par cours, ou 25 \$ par session, par étudiant.
- Droits de toute autre nature : Les collèges peuvent exiger des étudiants des droits supplémentaires pour des services liés à la vie étudiante (ex. : activités socioculturelles). Droits non plafonnés.
- Par ailleurs, des frais de scolarité peuvent être facturés aux étudiants internationaux (varient entre 15 000\$ et 20 000\$ par an)

Encadrement de gestion pour les niveaux secondaires et postsecondaire

➤ Pour les dépenses de fonctionnement

Les ressources financières versées par le Ministère ont été votées par l'Assemblée Nationale du Québec. Le Ministère fait ensuite approuver par le Conseil du trésor les règles budgétaires annuelles (normes d'allocation) qui permettent d'établir les montants propres à chaque organisme d'enseignement.

Sur la base de prévisions de clientèle et de normes unitaires préétablies par le Ministère, les montants admissibles aux subventions sont établis par organisme d'enseignement et transmis à ces derniers afin que ceux-ci établissent leur budget, lequel doit être autorisé par le Ministre s'il n'est pas en équilibre. Le montant total autorisé est versé sur une base mensuelle selon un calendrier qui tient compte des besoins de liquidités des organismes et de leurs revenus propres.

Une réévaluation des besoins est faite en cours d'année lorsque les données sur les clientèles sont disponibles. Les derniers versements mensuels prennent en considération le réajustement des besoins.

➤ Pour les dépenses d'investissement

➤ Le niveau de ressources de l'État pour les investissements est d'abord établi par le gouvernement dans le cadre du Plan Quinquennal d'investissement, lequel est mis à jour annuellement. Les allocations propres à chaque organisme d'enseignement sont ensuite établies selon des normes que le ministère fait approuver par le Conseil du trésor ;

➤ Les allocations accordées sont financées temporairement à même des marges de crédit autorisées qui seront converties en emprunts à long terme. Les coûts du service de la dette (intérêts sur les emprunts à court et long terme, les versements de fonds d'amortissement et les remboursements du capital) sont financés à même les crédits votés par l'Assemblée nationale.

L'enveloppe budgétaire du fonds d'investissement pour une année scolaire est le résultat de l'indexation des enveloppes récurrentes à laquelle s'ajoutent des demandes soumises par les organismes, analysées par le Ministère, retenues par le ministre et autorisées par le Conseil du trésor.

➤ **En matière de reddition des comptes**

Le Ministère détermine la forme du budget et des rapports financiers qui doivent être transmis au Ministère selon des dates convenues. Les organismes d'enseignement peuvent conserver leurs surplus, mais sont aussi responsables de leurs déficits. Lors de l'analyse des rapports financiers, le Ministère peut réduire le montant de la subvention si des dépenses ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur.

Le Vérificateur général du Québec a pour mission de favoriser, par la vérification, le contrôle parlementaire sur les fonds et autres biens publics, notamment les subventions à la formation professionnelle. Pour ce faire, il produit des rapports dans lesquels il communique aux intéressés ses constatations, ses commentaires et ses recommandations. Son apport consiste à promouvoir, en ce qui a trait à l'information financière et à celle sur la performance, une reddition de comptes à la fois rigoureuse et transparente.

Chapitre 5 : Recommandations et capitalisation sur les expériences internationales

5.1 Les constats

Rappelons que la taille financière de la formation professionnelle au Maroc atteint 4,5 milliards de DH, soit 0,44 % du Produit intérieur brut. Elle progresse de 6 % chaque année (moyenne établie entre 2001 et 2007). Cette somme est supportée à 77 % par l'État et à 18 % par le privé et les foyers. Le reliquat de 5 % émane de donations de la collaboration mondiale. Malgré les ressources propres de l'État, la Taxe de la Formation Professionnelle (TFP) (1,6 % des salaires) est la plus importante source de financement. Néanmoins, alors que cette taxe est payée par les sociétés, celles-ci n'en récupèrent qu'une petite partie pour financer leur action de Formation en cours d'Emploi. La part essentielle est en effet affectée au financement des activités du secteur public, et exclusivement l'OFPPT.

Les ressources budgétaires, y compris les ressources des bailleurs de fonds, devraient augmenter pour faire face aux besoins de l'économie en compétences et tenir compte des coûts réels de la FP. La formation initiale est dominée à 70% par l'offre de l'OFPPT, et celle-ci est intégralement financée, à compter de 2016, par la TFP et les contributions des stagiaires. En parallèle à la poursuite de son effort d'investissement, l'OFPPT vise aussi à optimiser les structures existantes (application du système de roulement, raccourcissement du parcours de formation, etc.). Aussi, l'apport additionnel à attendre devrait venir des ressources publiques. C'est ainsi que le financement public pourrait contribuer encore plus à l'effort national de formation initiale, en plus des financements des bailleurs de fonds étrangers.

Au-delà des éléments précités, les informations recueillies sur les modalités de financement du dispositif de formation professionnelle initiale révèlent une approche budgétaire axée sur l'offre, et non sur les résultats, faisant montre d'une dynamique d'accompagnement d'un programme de mise à niveau de l'économie, selon la demande spécifique des secteurs productifs.

Ce rapport a permis de soulever les éléments suivants :

- L'offre de la formation professionnelle est fragmentée entre plusieurs opérateurs, de même que le financement des prestataires de formation ;
- Le nombre des entreprises qui recourent à la formation continue au profit de leurs salariés demeure très faible, ce qui réduit donc l'utilisation de l'argent de la TFP, et conduit à son utilisation pour la formation initiale ;
- Le poids de la contribution des ménages dans le financement de la FP est difficile à estimer, mais il est certain qu'il reste faible, compte tenu de la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages concernés ;
- La contribution de l'Etat aux frais de formation des stagiaires ne concerne pas tous les opérateurs publics. En effet, seuls les établissements relevant des départements bénéficient d'une contribution de l'État ;
- Le système des bourses reste embryonnaire au Maroc. Il concerne uniquement 10% des stagiaires (bourses) dans les EFPP, alors que la formation relevant du secteur privé est principalement urbaine et coûteuse pour les stagiaires. Un élargissement est prévu en 2018 avec des bourses pour les stagiaires de l'OFPPT. Son développement pourrait apporter un souffle important à la FP initiale ;
- La part des ressources financières dédiées à la FP dans le PIB est faible (0,44%). Elle est également faible dans le budget des opérateurs sectoriels, tout en étant variable selon les secteurs (0,5% pour l'artisanat et 5% pour le tourisme) ;

- Les ressources financières allouées à la FP sont dédiées majoritairement aux dépenses de fonctionnement et semblent ne pas se baser sur une prévision de l'évolution de l'effectif des stagiaires ou sur les besoins en financement des centres de formation ; la part dédiée au soutien au stagiaire (Bourses, Internat) reste très faible. Aussi, le financement n'est pas en faveur de l'égalité des chances, car le plus gros des financements va à l'OFPPT, qui reste ouvert à toutes les couches sociales, y compris les plus aisées, sans discrimination positive, ni en faveur des plus démunis, ni en faveur des filles ;
- Certains Instituts publics de Formation professionnelle sont qualifiés par le ministère de l'économie et des finances de SEGMA, statut qui leur confère plus d'autonomie et de souplesse dans leur gestion et permet une meilleure efficacité des politiques publiques sectorielles. Cependant, les subventions accordées aux SEGMA chargés de la FP semblent ne pas se baser sur une prévision des évolutions des besoins et ou des effectifs des centres de formation. A titre d'exemple : le montant des subventions accordées aux IAT relevant du département de l'Artisanat est le même depuis 2013, aussi, les subventions allouées aux ITHT relevant du ministère du tourisme ont connu une baisse de 24% en 2017 par rapport à 2011 ;
- Certains opérateurs publics ne disposent pas d'internats, ce qui peut impacter négativement le taux de rétention des stagiaires, particulièrement dans les secteurs qui nécessitent des centres de formation sur site ;
- Les dépenses allouées à la FP ne sont pas regroupées dans un seul compte. En effet, la collecte de l'information financière a supposé dans le cadre de ce rapport :
 - La consultation des lois de finances par année ;
 - La recherche et la collecte de l'information financière par année et par département ;
 - Des rencontres avec des représentants du MEF, des départements formateurs et de l'OFPPT ;
- L'Etat marocain a mis en place un système de remboursement des dépenses de formation dans le but de les inciter à former leurs employés. Ce système est basé sur les CSF et sur les GIAC. Cependant, selon l'enquête emploi réalisée en 2016 par le Haut-Commissariat au Plan (HCP), une proportion de 98,2 % des salariés n'a bénéficié d'aucune formation prise en charge par l'employeur au cours des 12 derniers mois. Face à cette situation une réforme globale de la formation continue est entamée et ce, à travers l'adoption des mesures de simplification et de dynamisation des CSF d'une part, et d'autre part à travers l'adoption (en cours) du projet de loi n°74-13 relatif à la formation continue par le Conseil de Gouvernement ;
- Les sources de financement des ONG sont principalement : les subventions de l'Etat et les dons des bailleurs de fonds. Cependant, ces deux derniers opérateurs opèrent en îlots, séparément de la formation instituée par les départements publics. Ainsi, un partenariat public-privé, qui est d'ailleurs une des recommandations de la charte et du programme d'urgence, devrait être activé.
- Les ménages de leur part, sont des intervenants principaux dans la formation professionnelle initiale et continue. Cependant, leur contribution totale dans le financement de la formation professionnelle est difficile à mesurer du fait que ceci suppose l'accès aux bases de données des enquêtes de consommation ou celles du niveau de vie des ménages. Toutefois, les sources de financement de la FP des ménages sont principalement leurs ressources propres (revenu).

5.2 Les premières recommandations issues de l'analyse et du Benchmark

Les diverses expériences dans les pays abordés par l'exercice de benchmark mettent en évidence des pistes intéressantes d'amélioration du dispositif marocain de formation professionnelle sur un axe court et moyen terme. Au niveau des subventions et appuis budgétaires, le renforcement et encouragement du secteur privé ne peut s'opérer sans incitatifs budgétaires. Dans les diverses formules étudiées, il n'existe pas de secteur privé purement privé et la tendance générale du réseau de ces établissements va vers la recherche de subventions de fonctionnement.

Le mécanisme d'accréditation des établissements privés de formation initiale, à l'image des modèles benchmarkés, est un facteur d'assurance qualité. Mais les EFPP accrédités doivent bénéficier d'un soutien fiscal pour préparer et maintenir leur niveau de performance et conquérir d'autres territoires que l'axe d'activité El Jadida-Kenitra. Les autorités devraient veiller à ce que ce soutien soit répercuté sur les frais de formation, pour solvabiliser la demande des ménages des classes moyennes.

Les EFPP accrédités ont un Chiffre d'Affaires dominé par la Formation Initiale, et ne sont producteurs de TVA aux yeux du Fisc qu'au prorata des actions de Formation Continue facturée. Ce mécanisme est de nature à les encourager à développer leurs prestations de FC.

Pour les ménages qui orientent leurs enfants dans le secteur privé de la FP, ils devraient bénéficier d'un abattement fiscal en rapport avec les frais de formation qu'ils supportent. Cette dépense fiscale soulagerait le budget de l'Etat à travers l'offre additionnelle qu'elle permettrait, et améliorerait la solvabilité des ménages.

Par ailleurs, la création d'une instance nationale de régulation permettrait de favoriser un partage équitable des commandes gouvernementales en matière de formation professionnelle et de formation continue, dans les secteurs publics et privés.

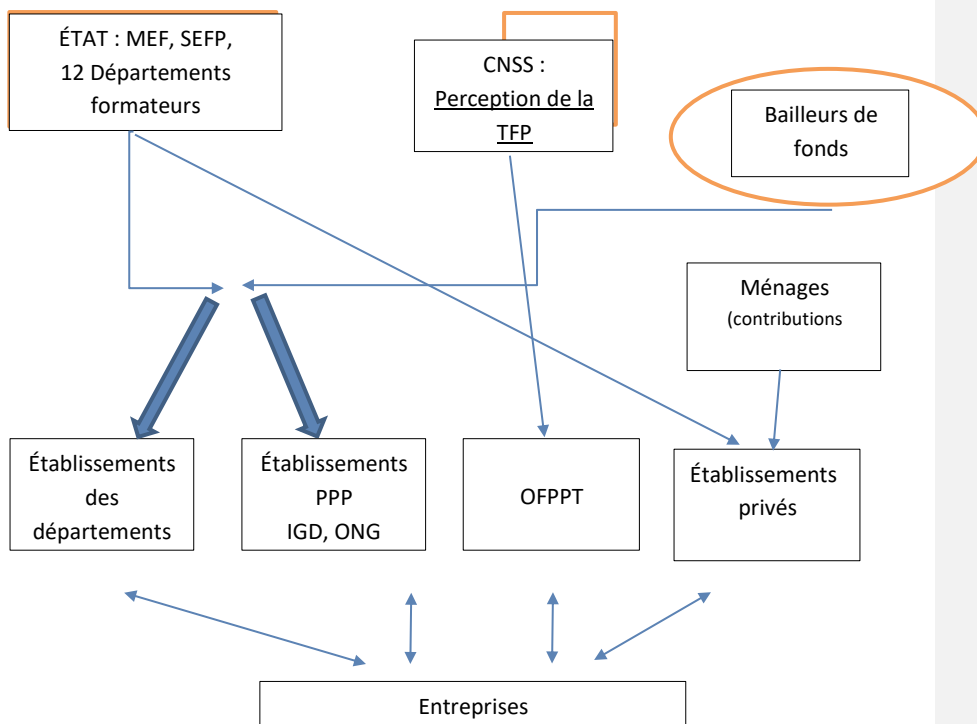
Enfin, la mise en place d'un mode d'allocation des ressources normé, transparent et équitable à la fois pour les bénéficiaires et les établissements, accompagnée d'une amélioration de la gouvernance globale de la formation professionnelle, permettrait de connaître plus facilement les sommes affectées à la formation professionnelle et une meilleure reddition de compte en ce domaine.

Pour répondre à ces questions, quelques propositions de mesures financières peuvent être adoptées. Il s'agit de nouveaux instruments à instaurer :

- Le crédit d'impôt (CI), qui consiste en une avance sur la TFP (à hauteur maximum de 60 %) destinée à financer les dépenses de formation initiale (couvrant l'apprentissage, la formation en alternance et les stages pratiques), et la formation continue. Cette avance est également utilisable pour financer les études et les consultations en formation, ainsi que le traitement et salaire du responsable formation au sein de l'entreprise ;
- Le droit de tirage, deuxième mécanisme de financement, qui s'adresse essentiellement aux établissements non soumis à la TFP, ou aux artisans et autoentrepreneurs. Il financerait les activités de formation dans un cadre individuel ou collectif, les études et les consultations en formation, les actions collectives réalisées dans le cadre du partenariat avec les organisations professionnelles, ainsi que les actions de validation des acquis d'expérience. Cependant, les bénéficiaires doivent employer des jeunes sous le régime de l'apprentissage pour pouvoir bénéficier de cet outil ;
- Le chèque formation (CF), ou la mise en place d'un véritable système de prêts et de bourses, qui introduit le principe de la prise en charge par l'État des dépenses de formation initiale dans le secteur privé. L'un des objectifs est de permettre aux jeunes de choisir leur organisme de formation qui répond à leurs attentes, public ou privé. Cette piste devait fournir une solution au financement de la formation privée ;
- La mise en place d'un mode d'allocation pour l'ensemble des établissements publics et une base comparable pour les établissements privés.

Annexe 1 : Le schéma global du modèle de financement de la formation professionnelle

Figure 32 : Schéma global du modèle de financement de la formation professionnelle



Annexe 2 : Les Forces et faiblesses, Menaces et opportunités du Système de financement de la Formation professionnelle au Maroc

Figure 332 : Matrice SWOT-Financement de la FP-

Synthèse de la SWOT du Système de Financement de la Formation Professionnelle

FORCES

- Mécanisme de financement de la FP autonome et en croissance durable (TFP)
- Panel de ressources de financement diversifié & complémentaire
- Croissance importante de capacité, efficacité de la gestion autonome et coût par stagiaire en diminution à l'OFPPPT
- Patrimoine d'infrastructure et d'équipements développé
- Capital humain et d'expertise à promouvoir et entretenir
- Existence d'un canevas de CSF, avec allocation financière sur la TFP
- Taux de remplissage de des centres en amélioration
- Rationalisation qualitative des établissements privés en cours
- Fonds extérieurs et subventions en faveur de la FPI importants

FAIBLESSES

- Secteur de FP public hors OFPPPT non structuré, inefficace et sans cohérence de sa comptabilité et circuits budgétaires.
- L'expérience des SEGMA s'essouffie et n'octroie pas de vraie autonomie de décision
- Un pilotage du secteur privé qui a atteint ses limites d'efficacité
- Taux d'abandon des Apprentis élevé (30 à 40%)
- Circuits d'incitation à la FCE non encourageants et créant l'éviction
- Secteur privé de la FPI en dessous de son potentiel, faute d'une politique de régulation et d'encouragement
- Charge financière des écoles privées reste élevée pour les familles, malgré les bourses, encore limitées

OPPORTUNITES

- Stratégie Nationale 2021 de la FP volontariste
- Des plans de développement économique sectoriels ambitieux
- Développement prometteur des IGDs (SEFP et OFPPPT)
- Un secteur privé rentable et bancable
- Inclusivité sociale des Centres de formation des Départ. Formateurs
- Potentiel des formations Bac professionnel pour une intégration enrichissante du dispositif de la FP
- Exportabilité africaine de l'expertise marocaine et l'attractivité de stagiaires étrangers porteuses de développement

MENACES

- Les budgets publics alloués à la FPI restent faibles et stagnants
- Le mécanisme de financement de la FCE en crise menace l'essor de l'activité autant que la productivité en entreprise
- Certaines entreprises ne s'engageant pas dans l'Apprentissage et ne s'impliquent pas suffisamment dans l'appui à la FPI
- Limites de la capacité des ménages à soutenir l'effort de financement de la formation

Annexe 3 : Les Contrats spéciaux de Formation (CSF)

Le dispositif des Contrats Spéciaux de Formation (CSF) est géré de façon tripartite (Etat, Employeurs et Salariés). Il s'agit d'un système mutuel qui permet aux entreprises qui sont à jour dans leurs contributions à la taxe de formation professionnelle (TFP) d'être remboursées pour leurs dépenses en formation continue.

En outre, la vérification des entreprises bénéficiaires des CSF est effectuée par l'OFPPT sur la base des données fournies et mises à jour mensuellement par la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale (CNSS), dans le cadre d'une convention entre les deux organismes. Ce système implique les partenaires sociaux à savoir : les employeurs par le biais de leur association : la Confédération Générale des Entreprises Marocaines (CGEM), et les employés, par le biais de l'Union Marocain des Travailleurs (UMT), pour les décisions relatives au remboursement de la formation.

Les actions de formation dans le cadre des CSF sont diverses et modulables. On peut parler d'actions individuelles ou des actions de formation groupées relatives à un groupement d'entreprises du même secteur ou de la même zone industrielle. Les actions individuelles comprennent les actions de formation planifiée (FP), les actions de formation non planifiée (FNP), les actions d'alphabetisation fonctionnelle (Alpha) :

Les Actions de Formation Planifiée (FP) : A ce niveau l'entreprise peut élaborer annuellement un plan de formation qui transcrit l'ensemble d'actions de formation nécessaires. Les actions de formation découlent donc d'une étude d'ingénierie de formation que les actions de formations planifiées tentent de réaliser. En somme, les actions de formation planifiée ont pour objectif de réaliser des actions de formation déjà formulées par l'entreprise.

Les Actions de Formation Non Planifiée (FNP) : contrairement aux actions de formation planifiée, les actions non planifiées ont un caractère conjoncturel. Elles sont réalisées en dehors du cadre d'un plan de formation.

Les Actions d'Alphabetisation Fonctionnelle (Alpha) : Les actions d'alphabetisation fonctionnelle visent à dispenser aux salariés des cours de soutiens similaires à la formation initiale. Il s'agit essentiellement des compétences linguistiques et mathématiques.

En ce qui concerne les actions groupées, celles-ci concernent la réalisation des plans de formations groupés, mis en œuvre au profit des entreprises membres d'associations d'entreprises ou de zones industrielles. On parle alors des Groupements Interprofessionnels d'Aide au Conseil (GIAC) qui sont également une œuvre des pouvoirs publics.

Quelques définitions

Système des Contrats Spéciaux de Formation (CSF)

Ce système, géré par un comité central et 10 comités régionaux, à composition tripartite (Etat, Entreprises, Salariés), vise à inciter l'entreprise à intégrer la formation dans son plan de développement en lui accordant une assistance financière pour la réalisation des actions de formation de ses ressources humaines.

Les CSF permettent à l'entreprise, qui a engagé des actions de formation au profit de son personnel, de récupérer une partie du montant des dépenses consentis à cet effet.

Les taux de remboursement des dépenses effectuées par les entreprises peuvent atteindre :

- 70% pour les actions de formation planifiées individuelles ;
- 90% pour les actions de formation planifiées groupées ;
- 40% pour les actions de formation non planifiées ;
- 80% pour les actions d'alphabétisation professionnelle.

Groupements Interprofessionnels d'Aide au Conseil (GIAC):

Neuf GIAC ont été créés entre 1995 et 2006, dans l'objectif d'apporter une assistance technique et financière aux entreprises pour faire émerger leur demande en formation en cours d'emploi et identifier leurs besoins en compétences.

Les taux de financement des actions assurés par les GIAC atteignent :

- 100% pour les actions d'information et de sensibilisation ;
- 70% pour les études et le conseil pour la définition d'une stratégie de développement;
- 70% pour l'ingénierie de formation.
- En ce qui concerne le dispositif du (GIAC), celui-ci correspond aux associations constituées par les organisations et fédérations professionnelles des entreprises financées par l'Etat et gérées par la profession.
- Ce mécanisme a pour objectif majeur la sensibilisation des entreprises de l'importance que revêt la formation continue sur leur compétitivité et stimuler par conséquent la demande des entreprises en matière de formation continue. Il a également pour fin l'identification et l'expression des besoins en compétences des entreprises, en leur apportant une assistance technique et financière. En effet, neuf (9) GIAC sont jusqu'à maintenant constitués et couvrent plusieurs secteurs :

Tableau 28 : Types du GIAC par le secteur/branches couverts

Type de GIAC	Les branches de secteurs couverts (e) S
GIAC tertiaire	Services
GIAC1 - IMME	<ul style="list-style-type: none"> - Métallurgie - Fabrication des machines et d'appareils électriques - Industrie automobile - Le commerce et réparation d'automobile - Production et distribution de l'électricité, du gaz et de la chaleur - Industrie chimique - Industrie du caoutchouc et des plastiques
Textile-Cuir de GIAC	Industrie de : textile, pour faire cuire et de la chaussure, de l'habillement et des fourrures
Technologies de GIAC	<ul style="list-style-type: none"> - L'électricité - L'électronique - L'informatique - Bureautique - télécommunications
Pêche maritime de GIAC	- Aquaculture de pêche
GIAC BTP	- Construction
Tourisme de GIAC/commerce d'hôtel	- Hôtels et restaurants
GIAC agroalimentaire	- Les industries alimentaires
Transport logistique de GIAC	- Transports routiers et maritime

La Formation Continue constitue un volet important du système de la formation professionnelle en tant que levier de développement et d'inclusion socio-économique. Aujourd'hui, le contexte socio-

économique est en grande mutation et le bilan des années de mise en œuvre du système de la formation continue a exigé la réforme de ce système en deux étapes.

La première, mise en place depuis juin 2014, a touché dans l'immédiat les contrats spéciaux de formation (CSF) et les Groupements Interprofessionnels d'Aide au Conseil (GIAC). Le but de cette réforme, explicitée ci-dessus, est de pallier les problèmes touchant la gouvernance, le financement et l'exécution des programmes de la formation continue.

Quant à la seconde, elle vise une refonte globale du système de la formation continue par l'adoption du projet de loi élaboré à ce sujet. Cette refonte globale du système portera notamment sur la politique en matière de formation continue, la gouvernance, le financement, les procédures, l'élargissement du champ de la formation.

Dans l'objectif de développer les compétences nationales en matière de prestations de conseil et de formation dans le domaine de la formation en cours d'emploi, un système de qualification des organismes de conseil et/ou de formation a été mis en place dès 2006. La qualification a pour objet la reconnaissance de la capacité professionnelle des organismes dans un ou plusieurs domaines de compétences et champs d'expertise. Un répertoire des organismes de conseil et/ou de formation qualifiés est mis à la disposition des entreprises pour les éclairer dans le choix d'un prestataire.

Cinq champs d'expertise et dix domaines de compétences sont couverts aujourd'hui par la qualification.

Ainsi, des conventions sont conclues entre chacun du GIAC et l'OFPPT pour effectuer les actions des formations envisagées par l'article 7 du décret régissant le FCE et mentionnées précédemment.